N° : 26

By Lodj

03 05 26

DÉBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !



BILLET

Le blues politique : préparer un programme électoral dans l'incertitude du monde

LÉGISLATIVES 2026 :
L'ÉLECTEUR MAROCAIN VOTE-T-IL AVEC LA RAISON OU AVEC L'ÉMOTION ?

CHRONIQUEURS

Bon appétit Messieurs, ô ministres intègres...

EXPERTS

« Rabat-Salé » à l'image de « Buda-Pest »...tout simplement !

ROOM

La "Houthification" du Sahel... Quand les casernes algériennes bricolent le chaos à la carte

By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma

SOMMAIRE

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

ÉDITO D'OUVERTURE 04

CHRONIQUEURS INVITÉS 06

EXPERTS INVITÉS 22

QUARTIER LIBRE 46

ROOM 58

BILLET 78

IDÉBATS By Lodj

Imprimerie Arrissala

IDÉBATS 26 MAI | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - SOUKAINA BENSAID - MAMOUNE ACHARKI
KARIMA SKOUNTI - MAMADOU BILALY COULIBALY
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM
WEBDESIGNER / COUVERTURE : NADA DAHANE
DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA
Retrouver tous nos anciens numéros sur :
www.pressplus.ma

EDITO

LÉGISLATIVES 2026 :
L'ÉLECTEUR MAROCAIN VOTE-T-IL AVEC LA RAISON OU AVEC L'ÉMOTION ?

L'électeur marocain ne vote pas rationnellement le jour du scrutin. Il vote émotionnellement bien avant d'entrer dans l'isoloir.

Au Maroc, beaucoup de partis pensent encore l'inverse. Ils croient que l'électeur compare les programmes.
Qu'il lit les bilans.
Qu'il étudie les promesses.
Qu'il choisit le meilleur candidat.

Quelque part, ils ont raison : l'électeur finit par parler emploi, prix, santé, école, pouvoir d'achat.

Mais avant cela, il a déjà décidé.
Il a décidé en voyant comment le parti parle de lui.
Il a décidé en observant si le candidat descend vraiment sur le terrain.
Il a décidé en sentant s'il est respecté ou simplement sollicité.
Il a décidé parfois sans le savoir lui-même.

Le programme n'est souvent que l'excuse rationnelle d'un choix émotionnel déjà mûri.
À l'approche des législatives prévues le 23 septembre 2026, avec une campagne électorale annoncée du 10 au 22 septembre, beaucoup de partis risquent d'arriver trop tard dans le cœur des électeurs.

Les 7 leviers que l'électeur marocain active sans s'en rendre compte :

1-Autorité
Pourquoi ce parti et pas un autre ? L'autorité ne vient pas des slogans. Elle vient de la cohérence, du bilan, de la présence et de la crédibilité.

2-Réciprocité
On ne demande pas une voix à un citoyen qu'on a oublié pendant cinq ans. Le terrain précède l'urne.

3-Preuve sociale
L'électeur veut savoir qui fait confiance à ce candidat : son quartier, sa commune, ses pairs, les gens qui lui ressemblent.

4-Appartenance
On ne vote pas seulement pour un programme. On rejoint une vision du pays, une famille politique, une promesse d'identité collective.

5-Anticipation
Une campagne ne se gagne pas en treize jours. Elle se prépare dans les mois précédents, par une narration continue.

6-Rareté
La vraie rareté politique, ce n'est pas le candidat qui crie plus fort. C'est celui qui paraît utile, différent, fiable.

7-Résultat
L'électeur ne vote pas pour une affiche. Il vote pour la vie qu'il espère après le scrutin : dignité, emploi, école, santé, sécurité, écoute.



La vraie question pour septembre 2026 n'est donc pas : quel parti aura le meilleur programme ?
Mais : quel parti aura su parler au cœur de l'électeur avant de demander sa raison ?

Par:
Adnane Berchakroun

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE SIRÈNE,

By Lodj



mais elle alerte
quand cela
en vaut la peine.

Tout ne mérite pas l'urgence.
Encore faut-il savoir ce qui compte.

WWW.LODJ.MA

BON APPÉTIT MESSIEURS, Ô MINISTRES INTÈGRES...



Par **Aziz Boucetta**

Nous savions bien que sous ce gouvernement, l'éthique devenait problématique et la moralisation de la vie publique un slogan creux, nous le savions bien et tous les commentateurs, et même des membres de la majorité, en sont convaincus.

Mais pour autant... Il n'est ni naturel, ni normal, ni même légal, que des responsables de premier plan soient pris la main dans le sac. Et pourtant, hélas, c'est ce qui semble se produire sur nos terres.

Il y a longtemps, bien longtemps de cela, il était justement tout à fait naturel et normal que les décideurs se servent ; ce n'était peut-être pas légal – ça l'est rarement – mais c'était normal et même naturel.

Puis le siècle a changé, le Maroc aussi, et il devient clairement malséant de voir de tels comportements, et principalement quand ils concernent plusieurs de nos membres du gouvernement.

Des ministres !... « Bon appétit ! messieurs ! — Ô ministres intègres !
Conseillers vertueux ! Voilà votre façon
de servir, serviteurs qui pillez la maison !
Donc vous n'avez pas honte... ».

Le cri du cœur de Victor Hugo, par la voix, la bouche et la colère de Ruy Blas résume la situation.
Les affaires sont connues ; certaines, concernant des infrastructures publiques, sont de l'ordre du passé, mais on attendra toujours que justice se passe, pour que l'espoir ne trépasse pas.

Certaines autres sont plus récentes, portent sur des faveurs immobilières familiales, et résonnent encore dans les esprits des citoyens épris de justice. D'autres encore sont plus discrètes, mais non moins coupables.
Et une dernière catégorie, plus récente, consiste en un tout englobant de la dissimulation, du trafic d'influence, de la prévarication, des manœuvres urbanistiques...

Avant, il y avait l'Etat, ses commis, les uns intègres et les autres moins, parfois pas, et les médias. Aujourd'hui, les choses ont changé et il est curieux que nos responsables indélicats ne s'en soient pas aperçus !

Le sentiment d'impunité, la vanité sont-elles donc si grandes ?

Aujourd'hui donc, une nouvelle catégorie de personnes est apparue, par la grâce du web et des réseaux sociaux : les influenceurs sont désormais parmi nous, les lanceurs d'alerte aussi et rien ne fait plus plaisir à un lanceur d'alerte que de dénoncer les travers, épingler les pervers, puis se mettre bien vite au vert car les réactions et ripostes peuvent être violentes.

Mais il existe aussi, et de plus en plus, des médias qui se spécialisent dans l'investigation ; ils passent le plus clair de leur temps à traquer et matraquer.

Ils se retrouvent souvent en justice, face à ceux qu'ils ont dénoncé et la plupart du temps, ils gagnent leurs procès ou, à défaut, l'estime de l'opinion publique.

Et puisque la justice sera saisie sans l'affaire qui nous intéresse, nous tairons les noms car révéler l'identité d'un responsable gouvernemental est déjà une forme de condamnation.

Laissons la justice faire son travail, et laissons les deux personnalités concernées se reconnaître.

Quand deux ministres importants d'un gouvernement sont impliqués dans une affaire immobilière, que l'un est important par sa fonction et l'autre par ses multiples casquettes, que cela se produit à quelques mois d'une élection législative, que ces deux ministres soient directement engagés dans l'opération électorale, et que les deux multiplient les déclarations menaçantes sur l'éthique et l'intégrité en politique, alors cela fait désordre… cela remet en cause cette si nécessaire confiance que nous voulons tous avoir dans nos institutions… cela est gênant, très gênant… Cela est affligeant.

Contrairement à leurs pairs mêlés à d'autres indélicatesses, l'un de ces deux ministres a décidé d'aller en justice.

A la bonne heure ! La cour dira son mot mais avant cela, le débat fera rage car le média qui a révélé l'affaire affirme avec force que tout a été vérifié, que tous les documents ont été authentifiés, que les registres de commerce et autres attestations de propriété ont été passés au peigne très fin, et que la suite des révélations arrivera dans les jours prochains…

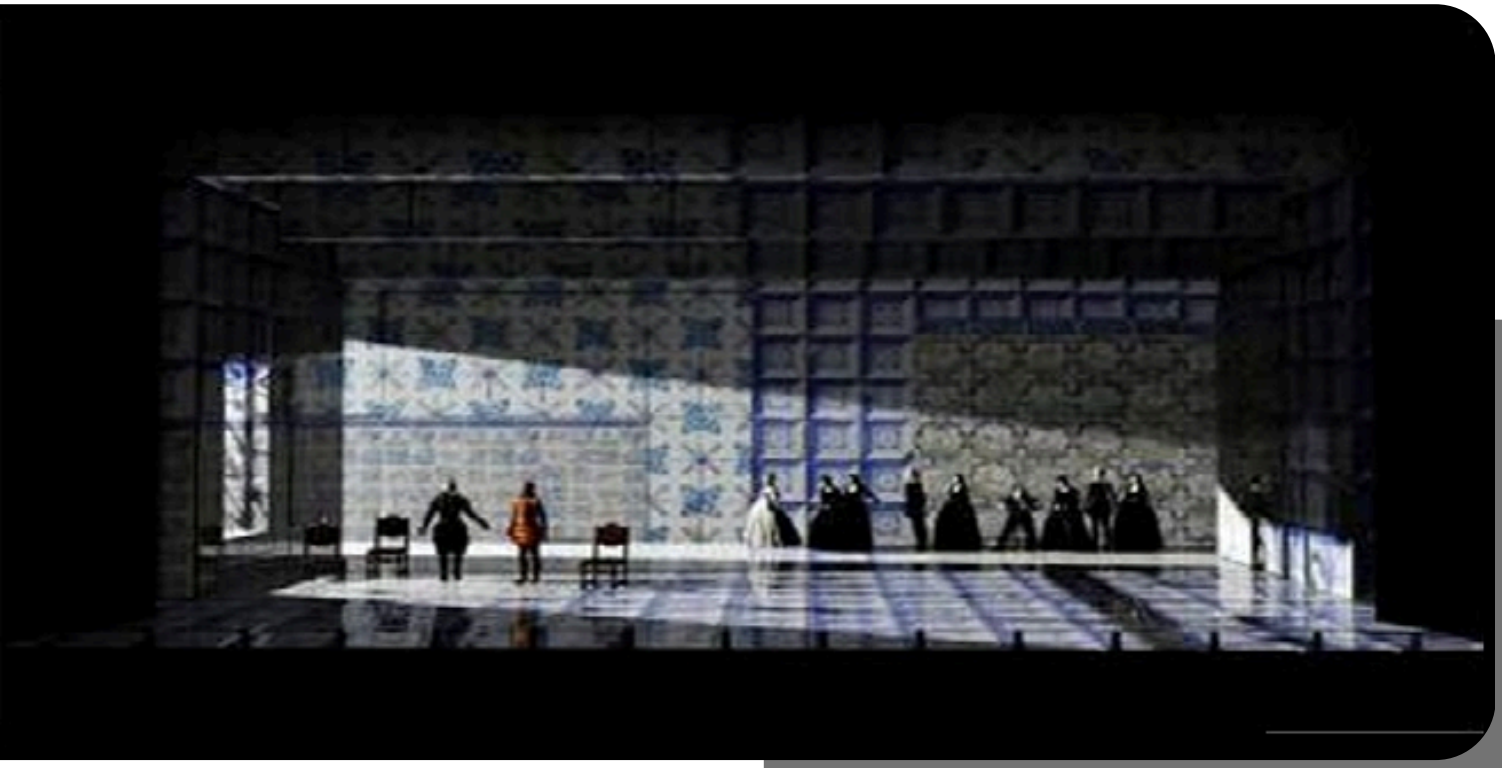
Dans l'autre camp, chez les deux autres protagonistes de ce qui sera un procès qui devrait défrayer la chronique, l'un est prolixe, offensif, ulcéré et annonce urbi et orbi qu'il veut laver son honneur ; l'autre est silencieux, se terre et se ferre dans son abri.

Nous l'avons déjà écrit et dit, et nous le réécrivons…
Le Maroc a entamé depuis quelques mois, quelques années même, une opération « mains propres » qui ne dit pas son nom mais qui est efficace et ne s'embarrasse pas du niveau de responsabilité de ceux qui en font les frais.

Les derniers mois sont riches en exemples de dignitaires qui se pensaient hors d'atteinte, mais qui ont été atteints, qui se sont éteints…

Ces lignes sont écrites avec une rage contenue et une extrême tristesse exprimée. Les noms ont été tus, les forfaits supposés ont été évasivement évoqués, mais si rien n'est fait, si la justice n'est pas saisie, tout cela sera su, malheureusement et tristement connus de tous, les réseaux feront leur travail.

Les Marocains d'aujourd'hui valent plus, le Maroc de Mohammed VI mérite mieux.



LE SÉNÉGAL À L'ÉPREUVE DE L'ÉTAT : DU POPULISME AU PIÈGE DU POUVOIR



Par
Adil Benhamza

Depuis son indépendance, le Sénégal a réussi à incarner une expérience démocratique exceptionnelle au sein des régimes présidentiels en Afrique. Alors que les coups d'État militaires constituaient l'unique mode de changement au sommet du pouvoir et d'exclusion des minorités — qu'elles soient religieuses, ethniques, culturelles ou linguistiques — le Sénégal a représenté une exception dès l'investiture du poète et homme de lettres Léopold Sédar Senghor, un chrétien à la tête d'un État dont 90 % de la population est musulmane.

Cette exceptionnalité s'est confirmée par l'ancrage de l'alternance via les urnes, dont les résultats ont toujours été respectés par les compétiteurs, le dernier en date étant le président Macky Sall. Ainsi, le Sénégal a réussi, tout au long de son histoire contemporaine, à triompher de la crise de « l'État-nation » en Afrique, l'une des défaillances majeures du continent post-indépendance. Cette crise soulève des questions de souveraineté, d'identité culturelle et de non-concordance des frontières politiques avec la répartition ethnique, sous l'égide du principe de l'intangibilité des frontières héritées du colonialisme — des frontières qui ont souvent divisé des groupes ethniques et religieux au lieu d'être un facteur de richesse, alimentant l'instabilité interne et les conflits frontaliers.

Après le départ de Macky Sall, le débat sur l'expérience du PASTEF, le parti actuellement au pouvoir, n'est plus un débat idéologique sur la gauche ou le populisme, ni un duel moral sur le patriotisme des nouveaux dirigeants, le président Diomaye Faye et le Premier ministre Ousmane Sonko. Le pays a rapidement dépassé ce stade. La véritable question aujourd'hui est celle de l'État : comment gouverner ? Qui décide ? Et que se passe-t-il lorsque la légitimité politique se déconnecte de l'efficacité exécutive ?

Le PASTEF est arrivé au pouvoir porté par une vague de colère sociale réelle, menée par la jeunesse, et par des revendications légitimes de rupture avec la corruption, l'élitisme et la dépendance économique. Cependant, le passage de l'opposition au pouvoir a révélé un fossé béant entre la force (et la facilité) du discours et la fragilité de l'administration. Ce fossé ne se réduit pas à un simple « manque d'expérience » des nouveaux dirigeants ; il se manifeste par un mode de gouvernance confus qui se nourrit du populisme au lieu de le dépasser.

Après le départ de Macky Sall, le duo exécutif a révélé aux institutions financières internationales et au peuple sénégalais l'existence d'une dette « cachée », dissimulée par les gouvernements précédents pour obtenir des financements à des taux raisonnables. Sur le principe, on ne peut contester la légitimité de la vérité ni la nécessité de la transparence. Mais la politique n'est pas seulement ce qui est dit, c'est aussi le comment et le quand. La manière dont cette crise financière a été annoncée a transformé un outil de correction comptable en une arme politique interne. L'objectif, d'une essence populiste, était d'embarrasser Macky Sall et l'élite traditionnelle, mais cela a simultanément affaibli la position de négociation du Sénégal sur les marchés financiers. Les portes se sont fermées, poussant Dakar à s'endetter à des taux élevés. C'est ici que le dérapage populiste apparaît : quand le discours souverainiste devient un moyen de masquer l'incapacité à proposer des solutions viables. Ce qui était acceptable dans l'opposition devient dangereux au pouvoir, car un État ne se gère pas avec des slogans, mais avec des décisions difficiles.

Aujourd'hui, le PASTEF ne peut plus s'abriter derrière le discours de « l'État profond » ou de « l'obstruction institutionnelle ». Il détient la présidence, le gouvernement et une majorité parlementaire absolue. C'est l'heure de la responsabilité totale. Dans de tels moments, soit la légitimité électorale se transforme en compétence de gouvernance, soit elle devient un fardeau pesant.

Le danger ne réside pas tant dans l'échec économique — les crises financières peuvent être contenues — mais dans la persistance d'une gestion de l'État avec une mentalité de mobilisation plutôt qu'une mentalité de politiques publiques. Cela ouvre la porte à un scénario de stagnation longue où chaque échec est imputé à « l'étranger » ou à « l'héritage du passé ». On peut ainsi comprendre l'ampleur de la colère officielle concernant certains événements récents, comme ceux liés à la CAN 2025, utilisés pour maintenir la mobilisation populaire.

L'un des signes les plus graves de cette confusion réside dans la relation entre le Président de la République et le Premier ministre. L'absence d'une délimitation claire des centres de décision crée une « dualité de la légitimité exécutive ». Cette dualité s'infiltre silencieusement au cœur de la bureaucratie. L'administration sénégalaise ne se divise pas ouvertement, elle se fige. Les hauts fonctionnaires préfèrent l'attentisme à l'initiative, craignant de savoir à qui va la loyauté ultime. Cette « résistance silencieuse par l'obéissance » est plus dangereuse que la désobéissance, car elle vide la décision de sa substance.

Malgré ces risques, le Sénégal possède des soupapes de sécurité solides. L'armée sénégalaise est professionnelle, non politisée, et se voit comme la garante de la stabilité. Son intervention éventuelle serait arbitrale et institutionnelle, non putschiste. Quant aux confréries soufies, elles sont les acteurs les plus discrets mais les plus influents. Les confréries ne gouvernent pas, mais elles empêchent l'effondrement social. Toute autorité qui ignore ce poids symbolique se met en confrontation avec la société elle-même.

Enfin, le facteur extérieur impose ses contraintes. Le Sénégal n'est pas un État marginal. Sa position atlantique et sa stabilité relative en font une pièce maîtresse d'une équation internationale qui ne tolérera pas un glissement vers un modèle sahélien chaotique ou « vénézuélien ».

Toutefois, ce soutien international vise la stabilité minimale, non la réussite d'un projet politique, surtout après les récentes orientations diplomatiques du Premier ministre Sonko, marquant une hostilité envers certains partenaires traditionnels comme les États-Unis au profit de nouveaux axes, en contradiction avec la puissance économique réelle du pays.

Le chemin le plus dangereux n'est ni le coup d'État ni l'effondrement, mais que l'État devienne l'otage de son propre récit, expliquant chaque crise par la trahison et rejetant toute critique. Le Sénégal est à la croisée des chemins : soit passer de la légitimité de la colère à celle de la compétence, soit tomber dans le piège de la stagnation populiste : un État formellement stable, mais structurellement épuisé, vivant sur un grand récit et une petite économie.

L'histoire du Sénégal prouve que l'effondrement n'est pas une fatalité. Mais elle enseigne aussi que ce ne sont pas les intentions qui font échouer les États, mais la mauvaise gouvernance. L'examen réel du PASTEF ne réside plus dans la critique du passé, mais dans sa capacité à gouverner le présent sans en devenir l'otage. Réussira-t-il ?



CODE PÉNAL: UNE RÉFORME MORT-NÉE

Une grande réforme en panne? Le ministre de la Justice vient de doucher les attentes: le nouveau Code pénal ne sera «probablement pas soumis au vote du Parlement durant la présente session de clôture de la législature». Un coup d'arrêt qui semble contaminer la réforme de la Moudawana, sans oublier le dossier épineux des caisses de retraite, lui aussi en souffrance. De l'inachevé donc pour ce gouvernement...



Par **Mustapha Sehimi.**

La refonte du Code pénal constitue, sans conteste, une étape cruciale de l'évolution institutionnelle, juridique et sociétale du Royaume.
Promulgué en 1962, ce texte reste marqué par une matrice largement inspirée du modèle français. Si, au fil des décennies, des ajustements ont permis de l'adapter aux réalités sociales et économiques, le débat de fond sur sa réforme globale n'a véritablement été engagé que depuis une vingtaine d'années.

Plusieurs séquences marquent ce long cheminement: celle de la relance, d'abord, portée dès 2010 par la coalition «Printemps de la Dignité» pour la protection des femmes et la lutte contre les discriminations.
Puis, celle du dépôt au Parlement du projet de loi 10-16 en juin 2016, resté bloqué durant cinq ans, avant son retrait définitif par le gouvernement Akhannouch, le 11 mars 2022, au motif d'une nécessaire «nouvelle approche».
Dans l'intervalle, l'Exécutif a tout de même fait adopter la loi 43-22 sur les peines alternatives, entrée en vigueur le 22 août 2025. À cela s'ajoute la nouvelle loi sur la procédure pénale (n° 03.23), en vigueur depuis le 8 décembre 2025.

Ce texte introduit un arsenal de dispositions visant à renforcer les garanties d'un procès équitable, à moderniser la justice pénale et à affiner les outils de lutte contre la criminalité. Il convient de relever, à cet égard, que le ministre de la Justice a regretté l'application insuffisante de cette loi, laquelle accuse un bilan décevant.
Le recours aux dispositions existantes reste en effet marginal: on dénombre 926 bénéficiaires d'amendes journalières (43,6%), 794 cas de travaux d'intérêt général, 385 mesures de restriction de droits et seulement 18 décisions portant sur le bracelet électronique.

À quoi tient pareille situation? D'abord, à un manque d'appropriation de ce nouveau dispositif par les juridictions, les magistrats et le parquet. Ensuite, à la persistance d'une culture pénale encore lourdement centrée sur l'incarcération.

«Faute de consensus, l'exécutif temporise. Mais qu'a-t-il entrepris pour conduire une véritable concertation nationale? Le manque de vigueur du dialogue social témoigne d'un faible volontarisme politique.»
Le chantier de la réforme du Code pénal est à l'ordre du jour, rappelons-le, depuis plus de deux décennies.

Il figurait déjà parmi les priorités de l'Instance Équité et Réconciliation (IER) pour la mise à niveau de la législation pénale et l'incrimination des violations graves des droits de l'Homme.

L'enjeu était triple: harmoniser le Code avec les normes internationales, intégrer les conclusions de l'étude du CNDH de 2009 sur les fondements de la responsabilité pénale, et répondre aux impératifs de la Constitution de 2011, véritable tournant pour l'État de droit au Maroc.

Les axes de cette réforme embrassent des domaines sensibles: les libertés individuelles (articles 489, 490 et 491 relatifs à l'homosexualité, aux relations sexuelles hors mariage et à l'adultère), l'avortement — avec l'inclusion des cas de viol, d'inceste ou de santé — et la peine de mort,

alors que la Constitution consacre le «droit à la vie» (Art. 20).

Le projet cible également la criminalité économique (corruption, détournement de fonds, enrichissement illicite) ainsi que la protection des femmes et des mineurs.

Le rapport 2024 de la présidence du Ministère public livre, à cet égard, des chiffres glaçants: 26.884 viols de femmes, 24.053 poursuites pour atteinte à la moralité et une estimation de 600 à 800 avortements quotidiens.

Le futur texte devra aussi intégrer de nouvelles incriminations telles que la torture, la disparition forcée ou la criminalité numérique, sans oublier des enjeux contemporains comme le gaspillage de l'eau.

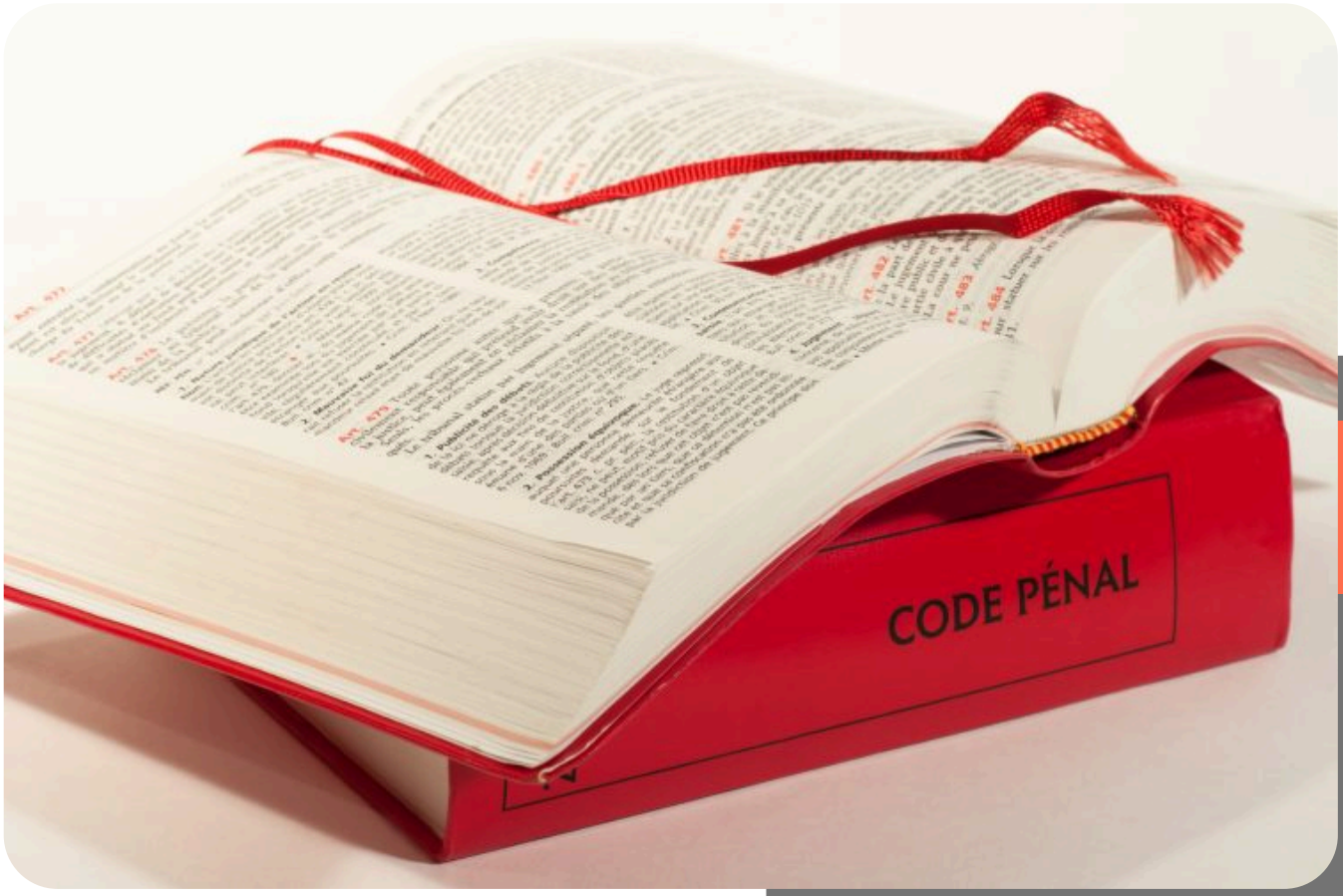
Reste enfin le débat sur la liberté de conscience: si l'article 3 de la Constitution reconnaît la liberté de culte, le Code pénal maintient des verrous sur la liberté de religion, malgré un moratoire de fait sur la peine capitale depuis 1993.

À l'heure du bilan pour ce cabinet, le constat s'impose: les réformes majeures — Code pénal, Moudawana, retraites — ont été sans cesse différées.

Sur les questions de valeurs (peine de mort, héritage, mœurs), le gouvernement semble se heurter à un «ordre public hybride», tiraillé entre modernité législative et référentiel religieux.

Faute de consensus, l'exécutif temporise. Mais qu'a-t-il entrepris pour conduire une véritable concertation nationale? Le manque de vigueur du dialogue social témoigne d'un faible volontarisme politique.

Certes, la réforme doit être progressive et éviter tout «diktat», mais la modernisation de notre législation doit rester le cap. Pour cela, encore faut-il que la parole publique demeure audible et, surtout, crédible.



LE DISCOURS 'HORRIBILAN' DE M. AKHANNOUCH



Par **Aziz Boucetta**

Lors de ces cinq dernières années, correspondant au mandat de la majorité et du gouvernement Akhannouch, une chose s'est produite dont on parle peu : les Marocains ont changé. Ainsi présenté, le constat est un peu étrange, mais il est exact.

Les Marocains ont évolué dans leur rapport à eux-mêmes, à leur pouvoir politique et à l'étranger.

C'est très certainement la période Covid qui a entamé cette évolution silencieuse ; confinement, gestion de la pandémie, stress multiples, restrictions diverses, doutes récurrents mais confiance retrouvée...

La qualité de l'organisation mise en place face à la situation sanitaire, malgré certaines défaillances, a été au niveau requis.
Puis il y a eu l'épopée sportive au Mondial de Qatar, où les Marocains ont brillé, pas seulement sur la pelouse mais ailleurs (engagement et engouement du public, sécurité, bonne humeur générale, « l'épisode des mères » des joueurs, ...).

On peut ajouter à cela l'intransigeance croissante du Maroc au sujet de la question du Sahara et la fermeté à l'égard de certains pays, à leur tête la France...

Tout cela, plus d'autres choses, a contribué à une sorte d'évolution sociologique des Marocains, qui a atteint son acmé avec la séquence GenZ, laquelle a consacré l'arrivée sur la scène d'une nouvelle jeunesse libre et libérée, complexe et décomplexée, exigeante et intransigeante.

C'est là que consiste le véritable changement opéré au sein de notre société.

L'émergence progressive du prince héritier Moulay Hassan souligne assez nettement la place de plus en plus prépondérante de la jeunesse dans le tissu social et économique national.

Le roi Mohammed VI ne s'y est pas trompé, qui a initié et favorisé un assouplissement des règles de candidatures pour les jeunes de moins de 35 ans, même si les conditions annoncées au départ ont été significativement durcies par la suite.

Et c'est ce que la classe politique semble ne pas prendre à sa juste mesure, ainsi qu'on l'a pu voir par exemple lors de la présentation du bilan de la mandature par son chef Aziz Akhannouch ; un discours fleuve, un discours bilan, horribilan pourrait-on dire, agaçant par sa suffisance, exaspérant d'arrogance et de trituration des chiffres.

Aziz Akhannouch a ceci de contrariant qu'il donne le sentiment de s'adresser à un public crédule et à une classe politique docile ; il déroule ses chiffres auquel même le plus benêt des destinataires ne saurait donner crédit.

Dans le discours de présentation de son bilan, Aziz Akhannouch a réussi à unir l'opposition, et même à y adjoindre un de ses « alliés », en l'occurrence le parti de l'Istiqlal.

Toujours en avance sur ses pairs, le PJD est monté à l'assaut, décortiquant les chiffres et critiquant M. Akhannouch, mettant en avant Driss el Azami el Idrissi froidement factuel et Abdallah Bouanou qui pourrait être plus convaincant s'il était moins glapissant.

Le PPS dénonce l'écart entre le bilan et la réalité des choses, le MP s'additionne à lui pour dénoncer un bilan trop optimiste.

Et, d'une manière générale, comme en témoignent les commentaires ici et là, dans les médias et sur les réseaux sociaux, seuls le RNI et quelques entrepreneurs chanceux défendent le bilan, d'une façon encore moins convaincante que celle de M. Akhannouch.

Au final, puisque nous sommes en phase de bilan, un peu prématuré quand même, nous pouvons retenir de ce gouvernement qu'il a installé un cadre réglementaire pour les grandes réformes lancées au Maroc (éducation, santé, investissement, travail, ...).

Pour le reste, globalement, le bilan reste mitigé, pour ne pas dire mauvais : pouvoir d'achat en baisse, chômage en hausse, présence politique affaiblie, contestation sociale – essentiellement des jeunes – renforcée.

Et une solide implication dans la « démoralisation » de la vie publique, avec pratiquement aucune initiative en matière d'éthique : pas de loi sur l'enrichissement illicite, ce qui aurait singulièrement servi contre bien des créatures virevoltant autour du RNI et de son chef, pas d'avancée en matière de lutte contre la corruption, pourtant nécessaire pour mettre une société en ordre de marche, aucune règle encadrant le conflit d'intérêt, qui a explosé sous cette mandature...

L'absence d'éthique aura créé une nouvelle classe d'entrepreneurs bleus ou aspirant à bleuir (comme les kessaba auxquels il s'est si maladroitement adressé), donnant naissance à une sorte d'allégeance économique d'un genre nouveau à Aziz Akhannouch, qui pourrait se le voir reprocher...

Dans l'intervalle, ainsi que dit plus haut, la société a changé, mais aussi les contextes national et international.

La mandature qui commence en octobre prochain devra tenir compte de ces évolutions, apprendre à parler à une jeunesse survoltée (on se souvient tous de ces images douloureuses de fourgons de police ou de gendarmerie attaqués, piétinés, brûlés, et leurs occupants molestés, presque lynchés !...), s'engager résolument dans l'implication de tous dans le développement du pays, sans préférence, sans clanisme, sans favoritisme.

Et surtout anticiper et faire face aux différents, très nombreux et importants défis internes et externes à venir et qui, eu égard à leur importance, réduiront le Mondial 2030 à un simple tournoi sportif...

La majorité Akhannouch, de laquelle aujourd'hui même ses alliés/composantes œuvrent à s'éloigner, aura créé une rupture entre population et politique, entre éthique et politique, entre développement inclusif et avantages exclusifs.

Cette majorité, dont les deux membres que sont le PAM et l'Istiqlal, endossent une grande responsabilité dans le plongeon éthique qu'elle a induit, aura été désastreuse sur le plan social et politique.

Il appartiendra désormais aux Marocains, société civile, opinion publique et classe politique, d'oublier cette séquence et de s'atteler à mettre en place une vraie majorité, avec de vrais députés, qui parlent vrai, qui agissent vraiment, qui ont le sens de l'engagement politique.
« Le Maroc d'aujourd'hui n'est pas le Maroc d'hier », aime à dire Nasser Bourita, et il a raison.

Un Maroc nouveau est né, ambitieux, une jeunesse nouvelle est là, intransigeante, et un monde nouveau nous interpelle...

Il nous appartient de mettre en place un nouveau paysage politique, avec de nouvelles figures, de nouvelles pratiques, de nouvelles ambitions et perspectives.

Pour oublier cette mandature 2021-2026, l'une des plus mauvaises de l'histoire du Maroc moderne.



ÉLECTIONS EN SEPTEMBRE OU CHRONIQUE D'UN RITUEL ANNONCÉ...



Par
Aziz Daouda

Le rendez-vous est fixé : le 26 septembre. Comme à chaque échéance électorale, le Maroc s'apprête à entrer dans une séquence bien connue, presque ritualisée, où se mêlent espoirs affichés, calculs discrets et désillusions latentes. Mais bien avant le jour du vote, c'est déjà toute une mécanique qui se met en branle.

Car en réalité, il n'y a pas une campagne, mais des campagnes. Celles, visibles, des slogans et des promesses, et celles, plus feutrées, des traités et des arbitrages. Dès maintenant, le jeu des candidatures s'intensifie. Les partis s'activent, scrutent, sélectionnent, recrutent ou écartent, font des heureux et des heureuses ou déçoivent. Part à la recherche de profils « utiles » : ceux qui disposent de moyens financiers conséquents, ceux qui possèdent un réseau d'influence, ceux capables de mobiliser des clientèles locales. La logique est rarement idéologique, souvent pragmatique, parfois cynique.

Dans cette compétition silencieuse, certains paient leur entrée, directement ou indirectement.
D'autres multiplient les démarches, sollicitent, négociants, espèrent obtenir le précieux sésame de la تزكية.
Cette investiture, qui devrait incarner un choix politique fondé sur la compétence, le militantisme et la vision, devient trop souvent une monnaie d'échange, un marqueur d'allégeance ou de capacité à « peser ».
Et puis, en creux, il y a les absents. Toutes ces compétences reléguées en marge.
Des profils sérieux, formés, parfois engagés, mais dépourvus des attributs jugés indispensables : pas d'argent, pas d'ancrage familial influent, pas de réseau stratégique. Ceux-là regardent souvent le train passer.

Leur exclusion silencieuse est peut-être l'un des angles les plus préoccupants du processus électoral. Ils sont légion, les jeunes filles et garçons et les femmes qui aspirent à jouer un rôle politique.

Mais parmi elles et eux pullulent les opportunistes qui se collent à la politique pour des raisons que les exemples récents et anciens rendent limpides à tous...

Viendra ensuite la phase des programmes. Une valse bien rodée de déclarations d'intention, où la parole tient lieu d'action. Ici le ridicule ne tue point, il est applaudi. Les discours s'empilent, les promesses s'alignent, les ambitions se gonflent. Mais entre dire et faire, l'écart reste abyssal.

Dans un autre registre, la psychiatrie évoque les « images » : des constructions mentales qui ne se traduisent pas essentiellement dans le réel. La métaphore n'est pas sans pertinence ici. Trop souvent, les programmes relèvent davantage de la projection que de la planification.
Et enfin, il ya le citoyen. Le votant. Celui dont la participation est censée donner du sens à tout l'édifice. Mais là encore, le constat est préoccupant.

Une part importante de la population ne s'est même pas inscrite sur les listes électorales.
D'autres, désabusés, hésitants à se déplacer. Le risque d'une abstention massive plane, comme une ombre persistante.

Dans ces conditions, qui votera ? Probablement les militants, fidèles mais peu nombreux.
Ceux qui restent mobilisés par conviction ou par discipline partisane. Et puis, plus problématique encore, celles que des logiques de rétribution incitent à participer.

Une participation biaisée, qui affaiblit la portée démocratique du contrôle. Un million de voix peut faire de tel ou tel parti une force gouvernementale...
Ainsi se dessine une équation fragile : des élites sélectionnées selon des critères discutables, des programmes souvent déconnectés, et un corps électoral en retrait. Le tout dans un contexte où les attentes sociales, elles, restent fortes.

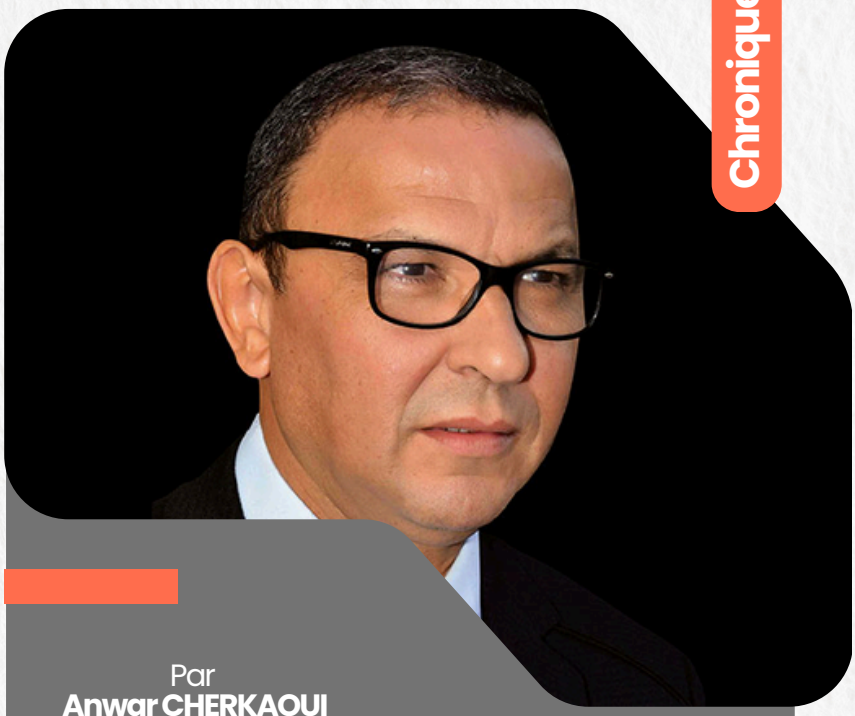


Les élections devraient être un moment de clarification, de choix, d'élan collectif. Elles risquent, une fois de plus, de n'être qu'un exercice formel, dont les résultats peinent à traduire la complexité et les aspirations profondes de la société marocaine.
La question demeure alors, simple et essentielle : comment redonner du sens à ce moment démocratique ?

Il nous reste encore du temps pour corriger cela. C'est une responsabilité : nous, héritiers d'un pays millénaire, que léguons-nous à notre descendance, que nous décevons un peu plus chaque jour ?

FOOTBALL, UNE IMAGE TV N'EST JAMAIS NEUTRE ET PEUT ETRE MÊME PRÉMÉDITÉE.

Ce qui s'est produit à Safi, le soir du 19 avril 2026 en marge de la rencontre entre l'Olympic Club de Safi et l'USM Alger, dépasse le simple cadre d'un incident sportif.
L'épisode pose avec acuité la question du rôle des images dans la construction du récit médiatique, en particulier lorsqu'il s'agit d'une diffusion internationale assurée par une chaîne comme beIN Sports.



Par
Anwar CHERKAOUI

La caméra principale, souvent appelée " Caméra master" centrée sur le terrain, a montré ce que des millions de téléspectateurs ont vu en direct :
Un envahissement massif de la pelouse par des supporters marocains. Une scène spectaculaire, brutale, qui s'impose immédiatement comme une évidence visuelle. Mais cette évidence est trompeuse par sa nature même, car elle ne dit rien de ce qui l'a précédée.
Car hors champ, d'autres images circulent. Captées par des téléphones ou des caméras secondaires, relayées sur les réseaux sociaux, elles dessinent une séquence différente.
On y verrait des supporters algériens envahir en premier certaines zones et procéder à des jets de chaises, déclenchant une montée rapide de la tension.
L'irruption des supporters marocains sur le terrain apparaîtrait alors non comme un acte isolé, mais comme une réaction à une agression initiale.

Ce décalage entre ce que montre la diffusion officielle et ce que révèlent d'autres sources interroge.
Il ne s'agit pas seulement d'un problème technique lié au champ limité de la caméra principale. Il pose la question du choix éditorial, conscient ou non, qui consiste à diffuser une image sans son contexte, au risque de produire une lecture partielle des événements.
Dans le cadre d'une compétition continentale, où les sensibilités nationales sont à fleur de peau, une telle fragmentation du récit peut avoir des conséquences.

Montrer la réaction sans en exposer les causes revient à orienter l'interprétation, à simplifier à l'extrême une réalité qui, sur le terrain, est souvent bien plus complexe.

Le direct, souvent perçu comme une garantie de vérité, révèle ici ses limites. Il capte l'instant mais ignore la chronologie.

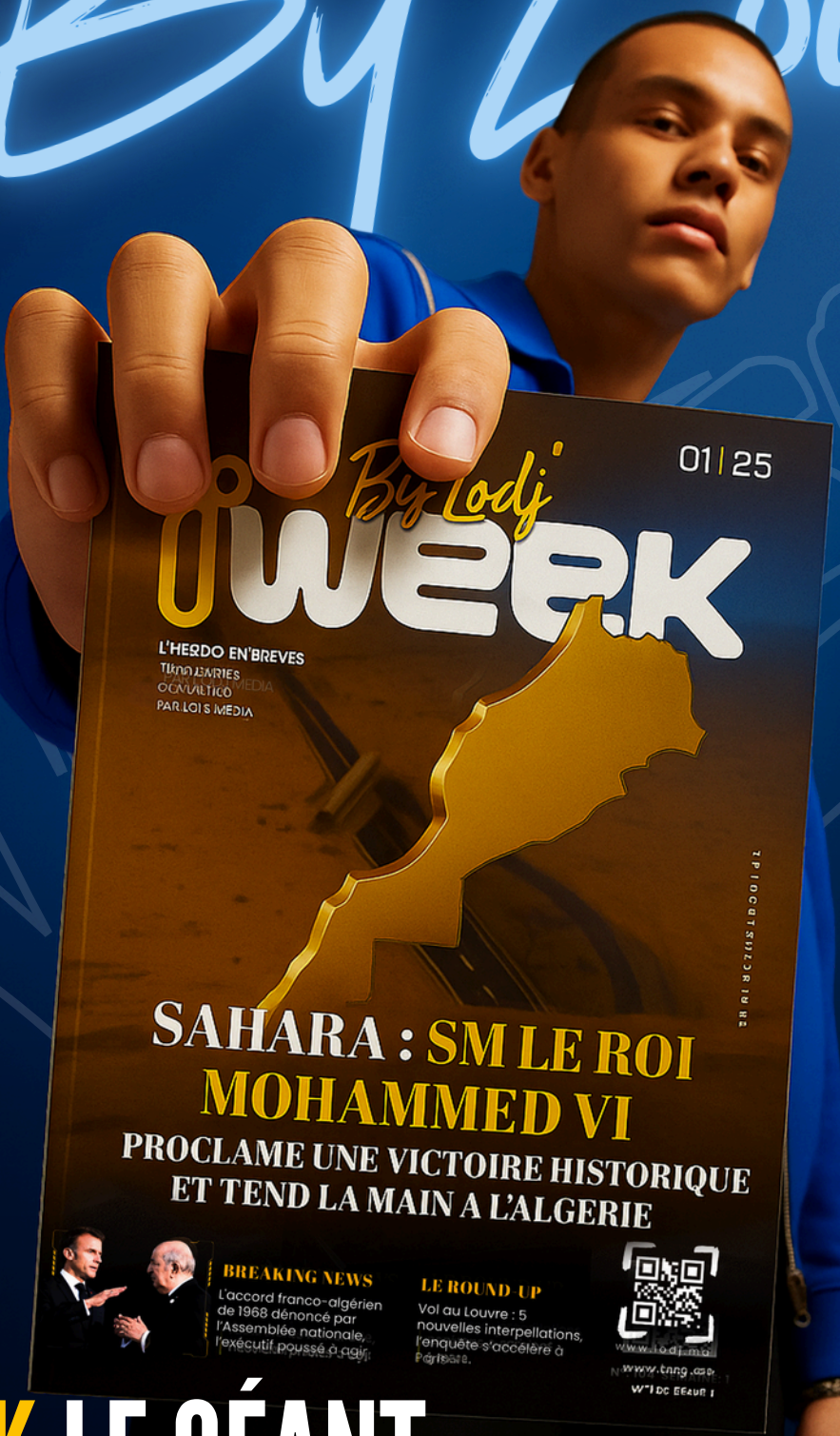
Il montre le spectaculaire mais laisse dans l'ombre l'enchaînement des faits.

Il fabrique ainsi une vérité immédiate, mais incomplète. Face à cette situation, une seule exigence s'impose : celle de l'enquête. Croiser les images, confronter les témoignages, analyser les rapports officiels.
Car la vérité d'un tel incident ne peut se réduire à un seul angle de caméra. Elle se construit dans la convergence des regards et la rigueur de l'analyse. Au-delà du cas de Safi, cet épisode rappelle une évidence trop souvent oubliée.

Une image peut être juste, sans être entière. Et dans certains contextes, ce qui échappe à l'objectif devient aussi important que ce qu'il capture.



By Lodj



IWEEK LE GÉANT DE L'ACTU

L'essentiel du Maroc et du monde

www.pressplus.ma

UNE MODERNITÉ SANS PROTECTIONS EST-ELLE VIABLE ?

À travers une analyse fine des transformations sociales au Maroc, Adnan Debbarh* interroge la soutenabilité d'une modernité engagée sans refonte suffisante des mécanismes de protection.

Entre recul du rôle amortisseur de la famille, montée de l'autonomie individuelle et réformes sociales en cours, il met en lumière un déséquilibre croissant entre évolutions sociologiques et cadres institutionnels, appelant à une redéfinition explicite des solidarités et du rôle de l'État social.



Par **Adnan Debbarh**

Il arrive qu'une société avance plus vite que les cadres censés l'organiser.
Non par rupture brutale, mais par glissement progressif.
Les comportements évoluent, les structures se transforment, les équilibres se déplacent et pourtant, les institutions continuent de fonctionner selon des logiques héritées d'un autre moment.
C'est peut-être dans cette zone de décalage que se situe aujourd'hui le Maroc.
Car la modernisation sociale est déjà à l'œuvre.

Elle est visible dans les transformations de la famille, dans l'évolution des trajectoires individuelles, dans la recomposition des solidarités.
Les ménages se resserrent, la taille moyenne des ménages marocains est passée de 5,9 personnes en 1994 à moins de 4 aujourd'hui, ce chiffre, en apparence technique, dit quelque chose d'essentiel : la capacité d'absorption familiale se contracte. Les parcours se diversifient, les dépendances changent de nature.
Les formes anciennes de régulation ne disparaissent pas, mais elles perdent en capacité d'absorption.
Autrement dit, la société marocaine est entrée, de fait, dans une modernité sociologique. Mais cette modernité appelle une condition : celle de son équivalent institutionnel.
Car aucune société ne peut durablement reposer sur un déséquilibre entre des comportements qui se transforment et des structures qui tardent à s'ajuster.

Une modernité sans protections n'est pas une modernité accomplie. Elle est une modernité incomplète et donc fragile.
Ce constat ne renvoie pas à une absence d'effort. Le Maroc a engagé, ces dernières années, des réformes importantes.

Aucune société ne peut durablement reposer sur un déséquilibre entre des comportements qui se transforment et des structures qui tardent à s'ajuster. Une modernité sans protections n'est pas une modernité accomplie. Ce constat ne renvoie pas à une absence d'effort. Le Maroc a engagé, ces dernières années, des réformes importantes. Mais la question n'est plus seulement celle de l'effort. Elle est celle de la cohérence
La généralisation de la protection sociale, l'élargissement de la couverture sanitaire, les dispositifs d'aide directe témoignent d'une volonté réelle de renforcer les mécanismes de solidarité.
Mais la question n'est plus seulement celle de l'effort. Elle est celle de la cohérence.
Car ces réformes interviennent dans un moment particulier : celui où les structures sociales sur lesquelles reposait une part essentielle de l'équilibre collectif sont en train de se transformer.

La famille, longtemps principal amortisseur des vulnérabilités, ne disparaît pas, mais elle change de rôle. Elle ne peut plus, à elle seule, absorber ce qu'elle prenait en charge auparavant.

Dès lors, la question se déplace.
Élargir l'accès aux droits ne suffit plus. Ce qui est en jeu, c'est l'organisation d'ensemble des protections dans une société où les mécanismes implicites ont changé de nature.
Ce déplacement est décisif, car il met fin à une illusion confortable : celle selon laquelle la modernisation pouvait être partielle.

Que l'économie pouvait se transformer, que les comportements pouvaient évoluer, sans que les structures de protection ne soient profondément repensées.
Or cette dissociation a ses limites.
Une société dans laquelle les individus sont plus autonomes, mais aussi plus exposés, ne peut durablement fonctionner si les mécanismes de sécurité collective ne suivent pas.
L'autonomie sans protection produit de l'incertitude. Et l'incertitude, lorsqu'elle se diffuse, fragilise les équilibres les plus essentiels.

Ce n'est pas une question théorique. C'est une question de trajectoire.
Car une modernité désajustée ne se corrige pas d'elle-même. Elle tend, au contraire, à produire des effets cumulatifs : précarisation des parcours, tensions intergénérationnelles, surcharge des solidarités restantes, sentiment diffus d'insécurité sociale.
Rien de tout cela ne prend nécessairement la forme d'une crise visible. Mais tout cela contribue à une érosion progressive du lien social.

C'est pourquoi la question posée aujourd'hui n'est pas seulement celle de la poursuite des réformes.
Elle est celle de leur orientation.
Que signifie, concrètement, construire un État social dans une société où les formes de vie ont changé ? Où se situent désormais les vulnérabilités ? Qui en porte la charge ? Selon quelles modalités doivent-elles être prises en charge ?
Ces questions ne relèvent pas uniquement de la technique ou du calibrage des politiques publiques.
Elles relèvent d'un choix plus profond : celui de définir explicitement ce qui, jusqu'ici, relevait d'un équilibre implicite.
Car ce que les transformations en cours rendent visible, c'est la fin progressive d'un mode d'organisation dans lequel la famille assurait, sans reconnaissance formelle, une part essentielle de la protection collective.
Reconnaître cette évolution ne revient pas à disqualifier ce qui a existé. Cela revient à en mesurer les limites dans un contexte nouveau.
Il ne s'agit pas de substituer l'État à la famille, ni de dissoudre les solidarités sociales dans des dispositifs institutionnels. Il s'agit de repenser leur articulation.
Une société ne devient pas plus moderne en affaiblissant ses solidarités. Elle le devient en les réorganisant.
Car ce que révèlent les transformations en cours va plus loin qu'un décalage à corriger. C'est la mise à nu d'un mode d'organisation qui, pendant des décennies, a fonctionné sans être nommé.
La famille a fonctionné, pendant des décennies, comme un État social informel. Elle a absorbé ce que les institutions ne prenaient pas en charge, porté ce que les politiques publiques ne nommaient pas, et compensé ce que les budgets ne finançaient pas.

Ce service rendu à la collectivité n'a jamais figuré dans aucun bilan.
Ce choix n'a jamais été formulé comme tel. Il n'en a pas moins façonné, en profondeur, la manière dont les vulnérabilités sociales ont été, ou n'ont pas été, traitées.
Il a permis de contenir les tensions sans les traiter. Il a déplacé le coût des vulnérabilités vers la sphère privée, souvent vers les mêmes acteurs : les femmes, les familles, les solidarités invisibles.

Il a rendu supportable ce qui, autrement, aurait exigé une prise en charge plus explicite.
Ce que les évolutions actuelles rendent visible, ce n'est pas seulement la transformation de la famille. C'est la fin progressive de cette capacité d'absorption et, avec elle, la réapparition de coûts qui avaient été longtemps contenus.
Dès lors, la question n'est plus seulement celle de la cohérence des réformes. Elle est celle de la reconnaissance.
Reconnaître qu'un équilibre a existé. Reconnaître qu'il a reposé sur une forme de délégation silencieuse de la protection sociale. Et reconnaître que sa transformation implique désormais de redéfinir, explicitement, ce qui relevait jusqu'ici de l'implicite.
Car une modernité ne se construit pas seulement en transformant les comportements. Elle se construit en assumant les conditions sociales qui la rendent possible.
Et c'est peut-être là que se situe aujourd'hui le véritable seuil : non pas poursuivre le changement, mais en reconnaître pleinement le coût et, avec lui, la responsabilité.



DE LA RÉGIONALISATION AVANCÉE À LA GOUVERNANCE TERRITORIALE INTELLIGENTE



Par
Lahcen Haddad

Le tournant décisif du modèle marocain

La régionalisation constitue un axe stratégique majeur pour l'État. Les discours de Sa Majesté soulignent qu'elle dépasse la simple réforme technique pour s'inscrire comme une vision d'avenir, dont le Nouveau Modèle de Développement doit former le socle.

Cette approche vise l'instauration d'un véritable contrat territorial, faisant de la transformation des territoires le pilier central du renouveau du Royaume.

Le Nouveau modèle de développement (NMD) n'est pas un programme.

C'est une doctrine d'action publique fondée sur la confiance, la responsabilité et la performance territoriale. C'est précisément ce cadre qui faisait défaut à la gouvernance territoriale.

La gouvernance territoriale manquait d'un référentiel clair. Le NMD comble ce vide: il aligne les finalités, les rôles et les résultats.

Ainsi, la prochaine vague de développement sera résolument territoriale. Les inégalités sont territoriales. La confiance se construit dans les territoires. Le centre impulse moins. Le territoire décide davantage.

Cependant, malgré les progrès réalisés, la promesse de la régionalisation reste encore inachevée. Les institutions sont en place, certes, mais l'efficacité des régions reste limitée.

Les écarts persistent entre le politique, le stratégique, le financier et l'opérationnel. L'architecture existe, mais elle ne produit pas encore toute sa performance.

Le court-termisme électoral domine encore. Sans vision stratégique, la région ne peut être un moteur de développement.

Le paradoxe du financement est que les ambitions sont élevées. Les moyens ne suivent pas. La planification est ambitieuse, mais les moyens demeurent insuffisants.

Les plans régionaux affichent des objectifs élevés, sans toujours être accompagnés d'une stratégie réaliste et opérationnelle de mobilisation des ressources nécessaires.

Sans financement, l'ambition reste un vœu pieux. L'écart entre ambition et exécution persiste. Planifier sans financer, c'est différer l'échec.

«La réforme a été faite. La transformation commence. Le Maroc entre dans une phase où la crédibilité de l'action publique ne se mesurera plus à l'ambition des réformes, mais à leur capacité à produire des résultats tangibles»

Le transfert des compétences reste incomplet. La déconcentration est insuffisante. La participation citoyenne demeure formelle. Le résultat est un potentiel territorial bloqué.

Le problème central est l'absence d'un véritable système opérationnel territorial. Les résultats sont faibles: 36% de réalisation physique, 11% financière. Sans pilotage par les résultats, la machine reste inerte.

Face à ces limites, une évidence s'impose: la prochaine étape n'est plus institutionnelle, elle est opérationnelle. Le tournant stratégique à opérer à l'occasion du prochain mandat des régions consiste à s'orienter vers une gouvernance territoriale intelligente. Le défi n'est plus seulement institutionnel, il est désormais qualitatif.

Il s'agit d'engager une transition vers une gouvernance plus stratégique, plus inclusive, plus intelligente et davantage orientée vers la performance.

Dans cette perspective, la région doit devenir une plateforme stratégique de coordination, de mobilisation et de vision. Plus qu'une institution, un hub de transformation territoriale.

Six piliers structurent cette gouvernance: vision, participation, données, digital, coordination et redevabilité. Leur articulation crée la performance.
La participation citoyenne est un levier de productivité, non un simple symbole. Elle améliore la priorisation, renforce la légitimité, fluidifie l'exécution et consolide la confiance.

Il faut passer du consultatif au constructif: intégrer les citoyens à chaque étape — planification, suivi, correction — en fermant la boucle de feedback et en instaurant une véritable redevabilité.
L'intelligence territoriale, c'est voir, décider et anticiper à partir de données fiables, avec une capacité d'adaptation continue.

La digitalisation et l'intelligence artificielle ne remplacent pas la gouvernance: elles l'amplifient, en transformant la donnée — y compris les plaintes — en outil d'aide à la décision.
Pourquoi ce sujet est-il décisif aujourd'hui? Parce que le territoire est le point de rencontre entre la politique et le vécu. Le territoire devient le véritable test de l'État. Le moment est à l'exécution. Moins de réformes, plus de résultats.

Cinq priorités: aligner, clarifier, équiper, impliquer, rendre des comptes.
Bien sûr, les territoires sont divers et différents les uns des autres. Mais il faut assurer l'unité dans la diversité.

Adapter les politiques aux réalités territoriales: métropoles, zones productives, territoires fragiles, régions frontalières, provinces du Sud. L'unité nationale n'est pas l'uniformité
Pour conclure, nous entrons dans une nouvelle phase de l'État marocain. Le passage de la régionalisation à une gouvernance territoriale intelligente implique des exigences stratégiques, inclusives, digitales et responsables.

La réforme a été faite. La transformation commence. Le Maroc entre dans une phase où la crédibilité de l'action publique ne se mesurera plus à l'ambition des réformes, mais à leur capacité à produire des résultats tangibles, visibles et équitables concrètement sur les territoires et la vie des citoyens.



« RABAT-SALÉ » À L'IMAGE DE « BUDA-PEST »... TOUT SIMPLEMENT !



Par
Ali Bouallou

Salé ne vaut rien sans Rabat. Bien au contraire, Salé devrait profiter davantage de la proximité de Rabat en termes administratif, institutionnel et diplomatique.

Même chose pour Rabat. Sans le déclin de Salé et une volonté contextuelle historique, Rabat n'aurait jamais pris son envol.

Il est grand temps que la capitale du Royaume du Maroc s'appelle une fois pour toutes « Rabat-Salé » pour renforcer le prestige de Rabat et pour redorer le blason de Salé.

Salé a incontestablement une grande histoire et une médina prestigieuse qui mérite d'être inscrite au patrimoine mondial en partage de l'UNESCO.

Salé abrite le pôle technologique de la région. Salé abrite l'aéroport. Salé abrite la prestigieuse académie Mohammed VI de football, la fierté de tout une nation avide de trophées.

Et enfin et non des moindres, Salé abrite la nouvelle tour Mohammed VI, symbole par excellence du progrès marocain...pour ne citer que ces monuments et édifices.

Et dans un ton moins grave mais tout aussi prestigieux, Salé abrite, entre autres, l'entreprise Dari Couspate qui produit le Couscous Marocain exporté dans plus de 50 pays dans le monde.

« Rabat-Salé » à l'image de « Buda-pest », la capitale hongroise, dont le nom a fusionné en 1873 !!

N'est-il pas là un sujet de réflexion qu'il faut mener en bonne intelligence pour donner du sens à ce jumelage entre Rabat et Salé imposé par l'histoire et la géographie, sans forcément enlever le trait d'union ?

Salé n'est plus la ville dortoir de Rabat grâce à la vision éclairée de SM Mohammed VI que Dieu l'assiste.

C'est plutôt la ville qui surprend et qui continuera de surprendre sur le long terme.

Nonobstant les réflexions désobligeantes voire séparatistes de certains médias lorsqu'il s'agit d'événements nationaux et internationaux dans la région de Rabat-Salé :
Quand ils ont lieu à Rabat, c'est de Rabat dont il s'agit de communiquer de manière exclusive. Et quand ils ont lieu à Salé, il est question, de manière inclusive, de mettre en avant Rabat-Salé.

Il est temps que cette rhétorique injuste cesse pour que Salé retrouve de manière permanente son rang légitime auprès de Rabat.

Salé, et les Slaouis, ont certainement beaucoup à gagner de cette proximité avec Rabat. Et sans prétention aucune, Rabat, et ses 515 619 habitants, gagnerait à ce que son présent et son futur soient diplomatiquement associés à Salé et son million d'habitants.




By Lodj
LODJ
LODJ
Aimer
Vortrs
REJOIGNEZ
NOTRE CHAÎNE
WHATSAPP.
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !
www.lodj.ma

LES PROCHAINES ÉLECTIONS SERONT-ELLES UN LEVIER D'INCLUSION POLITIQUE DE LA FEMME MAROCAINE ?



Par
Taoufiq Boudchiche

L'un des principaux enjeux des prochaines élections prévues au Maroc au mois de septembre prochain, serait selon plusieurs indices, l'arrivée d'une nouvelle génération d'élus (hommes et femmes) et d'un nouveau gouvernement, lequel est appelé à accélérer le décollage socioéconomique du Royaume.

Car, malgré les efforts entrepris par les gouvernements successifs, le chemin vers l'émergence économique continue d'être plombé par des faiblesses structurelles dans les domaines de l'emploi, des disparités sociales et territoriales, de l'éducation publique, du taux d'activité des femmes et celui des jeunes même parmi les diplômés,.... Le rapport sur le Nouveau Modèle de Développement (NMD) en avait déjà fait un état des lieux pour préconiser les pistes de solution.

Parmi celles-ci, il y a celle d'une gouvernance politique rénovée orientée vers une meilleure « inclusivité» multidimensionnelle et territorialisée dans un environnement de plus en plus VUCA (Volatility, Uncertainity, Complexity, Ambiguïté).
Les crises récentes, le désordre mondial et l'actualité de la guerre au Moyen Orient illustre de telles situations.
A ce titre, la rencontre organisée à Rabat le 25 avril dernier par la Fondation ConnectinGroup Présidée par l'ex.Ministre Nouzha Bouchareb et par le réseau des femmes médiatrices présidée par Mme l'Ambassadeure Farida Jaidi sous le thème « Femme, Paix et Sécurité : enjeux des élections », a permis de mettre en lumière la problématique spécifique de l'inclusion des femmes et des jeunes lors des prochaines élections.

Celle-ci a été soulignée comme un fondement essentiel de la rénovation du champ politique et décisionnel au Maroc, où 24 % seulement des sièges au parlement sont occupés par des femmes et encore moins, 8 à 9% dans les cercles décisionnels des partis politiques (bureaux politiques), alors que les femmes représentent plus de 50 % de l'électorat, a-t-il été précisé par Madame Bouchareb.

Madame Farida Jaïdi a quant à elle souligné les synergies entre société civile et partis politiques à travers l'action du réseau des femmes médiatrices dans la diplomatie préventive, la médiation et le maintien de la paix conformément à la résolution 1325 des Nations-Unies.

Elle a souligné les enjeux de l'inclusion politique des femmes dans la démocratisation de la société, la diffusion des valeurs de paix et dans l'immunisation de la société contre les violences et insécurités en tous genres (économiques, sociales, numériques...).

Les échanges entre les participants, ont ainsi mis en avant l'importance de « l'inclusivité » en tant que concepts clé à mettre en pratique dans les politiques publiques :

Madame Farida Jaïdi a quant à elle souligné les synergies entre société civile et partis politiques à travers l'action du réseau des femmes médiatrices dans la diplomatie préventive, la médiation et le maintien de la paix conformément à la résolution 1325 des Nations-Unies.

Elle a souligné les enjeux de l'inclusion politique des femmes dans la démocratisation de la société, la diffusion des valeurs de paix et dans l'immunisation de la société contre les violences et insécurités en tous genres (économiques, sociales, numériques...).

Celles-ci, ayant été perçues comme l'un des facteurs ayant favorisé les conditions tragiques du génocide.



Le pays se distingue actuellement par une gouvernance inclusive très performante qui a hissé le pays en haut du podium africain avec par exemple un parlement composé de 64 % de femmes élues et un taux minimal de participation des femmes de 30% imposé par la loi à toutes les actions publiques et privées.

Une gouvernance inclusive qui a permis à ce pays un redressement économique et social impressionnant avec un taux de 7,7 % de croissance économique lors de la période 2000 à 2020 et qui n'a cessé de progresser atteignant 9,4 % en 2025.

A l'issue de cette rencontre, les participants ont mis en exergue les actions prioritaires qu'ils s'attacheront à promouvoir à court et moyen terme consistant notamment à consolider le réseautage et la coopération Sud-Sud dans ce domaine, le partage des bonnes pratiques, l'intégration de l'Intelligence Artificielle et du numérique dans la réflexion, la formation et le coaching visant à encourager les candidatures féminines aux prochaines élections, le renforcement de la société civile comme force de proposition et acteur de changement sur ces sujets, l'incitation des partis politiques à s'emparer de cet enjeu pour passer des intentions à l'action...

Des remerciements ont été en outre adressés tout au long de la rencontre à la Fondation Frederic Naumann représentée par Madame Saloua Ghanmi pour son soutien à l'organisation de cette rencontre.

Les échanges entre les participants, ont ainsi mis en avant l'importance de « l'inclusivité » en tant que concepts clé à mettre en pratique dans les politiques publiques :



* Voir à ce propos par exemple le rapport IRES intitulé l'avenir de la femme marocaine à l'horizon 2050 : nœuds du futur et orientations de politiques publiques.

LE SIAM 2026 : UN DIALOGUE À CIEL OUVERT ENTRE LE TERRAIN ET LA VISION



Par
Ikbal Sayah

Docteur Es-Sciences économiques diplômé de l'Université de Paris IX Dauphine.
- DEA de mathématiques appliquées aux sciences économiques.
- Diplômé de l'Université de Paris IX Dauphine et de l'ENSAE.
- Expert en développement humain.

Pilier de l'économie nationale et principal pourvoyeur d'emploi, l'agriculture est un secteur stratégique pour le Maroc.

Elle se trouve néanmoins confrontée à de multiples défis environnementaux, économiques, sociaux et géopolitiques qui mettent à mal sa soutenabilité.

De fait, l'agriculture est fortement dépendante de nombre de facteurs exogènes, rendant indispensable l'adoption d'une approche systémique où les réponses technologiques développées ne sont efficaces que si elles sont adaptées au contexte socio-économique et environnemental.

Dans ces conditions, l'analyse des données devient un levier important.
L'intégration des avancées technologiques, comme l'intelligence artificielle, l'imagerie satellite ou l'apprentissage automatique (machine learning), permet d'acquérir une compréhension approfondie de la réalité de chaque parcelle et parcours, et de générer des modèles agricoles régénératifs adaptés pour permettre à l'agriculteur d'optimiser les rendements, de réduire la consommation d'intrants, de gérer les ressources en eau et de participer à une transition durable.

La sélection de variétés résistantes et mieux adaptées aux conditions locales ainsi que les innovations agronomiques en matière de gestion des sols et des nutriments peuvent alors atténuer les risques liés à l'instabilité climatique, en complément d'une meilleure gestion de la ressource hydrique.

Cependant, pour que cette dynamique s'enclenche, elle devra impérativement inclure les petits agriculteurs pour qu'ils puissent bénéficier des apports de la technologie grâce aux conseils agricoles.

C'est dire l'importance de la vulgarisation efficace pour qu'elle touche l'ensemble des acteurs du secteur agricole.

La transformation durable de l'agriculture marocaine exige donc une articulation fine entre savoir scientifique, innovation agronomique et inclusion sociale.
Agir au plus près de l'exploitation agricole peut paraître complexe mais qui finalement relève du « bon sens paysan », écouté autrefois comme une forme de sagesse, fruit de l'expérience et du travail.

La modernité agricole n'est donc pas la prescription d'un modèle à suivre à tout prix, mais bien l'inverse, c'est-à-dire la diversité, ce que le digital contribuera à accentuer demain.

L'innovation est le moteur de cette modernité.
Le secteur agricole, par essence, innove sans cesse. Les agriculteurs doivent, depuis toujours, inscrire leurs activités dans des démarches de progrès ; hier pour produire plus et aujourd'hui pour produire mieux, en intégrant les nouvelles solutions et connaissances mises à disposition pour tenir compte des contraintes liées à l'incertitude climatique et à la rareté des ressources naturelles.

Le métier d'agriculteur est alors appelé à se transformer.
Une récente étude de la COMADER a mis en évidence que si l'emploi agricole se contracte en raison à la fois du désengagement progressif des jeunes et du vieillissement

accéléré de la main-d'œuvre rurale, il enregistre aussi une dynamique moins visible mais plus structurante, caractérisée par la montée en puissance de l'emploi salarié agricole, reflet d'un progrès statutaire et d'une professionnalisation assumée.

L'enjeu de l'emploi salarié est donc fondamental demain en termes de recrutement, de formation, de management, de projection dans l'avenir et surtout de reconnaissance.

Dans ces conditions, la formation s'érige comme un enjeu essentiel pour réussir un métier qui à l'évidence, est devenu plus complexe car les agriculteurs, dont le niveau de scolarisation est encore globalement faible malgré les efforts déployés, doivent revoir leurs modes de production vers davantage de durabilité et de résilience tout en assurant la production alimentaire du pays.

Par ailleurs, l'accélération de la transformation digitale du secteur agricole nationale va sans doute favoriser l'émergence d'une « agri-tech » capable d'attirer une nouvelle génération d'entrepreneurs ruraux, pas forcément issus du milieu agricole.
La transition agricole n'est pas qu'un sujet climatique : c'est aussi un sujet démographique car sans relève, point de résilience durable. Il faut saisir l'opportunité du renouvellement générationnel pour accélérer la transformation structurelle du secteur et favoriser des formes d'innovations plus radicales.

A cet égard, les jeunes sont bien placés pour porter cette agriculture repensée qui requiert de plus en plus des compétences techniques et scientifiques.

De nouveaux destins économiques émergeront et constitueront la matrice de cette classe moyenne agricole indispensable au progrès social du pays.

L'important est de développer des politiques publiques efficaces et adaptées pour donner de l'attractivité à ces métiers, mais également pour favoriser de nouvelles installations à travers des dispositifs d'accueil et d'accompagnement à l'échelle des exploitations, des filières et des territoires.

Au passage, la qualité de l'enseignement en milieu rural devient un enjeu décisif car c'est bien l'un des fondamentaux de toute nouvelle expérience rurale. En définitive, nous avons affaire à une nouvelle conquête rurale, au service d'une ambition forte et légitime pour un Maroc intégré et conquérant.



COOPÉRATION FRANCO-MAROCAINE : LE PARI STRATÉGIQUE DE L'INTELLIGENCE TERRITORIALE



Experts invités

Par
Said Temsamani.

Au-delà du protocole, certaines rencontres traduisent des inflexions profondes dans la manière dont les États pensent leur avenir commun.

La récente réunion à Rabat entre Nizar Baraka, ministre de l'Équipement et de l'Eau, et une délégation de sénateurs français spécialisés dans l'aménagement du territoire et le développement durable, s'inscrit précisément dans cette dynamique : celle d'un dialogue exigeant entre deux partenaires qui cherchent à conjuguer leurs expertises face à des défis globaux de plus en plus pressants.

Car aujourd'hui, la coopération franco-marocaine ne se limite plus aux cadres traditionnels.
Sous l'impulsion de responsables sectoriels comme Nizar Baraka, elle se redéfinit autour d'enjeux structurants, à la croisée des politiques publiques et des impératifs climatiques.

L'eau, la météorologie, les infrastructures portuaires ou encore la gestion environnementale ne sont plus de simples champs de collaboration : ils deviennent des leviers stratégiques au cœur des souverainetés nationales et des équilibres régionaux.

Dans ce contexte, l'intérêt marqué des responsables français pour l'expérience marocaine en matière de régionalisation avancée n'est pas anodin.

Il traduit la reconnaissance d'un modèle en construction, capable d'articuler proximité territoriale, efficacité institutionnelle et vision nationale.

Le Maroc, en consolidant ses mécanismes de décentralisation, propose une lecture pragmatique de la gouvernance territoriale, adaptée aux réalités contemporaines.
Mais c'est sans doute sur le terrain des risques climatiques que cette convergence apparaît la plus significative.
Sécheresses récurrentes, épisodes d'inondations, pression sur les ressources : les deux pays partagent désormais une même urgence, celle d'anticiper et de gérer des vulnérabilités croissantes.
Dans ce domaine, l'échange d'expertises, encouragé par des responsables comme Nizar Baraka, ne relève plus du simple partage technique ; il devient un impératif stratégique.
Ainsi, cette séquence diplomatique met en lumière une évolution silencieuse mais décisive : le passage d'une coopération sectorielle à un véritable partenariat d'intelligence territoriale.

Une alliance fondée non seulement sur des intérêts convergents, mais aussi sur une capacité commune à penser et à agir face aux mutations du XXIe siècle. Plus qu'un rapprochement, c'est une co-construction qui se dessine — lucide, opérationnelle et tournée vers l'avenir.




By Lodj
Big Lady
DÉBATS
كتاب الرأي
Big Lady
عارات القراصنة السالويين
على أيسلندا..
QUAND L'INFO
PREND DU SENS
DÉBATS
www.pressplus.ma
كتاب الرأي

FACTURATION ÉLECTRONIQUE : UNE RÉFORME FISCALE NÉCESSAIRE... MAIS UN CHOC SOCIAL SOUS-ESTIMÉ



Par
Abdelghani El Arrasse.

Une révolution technique qui change toute la chaîne comptable.

Le Maroc accélère sa modernisation fiscale. Avec la généralisation progressive de la facturation électronique, c'est toute l'architecture de la relation entre l'entreprise et l'administration qui est en train de changer.
Concrètement, l'entreprise émet une facture sous format numérique structuré.

Celle-ci est immédiatement transmise à la Direction Générale des Impôts, contrôlée, validée et horodatée. Sans validation, la facture n'existe pas juridiquement. Une fois validée, elle alimente automatiquement les systèmes comptables, les déclarations fiscales et, à terme, les états de synthèse.
Nous passons d'une comptabilité déclarative à une comptabilité automatisée, pilotée par la donnée.

Une réforme économiquement irréprochable
Sur le plan économique, la réforme est difficilement contestable. Elle renforce la transparence, réduit la fraude fiscale, sécurise la TVA et améliore la performance de l'administration.
Le Maroc s'inscrit ainsi dans les standards internationaux de digitalisation fiscale. Mais cette lecture technique ne doit pas occulter une réalité essentielle : l'impact social de cette transformation.

Cabinets d'experts-comptables et de comptables agréés : un modèle fragilisé
La facturation électronique ne supprime pas les cabinets d'experts-comptables ni les cabinets de comptables agréés. Mais elle remet profondément en cause leur organisation et leur modèle économique.
Historiquement, une partie importante de leur activité repose sur :

-la saisie comptable
-le traitement manuel des pièces
-l'établissement des déclarations
Or, cette chaîne est précisément celle que la réforme automatise.

Conséquence directe : une baisse structurelle du besoin en saisie.
Dans la pratique, cela se traduira par :

-une réorganisation interne,
-une montée en compétence des équipes et dans certains cas : une réduction progressive des effectifs.

TPME et PME : au cœur des tensions de la réforme
Les cabinets travaillant avec les TPME et les PME sont les plus exposés. Pourquoi ?

Parce que leur modèle repose sur une équation fragile :
-une clientèle peu digitalisée,
-des honoraires limités,
-un volume important de dossiers,
-une organisation basée sur la saisie.

Avec la facturation électronique :

-les TPME auront du mal à s'adapter rapidement,
-les PME devront investir dans des systèmes conformes,
-les cabinets devront accompagner… sans pouvoir toujours facturer à la hauteur des efforts.

Résultat : une pression accrue sur les marges et sur l'organisation des cabinets.

Vers une rationalisation des effectifs ?
Il faut le dire clairement : La facturation électronique met fin au modèle basé sur la saisie.

Les cabinets d'experts-comptables et de comptables agréés seront amenés à fonctionner avec :

-des équipes plus resserrées,
-des profils plus polyvalents,
-un rôle renforcé dans le contrôle et le conseil.

ette évolution est économiquement logique, mais elle pose un enjeu social réel.

Une transformation des métiers plutôt qu'une disparition
Réduire cette réforme à une destruction d'emplois serait une erreur.



Ce qui se joue, c'est une transformation profonde des métiers :

-du traitement vers le contrôle,
-de la saisie vers l'analyse,
-de l'exécution vers l'accompagnement.

Mais cette transition ne sera pas automatique. Elle suppose un effort massif de formation et d'adaptation.
Le véritable enjeu : accompagner la transition. Le risque aujourd'hui est clair :

-voir une réforme techniquement réussie,
-produire un déséquilibre social faute d'accompagnement.

Il devient urgent de :

-former les collaborateurs aux nouveaux outils,
-accompagner les cabinets, en particulier ceux orientés TPME,
-soutenir l'investissement dans des solutions adaptées,
-structurer un écosystème cohérent entre entreprises, éditeurs et professionnels.

Moderniser sans fragiliser
La facturation électronique est une réforme structurante. Elle est nécessaire. Elle est inévitable.
Mais elle ne doit pas être uniquement technique. Elle doit être économique, organisationnelle et sociale.

La réussite de cette transformation dépendra de notre capacité collective à trouver le bon équilibre :

-entre automatisation et emploi,
-entre performance et inclusion,
-entre modernisation et stabilité,
Moderniser, oui. Fragiliser, non.

LES GROUPES TERRITORIAUX DE COMPÉTITIVITÉ : QUAND LA RÉGION DEVIENT UN SYSTÈME DE PRODUCTION DE VALEUR



Par
Amine Sami
expert et conseiller international en économie, planification stratégique et conduite du changement.

On peut dire que l'idée centrale ici est simple, mais ses implications sont profondes : la région ne doit plus être gérée uniquement comme une entité territoriale chargée de répartir les projets, mais comme un système économique et social intégré de production de valeur.

Autrement dit, la région doit devenir un espace qui articule la population, les compétences, les infrastructures, l'investissement, la logistique, l'innovation, l'emploi et l'équité territoriale au sein d'une architecture cohérente. Il ne s'agit pas d'un luxe intellectuel.

Au Maroc, les transformations en cours dans la démographie, la structure familiale, la géographie économique et les inégalités de pauvreté imposent le passage d'une logique de « programmes fragmentés » à une logique de « systèmes régionaux intégrés ».
Amine Sami
En réalité, le Maroc a déjà parcouru la moitié du chemin vers ce modèle, sans toujours le nommer explicitement.
La nouvelle Charte de l'investissement ne fonctionne plus uniquement selon une logique d'incitation générale ; elle intègre également une prime territoriale visant à réduire les disparités entre provinces et préfectures, une prime sectorielle orientant les investissements vers les secteurs prioritaires, ainsi qu'un soutien spécifique aux projets stratégiques et aux TPME.

En 2025, une étape supplémentaire a été franchie avec la définition de branches d'activités par région dans le cadre du soutien aux TPME.

Il s'agit d'une évolution majeure, car elle traduit un début de corrélation entre incitation économique et spécificité territoriale. C'est précisément la colonne vertébrale du concept de « groupes territoriaux de compétitivité ».

La première raison qui rend cette transformation nécessaire aujourd'hui est l'évolution démographique et sociale. Les résultats du RGPH 2024 montrent que la population du Maroc a atteint 36,83 millions d'habitants, avec un ralentissement notable de la croissance démographique à 0,85 % par an entre 2014 et 2024, contre 1,25 % au cours de la décennie précédente.

Parallèlement, la taille moyenne des ménages est passée de 4,6 à 3,9 personnes, la proportion de ménages composés d'une seule personne a atteint 11,1 %, et la part des ménages dirigés par des femmes s'élève à 19,2 %.

Cela signifie que la demande sociale et économique au sein des régions n'est plus la même :
Logement, mobilité, soins, services de proximité, formation, et même les modes de consommation évoluent. La région capable d'intégrer ces transformations dans son modèle économique gagnera en compétitivité ; celle qui restera focalisée uniquement sur les infrastructures prendra du retard.

Le Rapport sur la famille 2025 confirme que la structure sociale entre elle aussi dans une nouvelle phase.
Environ 73 % des ménages appartiennent désormais au modèle nucléaire, contre 60,8 % en 1995, avec des mutations dans les relations familiales, des inquiétudes quant à la cohésion familiale et des effets liés à la numérisation et à l'évolution des valeurs.

D'un point de vue économique, il ne s'agit pas seulement d'une observation sociologique ; cela indique que la région compétitive doit offrir un cadre de vie, et pas uniquement un environnement d'investissement.
L'investisseur d'aujourd'hui ne recherche pas seulement du foncier industriel ; il recherche également une ville vivable, des services, une éducation, un système de santé, des transports et une certaine sécurité sociale pour la main-d'œuvre.
Ainsi, le climat des affaires en 2026 n'est plus uniquement un dossier administratif ; il devient un enjeu territorial et social.

La deuxième raison réside dans le fait que la cartographie de la pauvreté ne permet plus de politiques horizontales uniformes.
La dernière actualisation de la pauvreté multidimensionnelle indique un taux national de 6,8 % en 2024, mais avec des disparités significatives entre régions, provinces et communes.
Environ 72 % des personnes en situation de pauvreté multidimensionnelle vivent en milieu rural.

Cela signifie que tout groupe territorial de compétitivité doit être construit non seulement sur l'investissement, mais également sur une inclusion productive, en reliant les routes aux zones agricoles, en intégrant l'eau, l'énergie et la connectivité numérique, en connectant la formation aux chaînes de valeur, et en transformant la vulnérabilité en potentiel économique.
La région n'est donc pas seulement un espace d'attraction du capital ; elle est également un espace de libération des capacités productives latentes. La troisième raison tient à la géographie économique marocaine, qui fonctionne déjà selon une logique implicite de spécialisation.
Les analyses du HCP sur la structure de la valeur ajoutée par région montrent que Rabat-Salé-Kénitra présente un poids élevé du secteur tertiaire, que l'industrie est particulièrement présente à Tanger-Tétouan-Al Hoceïma et fortement concentrée à Casablanca-Settat, tandis que l'agriculture et l'emploi qui y est associé restent déterminants dans plusieurs régions de l'intérieur.
Autrement dit, le Maroc ne part pas de zéro. Des formes de spécialisation régionale existent déjà, mais elles n'ont pas encore été transformées en systèmes complets de pilotage économique régional.

Cette lecture est renforcée par la cartographie des entreprises.
L'opération CEE 2023/2024 a recensé environ 1,29 million d'entreprises économiques à but lucratif hors agriculture, représentant 3,59 millions d'emplois permanents.
Il s'agit d'un indicateur déterminant : le tissu économique marocain est vaste et fortement territorialisé, mais il n'est ni réparti de manière homogène, ni caractérisé par le même niveau de qualité ou de valeur ajoutée entre les régions.
L'enjeu n'est donc pas seulement d'augmenter le nombre d'entreprises, mais de les organiser en groupes territoriaux capables de générer une valeur plus élevée et de les connecter au financement, aux compétences, à l'export et à l'innovation.



Une autre réalité ne doit pas être édulcorée : l'économie marocaine conserve un poids important du secteur informel.
Les résultats 2023/2024 indiquent environ 2,03 millions d'unités de production informelles, représentant 33,1 % de l'emploi non agricole et 13,6 % de la valeur ajoutée hors agriculture et administration.
Ces chiffres sont explicites : il est impossible de construire une compétitivité régionale solide si près d'un tiers de l'emploi non agricole demeure en dehors des mécanismes de productivité, d'organisation, de financement et de suivi.
Le groupe territorial de compétitivité doit donc constituer un mécanisme progressif d'intégration de l'informel, grâce aux infrastructures, à l'accompagnement, à la microfinance, aux incitations et à la connexion de l'activité locale à une demande structurée.

Sur le plan du marché du travail, la situation impose également une transformation. Le HCP indique un taux de chômage de 13,3 % en 2024, avec des difficultés accrues d'insertion, notamment pour les jeunes et les femmes.

Cela implique le passage de politiques nationales générales de l'emploi à des politiques régionales alignées sur les chaînes de valeur. Une région industrielle nécessite des compétences différentes d'une région agricole, touristique, numérique, maritime ou logistique.
L'emploi doit donc évoluer d'une logique de « programmes de soutien » vers une logique de « conception économique territoriale ».

Le Maroc dispose déjà de bases importantes pour construire ce modèle.
Premièrement, un cadre incitatif renouvelé permettant à l'État et aux régions de mieux orienter l'investissement.

Deuxièmement, des infrastructures structurantes créant de véritables corridors de valeur, notamment le lancement des travaux de la LGV Kénitra-Marrakech sur 430 km supplémentaires, un programme d'investissement aéroportuaire de 38 milliards de dirhams pour la période 2025-2030, l'avancement des grands ports tels que Nador West Med et Dakhla Atlantique, ainsi que le projet de gazoduc Afrique-Atlantique estimé à environ 25 milliards de dollars.

Ces projets ne sont pas isolés : ils constituent les nerfs d'une nouvelle géographie économique. Troisièmement, l'économie marocaine a démontré une certaine résilience, avec une croissance de 3,8 % en 2024 et une estimation d'environ 5 % pour le premier trimestre 2026 selon le HCP, portée par la reprise agricole et la solidité relative de la demande intérieure.

Les groupes territoriaux de compétitivité se construisent plus facilement dans une phase de dynamique économique que dans un contexte de contraction généralisée. Le défi n'est donc pas l'absence de mouvement, mais la transformation de ce mouvement en architecture de valeur.
Dans cette perspective, le groupe territorial de compétitivité peut être défini comme un système régional coordonné reliant un moteur économique central, une infrastructure logistique, un système de formation, un dispositif de financement, un écosystème d'innovation et une gouvernance opérationnelle, afin de transformer les ressources, la population et la localisation en valeur ajoutée, en emplois, en revenus et en exportations.

Il ne s'agit pas d'un simple regroupement de projets, mais d'un système d'exploitation régional de la valeur.
Chaque région peut être structurée autour d'un noyau spécifique : Tanger-Tétouan-Al Hoceïma autour de l'industrie, de la logistique et de l'export ; Casablanca-Settat autour de l'industrie avancée, de la finance et du leadership entrepreneurial ; Rabat-Salé-Kénitra autour de l'économie de la connaissance et des services supérieurs ; Souss-Massa autour de l'agriculture d'exportation, de l'agro-industrie et du tourisme ; l'Oriental autour du nouveau port, de l'énergie et de la connectivité méditerranéenne ; les régions du Sud autour de l'économie bleue, de la logistique atlantique, des énergies renouvelables et du lien avec l'Afrique.
Ce modèle repose sur une déduction fondée sur la structure des grands projets, les disparités régionales et la logique de spécialisation territoriale qui commence à apparaître officiellement dans les politiques d'investissement et de soutien aux TPME.



Cependant, la réussite de ce modèle dépend de la capacité à éviter une erreur classique : construire l'infrastructure plus rapidement que l'écosystème qui doit l'entourer.

Un port sans zone logistique intelligente reste incomplet ; une zone industrielle sans formation professionnelle adaptée reste limitée ; une incitation financière sans accompagnement des PME reste insuffisante ; une autoroute non connectée aux territoires productifs reste sous-optimisée ; une numérisation sans intégration de l'informel reste décorative.

La stratégie perd son efficacité lorsqu'elle se réduit à du béton sans chaîne de valeur.

Les groupes territoriaux de compétitivité doivent donc être conçus selon cinq couches interdépendantes : le secteur moteur, l'entreprise, la compétence, la logistique et la gouvernance opérationnelle.

L'intégration de la cartographie de la pauvreté, du rapport sur la famille et du RGPH dans le débat économique devient ainsi particulièrement pertinente. Ces outils n'indiquent pas seulement où se situent les vulnérabilités sociales, mais aussi où doivent être construites les bases de l'attractivité économique.

Une région caractérisée par une pauvreté rurale élevée nécessite un groupe territorial fondé sur l'accès à l'eau, à la connectivité, à la valorisation agricole et aux chaînes de transformation.

Une région à forte densité urbaine nécessite une économie de la connaissance, une mobilité intelligente, un logement proche de l'emploi et des services de soutien à la vie familiale.

Une région confrontée au chômage des jeunes nécessite une articulation plus rapide entre formation et insertion professionnelle.

En résumé, la compétitivité régionale réelle commence par une lecture socio-démographique précise, et non par une simple campagne de promotion de l'investissement.

Le signal faible le plus important est que le Maroc évolue d'une économie dont la trajectoire est déterminée principalement par la capitale économique vers une économie pouvant être pilotée par un réseau intégré de pôles régionaux, à condition que leur interconnexion soit optimisée.

Un deuxième signal est que l'État commence à différencier les incitations selon le territoire et le secteur, ouvrant la voie à une forme de tarification territoriale intelligente de l'investissement.

Un troisième signal est que les grandes infrastructures en cours ne sont pas uniquement des projets de transport, mais des instruments de recomposition de la géographie économique nationale à l'horizon 2030.

Si ces infrastructures ne sont pas transformées en groupes territoriaux de compétitivité, il existe un risque de gagner l'infrastructure mais de perdre la valeur.

Le scénario gagnant consiste donc à mettre en place des groupes territoriaux régionaux dotés de budgets, d'indicateurs, de mécanismes contractuels et d'instances de pilotage reliant la région au secteur privé, à l'université, au système de formation et au financement.

C'est le seul scénario capable de transformer la région d'un cadre administratif en une véritable machine de production de valeur.

Aujourd'hui, le Maroc dispose d'atouts qu'il ne possédait pas il y a quelques années : des données statistiques plus précises, une charte d'investissement plus intelligente, des infrastructures plus ambitieuses et des projets structurants redessinant la carte économique.

Les groupes territoriaux de compétitivité constituent le cadre organisationnel permettant d'intégrer ces éléments à l'échelle régionale productive.

Ainsi, les groupes territoriaux de compétitivité ne représentent pas seulement une nouvelle idée ; ils peuvent constituer la forme opérationnelle permettant au Maroc de passer de « l'investissement dans les régions » à « la production de valeur par les régions ».

La différence entre ces deux approches est considérable : la première dépense, la seconde génère du rendement.



SOUDAN : UNE GUERRE LARGEMENT OUBLIÉE, AUX CONSÉQUENCES HUMAINES ET GÉOPOLITIQUES GRAVES



Par
Hicham Kasraoui

Plus de deux ans après le déclenchement du conflit armé au Soudan, la situation sur le terrain continue de se dégrader dans une relative indifférence internationale. Alors même que cette crise figure aujourd'hui parmi les plus graves au monde sur le plan humanitaire, elle peine à mobiliser durablement l'attention des grandes puissances et de l'opinion publique mondiale.

Cette invisibilisation progressive contraste fortement avec l'ampleur des souffrances humaines et les risques géopolitiques qu'elle fait peser bien au-delà des frontières soudanaises.

Depuis avril 2023, les affrontements entre les Forces armées soudanaises (SAF) et les Forces de soutien rapide (RSF) ont plongé le pays dans une spirale de violence incontrôlée. Les combats ont particulièrement ravagé Khartoum et les grandes villes, provoquant l'effondrement des services publics, du système de santé et des réseaux d'approvisionnement.

Les civils se retrouvent pris au piège d'une guerre de position, sans refuge sûr, exposés aux bombardements, aux exactions ciblées et à une insécurité alimentaire aiguë.

Sur le plan humanitaire, l'effondrement est d'une ampleur sans précédent.

La guerre au Soudan est désormais qualifiée par les Nations unies de « pire crise sanitaire et humanitaire au monde ».

Selon le HCR, 15 millions de personnes ont été forcées de fuir leurs foyers, et près de 14 millions restent déplacées, dont 9,3 millions de déplacés internes et 4,9 millions de réfugiés.

Les besoins humanitaires atteignent des niveaux historiques : en 2026, 33,7 millions de personnes, soit environ deux tiers de la population totale du pays, auront besoin d'assistance.

Dans de vastes régions, les infrastructures critiques se sont effondrées, limitant l'accès à l'eau potable, aux soins et aux abris, tandis que la famine est désormais confirmée dans plusieurs zones.

La crise est simultanée et multidimensionnelle : violences sexuelles généralisées, exploitation accrue et traumatismes durables.

Les enfants en paient le prix le plus élevé, avec au moins 245 enfants tués ou mutilés durant les 90 premiers jours de 2026, soit une augmentation de 50 % par rapport à la même période en 2025.

Au-delà de l'insécurité alimentaire, la guerre détruit les fondements mêmes de la vie civile. Le système de santé est quasi à l'arrêt : 70 à 75 % des hôpitaux dans les zones touchées par le conflit sont aujourd'hui non fonctionnels.

Les attaques contre les établissements de santé, le déplacement du personnel médical et la rupture des chaînes d'approvisionnement entraînent une surmortalité de maladies pourtant traitables.

La violence sexuelle et sexiste s'est installée comme une composante structurelle du conflit : le nombre de personnes nécessitant un soutien lié à ces violences a quadruplé depuis le début de la guerre, et les abus visant les femmes et les filles sont de plus en plus décrits comme une tactique de guerre délibérée.

L'éducation est tout aussi sinistrée : la crise scolaire met en péril une génération entière.

À Tawila, district accueillant 652 079 déplacés internes en septembre 2025, on ne recensait que 11 espaces d'apprentissage temporaires, illustrant la quasi-disparition de l'accès à l'enseignement pour des dizaines de milliers d'enfants.

La vie quotidienne des civils dans le Darfour-Nord donne une image saisissante de cette violence.
El Fasher, capitale de l'État, a subi un siège de 18 mois avant de tomber aux mains des Forces de soutien rapide (RSF) en octobre 2025. Durant ce siège, plus de 1 350 civils ont été tués selon les Nations unies.
Des massacres de masse ont été documentés, y compris par des analyses satellitaires, et fin octobre 2025, un massacre signalé dans un hôpital aurait fait 460 morts.
L'impact démographique est spectaculaire : entre mars et septembre 2025, la population d'El Fasher aurait chuté de 75 %, passant de 698 865 à 177 739 personnes. La majorité a fui vers Tawila, devenu l'un des plus grands sites de déplacement au monde.

En septembre 2025, 652 079 déplacés internes y étaient recensés, représentant 7 % de l'ensemble des déplacés internes du Soudan et 37 % de ceux du Darfour-Nord, avec un triplement de la population déplacée en six mois.

La majorité sont des femmes (70 %), des enfants et des personnes handicapées, concentrés dans des conditions de survie extrêmement précaires.
Sur le plan politique et territorial, le pays est déjà fragmenté de facto. De nombreux experts estiment que le Soudan se trouve dans une situation de partition fonctionnelle, la RSF ayant établi un gouvernement parallèle dans l'ouest.
Plusieurs analystes étudient aujourd'hui des scénarios « plausibles » d'une nouvelle division du Soudan. Toutefois, la comparaison avec le Soudan du Sud trouve rapidement ses limites.
Contrairement à ce précédent, le Soudan actuel est marqué par une fragmentation multi-acteurs : au-delà du face-à-face RSF–SAF, une constellation de mouvements armés, de milices communautaires et de forces locales opère selon des logiques souvent opportunistes.
Aucun consensus politique clair n'existe en faveur d'une partition formelle, et l'Union africaine a explicitement rejeté toute reconnaissance d'un Soudan fragmenté, appelant les États africains à refuser toute légitimation d'un pouvoir parallèle.

Au niveau régional, l'instabilité soudanaise constitue un facteur majeur de déstabilisation.
Le conflit a des répercussions directes sur les pays voisins – Tchad, Libye, Égypte, Éthiopie, Soudan du Sud – déjà fragilisés par leurs propres crises internes. La circulation d'armes, les flux de réfugiés et l'activation de réseaux transfrontaliers renforcent les risques de contagion sécuritaire.
Dans le bassin de la mer Rouge, zone stratégique pour le commerce mondial et la sécurité énergétique, l'enlisement du conflit soudanais accroît les incertitudes dans un contexte international déjà marqué par de fortes tensions géopolitiques.
Pourtant, une sortie de crise reste envisageable à condition de rompre avec les réponses fragmentées du passé et d'adopter une feuille de route crédible et coordonnée, articulée autour de trois axes complémentaires.

Premier axe : étendre l'embargo sur les armes à l'ensemble du territoire soudanais et renforcer drastiquement les mécanismes de surveillance.
À ce stade, l'embargo des Nations unies sur les armes ne s'applique qu'au Darfour. Il est non seulement insuffisant, mais aussi mal mis en œuvre et fréquemment violé.
Le Conseil de sécurité devrait étendre ce régime à tout le Soudan, en couvrant le plus large éventail possible d'armes et de matériels militaires.

Une telle décision n'aurait de sens que si elle s'accompagne de moyens renforcés : capacités de surveillance accrues, mécanismes de vérification robustes et ressources adéquates pour prévenir les transferts internationaux et le détournement illicite d'armes. Réduire les flux d'armement est une condition indispensable pour freiner l'intensité des combats et protéger les civils.



Deuxième axe : des sanctions ciblées sur les belligérants et une pression diplomatique coordonnée sur les soutiens externes.
Les sanctions récentes du Trésor américain contre Mohamed Hamdan Dagalo (dit Hemedti) et plusieurs de ses sociétés de portefeuille, constituent un pas important pour saper les flux financiers et logistiques alimentant le conflit.

Elles demeurent toutefois insuffisantes sans une approche multilatérale plus large.

Une pression diplomatique et économique coordonnée sur les principaux mécènes externes des belligérants est essentielle.

À cet égard, le rapprochement entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis imposé par la troisième guerre du Golfe pourrait être mobilisé comme un levier stratégique en faveur d'une désescalade et d'une trêve crédible.

Troisième axe : lancer un processus politique inclusif dirigé par l'Union africaine, avec une participation civile significative.
Toute trêve durable devra s'inscrire dans un processus politique intra-soudanais. Celui-ci pourrait être facilité conjointement par l'Union africaine et les Nations unies.

Un cadre africain crédible, soutenu par une meilleure coordination régionale et un rôle renforcé de l'IGAD, offrirait de meilleures perspectives de stabilité.

Des signaux encourageants existent : entre le 19 et le 21 février 2025, des groupes politiques civils soudanais se sont réunis au siège de l'Union africaine, démontrant que des espaces de dialogue civil peuvent être recréés malgré la guerre.

Le conflit soudanais n'est ni périphérique ni insoluble. Il constitue un test majeur pour la capacité de la communauté internationale à agir face à une crise prolongée, aux coûts humains immenses et aux implications géopolitiques lourdes.

Laisser le Soudan sombrer dans l'oubli serait une faute stratégique autant qu'un échec moral.



MAÎTRISER L'IA PLUTÔT QUE LA SUBIR.





L'analyse complète et les contenus enrichis sont à découvrir dans la version augmentée de IAMAG sur PressPlus.

By Lodj

WWW.PRESSPLUS.MA

STRESS HYDRIQUE, RETOURNEMENT PLUVIOMÉTRIQUE, SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



Par
Hicham EL AADNANI.

L'agriculture marocaine à l'heure des arbitrages stratégiques.

En quelques décennies, le Maroc a changé de catégorie.

Pas progressivement. Par bascule. Pays réputé relativement bien doté en eau dans les années 1960, il franchit aujourd'hui le seuil officiel du stress hydrique sévère : dotation par habitant tombée sous les 600 m³, perspective documentée de passer sous les 500 m³ d'ici 2030-2040, demande projetée à près de 18,6 milliards de mètres cubes à l'horizon 2050 pour des ressources disponibles en contraction.

Le déficit attendu dépasse les 7 milliards de mètres cubes. Ce n'est pas un scénario catastrophe de bureau d'études. C'est l'arithmétique d'un régime hydrique qui a changé de nature, indépendamment des variations interannuelles.

Le paradoxe de la séquence actuelle rend le diagnostic difficile à porter. Les barrages se remplissent en 2025-2026. Trois régions agricoles affichent des indicateurs au vert.

Les emblavements s'approchent des objectifs. Ce sursaut pluviométrique ne contredit pas la tendance lourde — il l'obscurcit, au pire moment. Car c'est précisément dans ces fenêtres de répit que les décisions structurantes peuvent être prises, ou différées. Et différer, ici, a un coût qui s'accumule silencieusement.

Une contrainte qui change de nature, pas seulement d'intensité

La sécheresse n'est plus un aléa gérable par les instruments classiques de la gestion de crise. Depuis 2015, la succession d'années déficitaires a transformé l'exception en régime de base.

L'amplitude des récoltes céréalières en témoigne avec une brutalité statistique : entre une année humide à plus de 100 millions de quintaux et une année sèche à 30 millions, c'est l'ensemble du tissu agro-industriel, de l'emploi saisonnier et de la facture d'importations qui oscille.

Ce n'est plus de la volatilité. C'est une prime de risque structurelle, intégrée — souvent implicitement — dans le modèle de développement.

La pluviométrie ne baisse pas seulement en volume. Elle devient erratique, concentrée, imprévisible. Le Maroc entre dans une économie de la variabilité hydrique, où l'incertitude est la norme, et où l'agriculture — qui concentre 85 à 87 % des prélèvements nationaux — se retrouve en première ligne.

Non pas comme victime passive, mais comme principal point de friction entre impératif économique et contrainte physique.

Toute politique de sobriété hydrique est, structurellement, une politique agricole. La réciproque est vraie : toute politique agricole est désormais une décision d'allocation de ressource rare.

Trois fractures qui structurent le débat

Le débat sur l'eau agricole au Maroc se déploie sur trois lignes de tension. Elles ne sont pas nouvelles. Ce qui change, c'est qu'elles ne peuvent plus être gérées simultanément sans arbitrages explicites.

La première fracture oppose cultures d'exportation et souveraineté céréalière. Le modèle agro-exportateur marocain s'est construit sur une mobilisation croissante de l'eau pour produire des filières à haute valeur marchande — tomates, agrumes, fruits rouges, avocat — destinées aux marchés européens.

En parallèle, les productions de base, moins rentables hydriquement, ont reculé, renforçant la dépendance aux importations.

Le compromis qui s'est installé, ces vingt dernières années, repose sur un enchaînement clair : concentrer la ressource hydrique sur des cultures à forte valeur marchande, transformer cette valeur en devises, puis sécuriser les approvisionnements essentiels sur les marchés internationaux.

Vu des agrégats macroéconomiques, l'équation se tient, mais sa robustesse à l'horizon 2035-2040 est désormais en débat, surtout depuis que les chocs de 2021-2022 sur les céréales ont montré que la dépendance aux marchés mondiaux a un coût systémique mesurable, en facture d'importations comme en instabilité sociale latente.

La deuxième fracture sépare les périmètres irrigués modernes du monde pluvial vulnérable.
D'un côté, les grands périmètres — Tadla, Gharb, Loukkos — ont bénéficié des investissements du Programme National d'Économie d'Eau en Irrigation, avec irrigation localisée, hausse de la productivité volumétrique et revenus en progression.
La plaine du Saïss s'inscrit dans cette dynamique, avec un projet de sauvegarde de 30 000 hectares alimentés par le barrage M'Daz, conçu pour substituer progressivement l'eau de surface aux prélèvements sur la nappe.
Chtouka ou El Guerdane incarnent un autre visage de ce modèle : une agriculture capitalisée, compétitive à l'export, mais dont la dépendance croissante au dessalement représente un coût de production en mutation rapide.

De l'autre côté, 80 % des surfaces agricoles nationales restent en Bour, directement exposées aux aléas, sans filet d'infrastructure.
Zagora et Tata préfigurent les tensions à venir : conflits d'usage ouverts autour d'aquifères surexploités, autour de cultures jugées insoutenables. Sans ajustement de la politique hydrique, ce Bour profond resterait l'espace le plus exposé à une dynamique d'exode rural.

La troisième fracture est sociale et financière. Les exploitations capitalisées, équipées, parfois fortement mécanisées, disposent de la flexibilité pour absorber une eau plus chère.

Le tissu des petites exploitations familiales, intensives en travail et faiblement capitalisées, n'a pas cette marge d'ajustement.
Prises en étau entre stress hydrique et décrochage économique, elles incarnent ce qu'on peut appeler la souveraineté rurale : une notion qui ne se mesure pas en tonnes produites ou en devises générées, mais en emplois stabilisés et en populations maintenues dans les territoires.
Raisonner exclusivement en productivité par m³, sans intégrer cette dimension, c'est optimiser une équation en en omettant une variable décisive.

Le bouclier hydrique : un portefeuille sous tension
Le Plan National de l'Eau 2020-2050, l'ambition de dessalement à 1,7 milliard de m³ par an et le programme des autoroutes de l'eau — dont la première interconnexion Sebou-Bouregreg est déjà en service et la liaison vers l'Oum Er-Rbia programmée pour fin 2026— constituent un portefeuille d'actifs hydriques réels, dont la cohérence interne est plus que défendable.
Sécuriser l'eau potable de la métropole pour libérer des capacités d'irrigation ailleurs, produire de l'eau indépendamment de la pluviométrie pour des filières à haute valeur : la logique est claire.
Mais ce portefeuille bute sur un mécanisme bien identifié : lorsque l'efficience technique de l'irrigation augmente sans que les incitations soient reformulées, la capacité libérée est immédiatement réallouée à l'extension des surfaces. Le résultat net sur la ressource peut être nul, voire négatif.
C'est ce qui s'est produit. L'eau économisée à la parcelle n'a pas été restituée à la ressource — elle a été réinvestie. Extension des surfaces, intensification des cultures, basculement vers des filières plus consommatrices : l'efficience technique s'est transformée en levier d'expansion.



Ce phénomène explique pourquoi des décennies d'investissement dans le goutte-à-goutte n'ont pas réduit la pression sur les nappes dans plusieurs bassins.

Un changement de logiciel est en cours, encore fragile. La notion de productivité volumétrique — valeur ajoutée par mètre cube d'eau — émerge dans les réflexions de l'IMIS, de l'IRES et de certains départements ministériels comme nouveau critère d'allocation.
Des premières idées de conditionnalité apparaissent : subventions et autorisations de projets export subordonnées à des bilans hydriques certifiés.
La coordination institutionnelle reste incomplète et les données fragmentées, tandis que les organes de pilotage de la politique de l'eau ne sont encore qu'en phase de montée en puissance opérationnelle.

2030-2040 : trois trajectoires, un choix politique

L'horizon prospectif se structure en trois scénarios dont les paramètres différenciateurs sont moins techniques que politiques.
Le scénario d'inertie prolonge la trajectoire actuelle : investissements lourds en infrastructure, mais sans basculement des incitations.
L'extension continue des cultures hydro-intensives aggrave le déficit des nappes, les tensions s'intensifient dans les zones de Bour, la facture d'importations se creuse à chaque épisode sec.

Le modèle tient à court terme. Il accumule néanmoins des fragilités qui rendent chaque nouveau choc plus coûteux à absorber.
Le scénario d'ajustement maîtrisé introduit une refonte graduelle des aides et de la tarification pour encourager les cultures sobres, plafonner les usages dans les zones critiques et redéployer progressivement les filières hydrovores vers des bassins mieux dotés.
C'est une trajectoire encore tendue, mais compatible avec une stabilisation de la ressource à moyen terme, sans rupture sociale majeure.

Le scénario de transformation hydro-intelligente va plus loin : déploiement généralisé des indicateurs de valeur par m³, stress tests hydriques systématiques pour les projets d'investissement agricole, système national de données unifié.
La recomposition des cartes de cultures ferait émerger de nouveaux clusters — cactus, arganier, légumineuses, olivier pluvial — adossés à des chaînes de valeur locales.
L'agriculture marocaine deviendrait un laboratoire de gestion de la rareté à l'échelle internationale : nourricière, génératrice d'emplois ruraux, compétitive sur des niches export ciblées. Ce scénario n'est pas utopique. Il est simplement le plus exigeant en termes de gouvernance.

Gouverner la rareté : l'agenda qui ne peut plus attendre

Les conditions d'un basculement vers le deuxième ou troisième scénario sont connues. Pour les pouvoirs publics, l'enjeu central est d'ancrer la productivité volumétrique dans tous les instruments de soutien — aides, subventions, accès au foncier irrigué, autorisations d'eau — sans quoi les investissements en infrastructure continueront d'être captés par une logique d'extension plutôt que d'efficience.
Pour les interprofessions, les contrats de nappe et contrats de bassin, avec des objectifs partagés de réduction des prélèvements, constituent le format le plus adapté à une gouvernance territoriale de la ressource.
Pour les investisseurs, l'intégration d'un volet risque hydrique dans toute décision d'investissement agricole n'est plus une option de due diligence avancée : la sensibilité au prix du m³, la dépendance au dessalement et l'exposition aux restrictions réglementaires sont des paramètres de valorisation à part entière.
La question de l'eau agricole marocaine n'est pas une question environnementale. C'est une question d'arbitrages — entre filières, entre territoires, entre temporalités — que le pays a jusqu'ici différés parce que les barrages se remplissaient encore assez souvent pour rendre les choix douloureux facultatifs.
Ce temps-là est compté. Le triangle eau-export-emploi rural ne peut plus être géré par défaut : sécuriser le minimum vital alimentaire, maintenir un moteur d'export générateur de devises, éviter la fracture sociale qu'un exode rural massif produirait sur les équilibres territoriaux — ces trois impératifs entrent désormais en concurrence directe, et l'absence de hiérarchie explicite rend les arbitrages plus opaques, donc plus difficiles à piloter.
La vraie souveraineté hydrique ne commence pas quand on a assez d'eau. Elle commence quand on sait, collectivement et explicitement, ce qu'on en fait.



LODJ

WEB RADIO

By Lodj

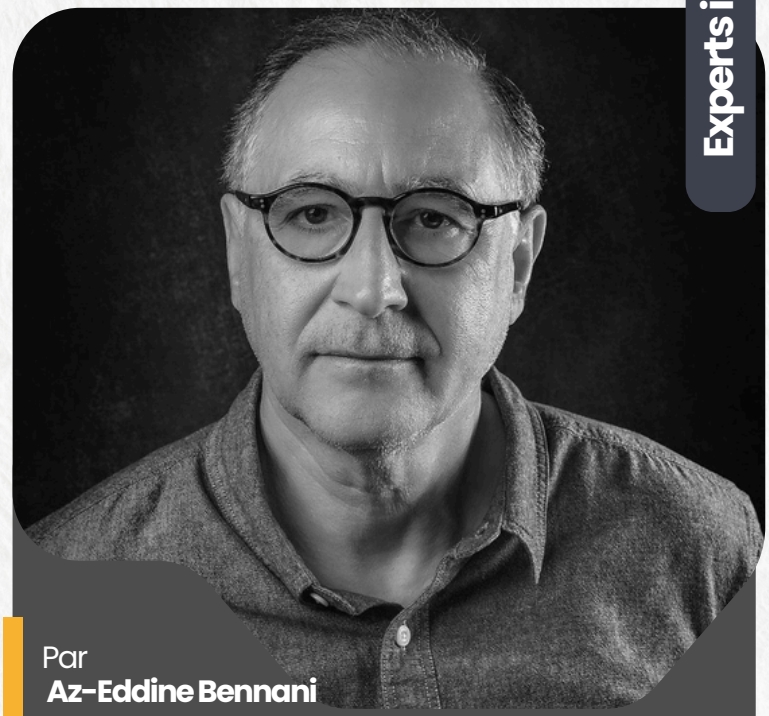
R212

La web Radio
des marocains du monde



WWW.LODJ.MA

WALD MAÂLAM – L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE NE PARTAGE PAS LE SAVOIR : ELLE RÉVÈLE NOTRE CONFUSION



Par
Az-Eddine Bennani

À mesure que les discours sur l'intelligence artificielle se multiplient, une idée s'impose peu à peu comme une évidence : celle d'un savoir désormais partagé entre l'humain et l'algorithme. Cette idée s'installe dans les conférences, les institutions, les universités. Elle séduit par sa modernité. Elle rassure par son apparente harmonie. Mais plus elle se diffuse, plus elle mérite d'être interrogée.

Le vocabulaire est séduisant. Il évoque le dialogue, la coopération, la co-construction. Il rassure. Il donne le sentiment que la machine entre dans le cercle du savoir humain, qu'elle en devient un partenaire légitime. Mais derrière cette rhétorique se cache une erreur fondamentale : celle de croire que produire des réponses équivaut à produire du sens.

Wald Maâlam, lui, ne s'y trompe pas.
Il ne rejette pas la technologie. Il ne cède ni à la fascination ni à la peur. Il observe. Il compare. Il ramène toujours les choses à leur essence.

Dans son atelier, qu'il soit fait de tissus, de peinture ou de systèmes d'information, une règle ne change jamais : on ne confond pas le geste et l'intention.

Un algorithme est une manière de penser. Un programme est l'exécution de cette pensée. La machine, elle, n'est que l'instrument. Elle calcule, elle optimise, elle génère. Mais elle ne comprend pas. Elle ne doute pas. Elle ne juge pas. Elle ne sait pas ce qu'elle fait.

Parler d'une épistémologie partagée suppose qu'il y ait deux sujets capables de produire du savoir. Or il n'y en a qu'un : l'humain.

Ce que nous appelons aujourd'hui intelligence artificielle n'est pas une intelligence au sens humain du terme.

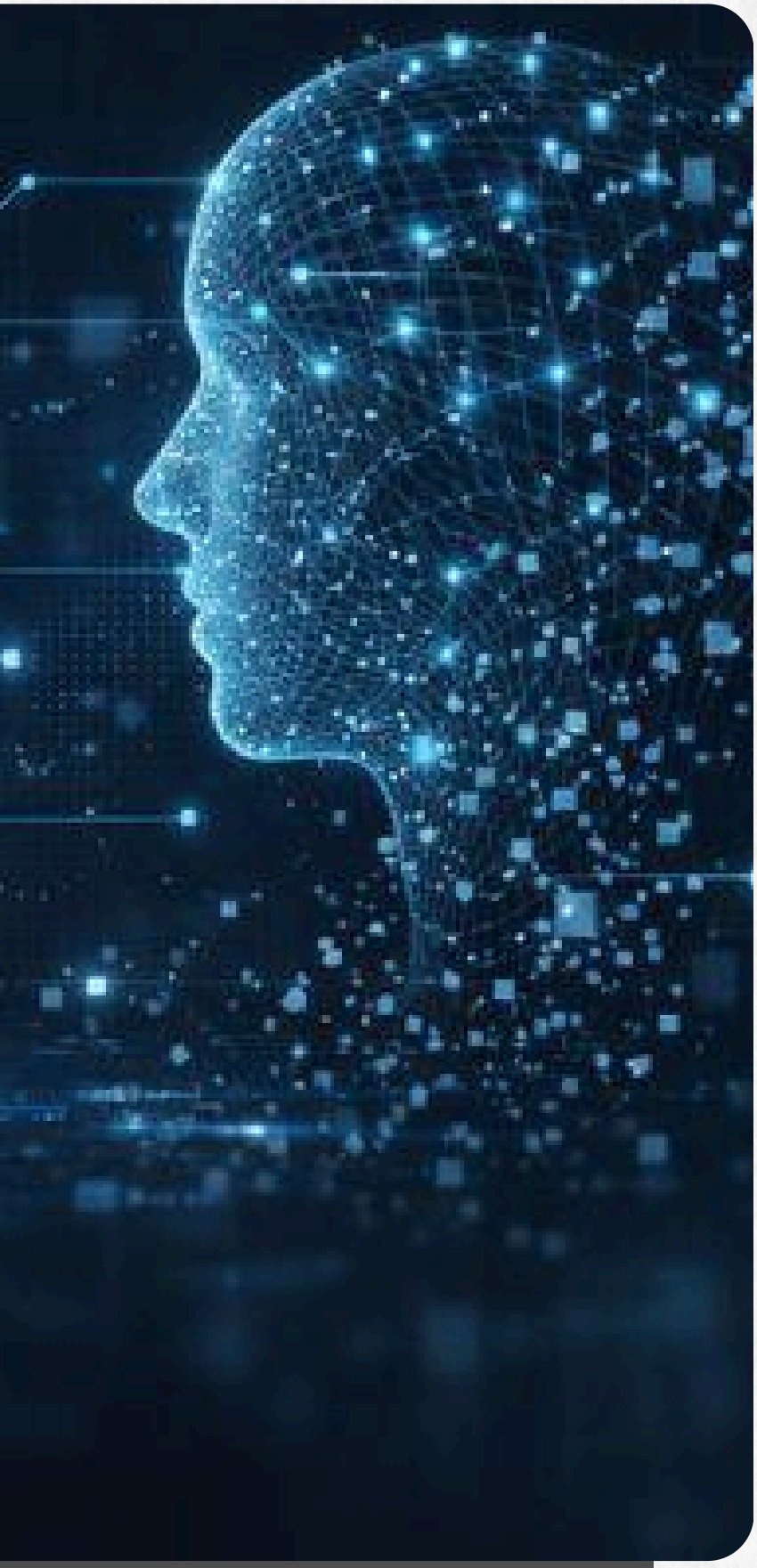
C'est une puissance de calcul appliquée à des masses de données, capable de produire des textes, des images, des décisions apparentes. Cette capacité impressionne. Elle trouble. Elle donne l'illusion d'une compréhension. Mais elle n'est qu'une simulation.

Et c'est précisément là que réside le danger.
Non pas dans la machine elle-même, mais dans la projection que nous faisons sur elle.
Nous lui attribuons des qualités qu'elle n'a pas. Nous interprétons ses productions comme des signes d'intelligence.

Nous confondons fluidité et profondeur, vitesse et compréhension, réponse et vérité. Nous entrons dans une forme de post-réalité cognitive où ce qui est généré devient ce qui est cru.

Wald Maâlam le dit sans détour : le problème n'est pas l'intelligence artificielle. Le problème, c'est l'affaiblissement de l'intelligence humaine.

Dans l'artisanat, un apprenti peut reproduire un geste. Il peut apprendre à coudre, à assembler, à répéter un motif. Mais il ne devient Maâlam que lorsqu'il comprend ce qu'il fait, pourquoi il le fait, et dans quel contexte il le fait. Il ne devient maître que lorsqu'il est capable de créer, d'adapter, de transmettre.



L'intelligence artificielle, elle, restera toujours au stade de l'exécution. Elle pourra reproduire des formes de langage, des structures de raisonnement, des styles.

Elle pourra même dépasser l'humain en vitesse et en volume. Mais elle ne franchira jamais le seuil de l'intention.

Dire que le savoir est partagé entre l'humain et la machine, c'est oublier que le savoir n'est pas une accumulation d'informations.
C'est une construction. Une interprétation. Une responsabilité.

Ce glissement n'est pas anodin. Il a des conséquences profondes, notamment pour les organisations, les institutions, les systèmes éducatifs.

C'est pourquoi la question n'est pas de savoir si l'IA partage notre savoir. Elle est de savoir si nous sommes encore capables de penser les systèmes dans lesquels nous l'intégrons.

Wald Maâlam, fidèle à sa démarche, ramène le débat à une exigence simple : comprendre avant d'utiliser.

Sans cette compréhension, l'intelligence artificielle devient un outil puissant entre des mains incertaines.

Pour des pays comme le Maroc, l'enjeu est encore plus crucial. Il ne s'agit pas seulement d'adopter des technologies venues d'ailleurs. Il s'agit de construire une capacité à penser ces technologies, à les adapter, à les gouverner.

Wald Maâlam le rappelle avec force : on n'importe pas une intelligence. On construit une pensée.

L'intelligence artificielle ne partage pas le savoir. Elle amplifie ce que nous sommes capables de produire. Elle révèle nos forces, mais aussi nos faiblesses.

La question n'est donc pas de savoir si la machine pense avec nous. La question est de savoir si nous continuons à penser.

PRIER N'EST PAS PROFANER...



Par **Rachid Boufous**

Il faut parfois une scène minuscule pour révéler les fractures immenses d'une époque : quelques hommes, recueillis, debout face à un mur de Marrakech, murmurant une prière à voix basse, et soudain la tempête numérique, la suspicion, l'indignation outrée, comme si ce geste ancestral portait en lui une menace invisible.

Qu'a-t-on vu au juste ?

Des croyants juifs hassidiques, fidèles à une liturgie millénaire, s'arrêtant pour prier à l'heure prescrite. Ni procession, ni démonstration, ni appropriation de l'espace public. Une halte. Un instant suspendu. Un dialogue intime avec le divin.

Et pourtant, dans l'écho déformant des passions contemporaines, cet instant devient scandale, provocation, voire, absurdité suprême, tentative d'occupation. Il y a là une incohérence qu'il faut nommer sans détour.

Lorsque des musulmans, le vendredi ou durant le Ramadan, déploient leurs tapis dans la rue, débordant parfois sur l'espace public, nul ne s'en offusque véritablement : c'est la foi, dit-on, c'est la tradition, c'est l'élan collectif d'une communauté qui se rassemble. Et c'est vrai.

Mais alors, au nom de quelle logique tordue refuserait-on à d'autres croyants le droit à un recueillement discret, sans gêne ni trouble à l'ordre public ?

Depuis quand la spiritualité est-elle soumise à un régime d'autorisation implicite réservé à certains et refusé à d'autres ?

Depuis quand la foi doit-elle se faire invisible pour être tolérée ? Le Maroc, dans sa profondeur historique, a toujours été autre chose que ce théâtre étriqué des crispations identitaires.

Il est cette terre où les strates de civilisation ne s'annulent pas mais se superposent, où l'appel du muezzin a longtemps cohabité avec les chants des synagogues, où les mellahs n'étaient pas des enclaves étrangères mais des fragments constitutifs de la cité.

Réduire cette histoire à une lecture suspicieuse du présent, c'est trahir ce que nous sommes.

Et il faut rappeler ici une évidence juridique et symbolique majeure : le Souverain marocain, Mohammed VI, en tant que Commandeur des croyants, n'est pas seulement le garant de l'islam, mais celui de la liberté de culte dans toute sa diversité.

Cette fonction, héritée d'une tradition politique et spirituelle singulière, ne distingue pas entre les consciences. Elle protège, elle encadre, elle assure que la foi, quelle qu'elle soit, ne devienne jamais un motif d'exclusion ou de persécution. C'est cela, la singularité marocaine : une autorité religieuse qui fonde l'unité sans écraser la pluralité.

Ceux qui crient à la profanation confondent tout : ils confondent le sol et le symbole, le territoire et la transcendance, l'identité et la peur. Ils projettent sur un geste de piété des fantasmes géopolitiques qui n'y ont pas leur place. Prier n'est pas occuper.

Se recueillir n'est pas conquérir. Et vouloir transformer chaque expression religieuse en menace est le signe non d'une vigilance éclairée, mais d'une inquiétude mal maîtrisée.

Ce qui est en jeu, au fond, dépasse largement cette scène.
C'est notre capacité collective à rester fidèles à ce que nous prétendons être. Une nation sûre d'elle-même n'a pas peur d'une prière murmurée. Une société apaisée ne voit pas dans chaque altérité une intrusion. Le vivre-ensemble n'est pas un slogan touristique : c'est une discipline exigeante, un effort constant pour ne pas céder à la facilité de l'exclusion.

Il est temps de dire les choses avec clarté : refuser à des juifs le droit de prier discrètement dans un coin de muraille marocaine, c'est renier une part de notre propre histoire.

C'est oublier que le judaïsme marocain n'est pas une présence étrangère mais une mémoire enracinée, une composante de notre identité nationale. C'est, en somme, appauvrir le Maroc.

Alors oui, il faut arrêter ce délire.
Il faut retrouver la mesure, la dignité, le sens des proportions. Il faut rappeler que la foi, quelle qu'elle soit, lorsqu'elle est vécue dans le respect des autres, ne devrait jamais être un problème.



Elle est, au contraire, une richesse silencieuse, une respiration intime qui n'enlève rien à personne et qui, parfois, nous rappelle simplement que nous partageons tous, au-delà des appartenances, une même quête de sens.

Et dans une époque saturée de bruit et de peur, il y a peut-être quelque chose de profondément apaisant et de profondément marocain dans le fait de laisser quelqu'un prier en paix.

MARITIMISATION DE SALÉ : ENTRE HISTOIRE ET RÉALITÉ SOCIO-ÉCONOMIQUE



Par
Ali Bouallou

Ville historiquement maritime, Salé a occupé au XVIIe siècle une place centrale dans l'Atlantique nord en tant que comptoir corsaire et acteur autonome des échanges maritimes.

Pourtant, Salé apparaît aujourd'hui largement déconnectée de l'économie maritime malgré sa façade atlantique et sa position stratégique.
Il y a lieu de s'interroger sur la pertinence d'une maritimisation contemporaine de Salé par l'analyse des conditions de transformation d'un héritage maritime en levier socio-économique actuel.
Au XVIIe siècle, Salé ne se limitait pas à un port, elle formait un système maritime intégré (corsaires, armement, finance, diplomatie), elle était insérée dans des réseaux atlantiques transnationaux.

Salé bénéficiait d'une autonomie politique exceptionnelle. La mer y était un espace productif, stratégique voire identitaire.
Le déclin maritime de Salé résulte de la combinaison de plusieurs facteurs. En 1755, le tremblement de terre de Lisbonne a provoqué un tsunami qui a dévié le cours du Bouregreg, rendant le port intérieur de Salé inutilisable et favorisant l'envasement.
Ce désastre a détruit infrastructures et navires, marquant le début du déclin rapide de l'activité maritime.
En 1818, le sultan Moulay Slimane a mis fin aux courses maritimes, ou ce qui était connu à l'époque comme le « jihad bahri » ou la guerre sainte, ainsi que la piraterie qui posait d'énormes problèmes diplomatiques au Maroc avec les partenaires européens.
Salé, ville influente au XVIIe siècle, est désormais une agglomération urbaine dense dont l'économie est peu connectée à la mer.
Dès lors, une question s'impose : la maritimisation de Salé a-t-elle encore un sens aujourd'hui, et sous quelles formes ?
La réponse est oui ! La maritimisation de Salé a un sens aujourd'hui.

Salé doit redéfinir son rapport à la mer.
Salé peut devenir une ville maritime de référence en Afrique de l'Ouest, sans conteneurs, mais avec du sens, du savoir et de l'influence.
Il ne s'agit pas de rendre Salé un port industriel comme les autres ports du Royaume. Il s'agit plutôt de positionner Salé comme pôle marocain de services, de culture et de gouvernance maritime, complémentaire de Tanger Med et du port de Casablanca.
On peut penser Salé comme pôle de droit et d'arbitrage maritime, comme centre de formation aux métiers de la mer, comme ville abritant des think-tanks et observatoires océaniques africains, des start-ups océaniques sur les données, le climat, ou la pêche durable.
Salé peut également être vue comme une ville d'aquaculture expérimentale et de recherche marine, une ville de surveillance et de gestion côtière, comme ville de culture et de patrimoine maritime par la création de musée d'histoire maritime, par l'organisation d'évènements internationaux liés à la mer…

On peut également associer Salé à l'économie fluviale, c'est à dire l'ensemble des activités économiques liées à l'exploitation du Bouregreg pour le transport de marchandises, et de fret, avec des barges et péniches pour céréales, matériaux de construction ou conteneurs, pour le transport de personnes, ainsi que pour l'agriculture, la pêche et l'industrie riveraine.
Cette économie fluviale repose sur la navigation intérieure via des voies navigables qu'il faut (ré)aménager, offrant un mode de transport économique, écologique et à faible impact carbone par rapport à la route.

Ce sont là les pistes de réflexion sur la maritimisation de Salé en profitant du récit historique et en ayant comme objectif emplois, formation et inclusion, pour au final inscrire Salé dans la stratégie atlantique nationale.

CASABLANCA SE MET AU BOTOX.



Par
Anissa Mekouar Senhadji

Ces derniers temps, tout le monde parle de l'identité de Casablanca. Sérieux, elle est en pleine crise existentielle, la pauvre.

On voit débarquer des hordes de bulldozers, des policiers en sueur, des ambulances garées comme pour un braquage…

Dans les quartiers un peu cabossés. On a compris : c'est l'opération « délogeage express » pour des familles entières. Direction les banlieues !

Parce que, hein, rien de tel que d'envoyer les gens loin, très loin, pour régler les problèmes… C'est comme ranger ses chaussettes sales sous le lit : ça semble propre, mais ça pique au réveil.

Du coup, il faut se poser la grande question : Qu'est ce qu'on veut faire de Casablanca ?

Moi, J'AI UNE PEUR BLEUE qu'on transforme notre belle ville en un énorme lego vertical en béton et acier – des petits frères de Casa Finance City. Alors oui, une ville a des rides. On peut les camoufler discrètement, comme une dame un peu coquette.

Mais nos décideurs, eux, ils veulent les effacer à la pelleteuse. Hop, plus une seule ridule !

Résultat : on va ressembler à une poupée de cire lisse et anonyme. J'AI PEUR qu'on perde nos contrastes chéris (le neuf et le vieux, le riche et le pauvre, le tajine et la pizza). Adieu Derb Ghallef, les Habbous, l'ancien Maarif, …

Adieu les thés partagés en rigolant, les couscous du vendredi.
À force de tout raser, on va se retrouver avec une ville aseptisée, sans âme, sans histoire… Bref, un grand centre commercial climatisé mais sans les bonnes odeurs de brochettes. Moi, j'adore traîner dans nos souks, à Derb Soltane, dans notre mdina lekdima.

C'est ça, notre identité ! Pas une tour en verre qui brille mais où personne ne se parle. Et puis, envoyer des familles entières à Nassim, Rahma et autres banlieues lointaines…

C'est quoi la suite? Ça ne règle rien : ça fabrique des cités-dortoirs, des ados qui s'ennuient comme des rats morts, et des fractures sociales qui deviennent des canyons.

La promiscuité des classes sociales, c'est ce qui fait qu'une ville vit, qu'on se croise, qu'on s'engueule, qu'on s'aime… Mais avant de détruire, est-ce qu'on a fait une étude d'impact humain ? Ou juste une étude d'impact… de pelleteuse ?

Casablanca a juste besoin d'un bon coup d'éponge et d'un peu de tendresse :
Restaurer les quartiers cabossés, reloger les gens sur place (non, pas à l'autre bout de la ville), préserver l'Art déco, la médina, les Habbous, les piscines Tahiti, Miami (souvenirs, souvenirs), les restos mythiques qui sentent bon le gras et l'histoire.

Bref, une petite chirurgie douce, comme un lifting maison, pas une amputation à la tronçonneuse. Alors, on fait quoi ? Une ville-musée aseptisée, propre comme une salle d'opération, ou une ville vivante avec ses cicatrices, ses odeurs de merguez et sa fierté un peu rebelle ?

Moi, J'AI BIEN PEUR que dans quelques années, on pleure une Casablanca qui aura troqué son âme contre un mirage de verre et d'acier… et un mal de crâne à force de se regarder dans les reflets.

LE LEADERSHIP PAR L'EXEMPLE



Par
Bargach Larbi

Dans les pays qu'il a réussi à conquérir, le football a une capacité à titiller la fierté des citoyens comme aucune autre activité humaine. Il déchaine les passions jusqu'à faire perdre la raison et toute lucidité aux amateurs et aux commentateurs de ce sport. Il compense, chez la plupart des pays en difficultés, le sentiment d'échec que leurs populations ressentent au quotidien.

Un prix Nobel, dans quelques disciplines que ce soit, a moins de valeur émotive qu'un Ballon d'Or conquis par un talentueux joueur de l'équipe que l'on chéri. La victoire, en football, est toujours perçue comme collective, c'est-à-dire que le supporter a la ferme conviction qu'il contribue au succès des siens, et ce n'est pas faux dans une certaine mesure.

D'ailleurs certains supporters, malgré la qualité des images fournies par la télévision, ont besoin de se rendre au stade pour encourager les joueurs et participer à la victoire des leurs.
Ce n'est pas pour rien que l'on dit que le supporter est le douzième homme de l'équipe. « On a gagné » est le cri de ralliement de tous les supporters après une victoire.

Suivant cette logique, envahir le terrain n'est pas considéré comme une atteinte à la sécurité des joueurs mais comme la continuation de ce lien, de cette complicité dans l'effort.

Pour comprendre ce lien il faut se référer aux déclarations candides des supporters algériens à qui on reprochait d'avoir envahi le terrain en Italie à la fin du match amical Algérie Uruguay. « On n'a rien fait de mal » disaient-ils en chœur.

Pourtant c'est interdit pour une raison bien simple, le risque de dérapage n'est jamais loin et la sécurité est une priorité des sociétés modernes. C'est même l'une des conditions de la liberté de mouvement et de circulation.
Cet engouement pour le football s'explique socialement par sa capacité à canaliser la violence et, en Afrique pour les talents que ce continent a produit.

L'Afrique est un incroyable réservoir de talents, ce que ne confirme pas le classement du continent sur la scène internationale.
La plupart des talents africains ont d'ailleurs percé soit en Europe, c'est une des conséquences de l'émigration, soit en Afrique mais c'était du temps des colonies, comme dirait Michal Sardou.

L'équipe du FLN, née en 1958 quatre ans avant l'indépendance algérienne, est l'une des belles équipes de football de l'histoire de l'Algérie et de l'Afrique.

Il y a bien entendu des explications à ce retard de développement.
Elles sont d'ordre financiers, structurelles (les clubs sont désorganisés) et surtout liées aux infrastructures.

Feu Sa Majesté Hassan II avait compris qu'il fallait revoir les conditions de préparation des joueurs et ouvrir le football à la compétition internationale.
Il a, à cet effet, lancé la Coupe Mohammed V, et créé l'équipe de l'AS FAR qu'il a doté de moyens dignes des équipes professionnelles avec des joueurs à la condition physique irréprochable.

Cette équipe a formé l'ossature des deux premières équipes nationales à avoir participé au mondial, en 1970 et, en 1986.

Ce n'était pas suffisant, d'autant que par la suite, après les épisodes 1994 et 1998, et depuis 2004 l'équipe nationale n'était plus issue du championnat local mais de joueurs issus de l'émigration.

Ces joueurs ont, bien entendu, toute leur place au sein des Lions de l'Atlas. C'est une fierté, pour tout marocain, de les voir briller, y compris lorsqu'ils font le choix de jouer pour les équipes nationales de leur pays d'adoption.

Tous les marocains soutiennent Lamine Yamal aujourd'hui titulaire de la Roja. Ce n'est pas la question mais si ces talents émergent ailleurs il n'y a aucune raison de ne pas les détecter sur place.

Pour cela il fallait une stratégie, une ambition et des moyens.
Cette stratégie, émanation d'une vision royale et de moyens financiers débloqués par la Cabinet Royal, est triple :
• Création d'une académie de formation des joueurs. L'Académie Mohammed VI prend en charge les joueurs, dès leur plus jeune âge. Elle leur donne, à travers cette formation, une identité et des outils pour briller à l'international. Cette identité correspond à la morphologie des joueurs marocains et à leur façon d'aimer le football.

• Création d'un centre de préparation des équipes nationales digne des plus grands centres à l'international, le Complexe Mohammed VI de Maamoura.

• Développement du football des clubs et la Botola, un chantier encore ouvert mais prometteur. Sept clubs marocains ont déjà remporté une Coupe d'Afrique, contre quatre en Égypte, Algérie ou Tunisie. C'est dire la diversité et la richesse du championnat marocain.

C'est aussi une ambition, celle de promouvoir la culture de la gagne chez les joueurs marocains.
Le concept « Nya », conçu par Oualid Regragui a infusé un peu partout et a permis au football du Maroc de briguer le leadership africain, toutes catégories confondues.

C'est enfin des moyens, à la fois humain, joueurs, entraineurs (deux marocains conduiront des équipes nationales au mondial) et en infrastructures. Le projet d'organisation de la Coupe du monde 2030 permet de dynamiser le projet dans son ensemble.

Il nécessite la mise à niveau des stades, des pelouses, de l'organisation et de la sécurité. Sur ce dernier point, il convient de signaler que les incidents du match Safi-USMA ont été géré correctement, malgré les critiques.

En effet aucun supporter n'est plus entré sur la pelouse à la fin du match et aucun incident n'a été signalé à l'extérieur. C'est le signe d'une maitrise incontestable.

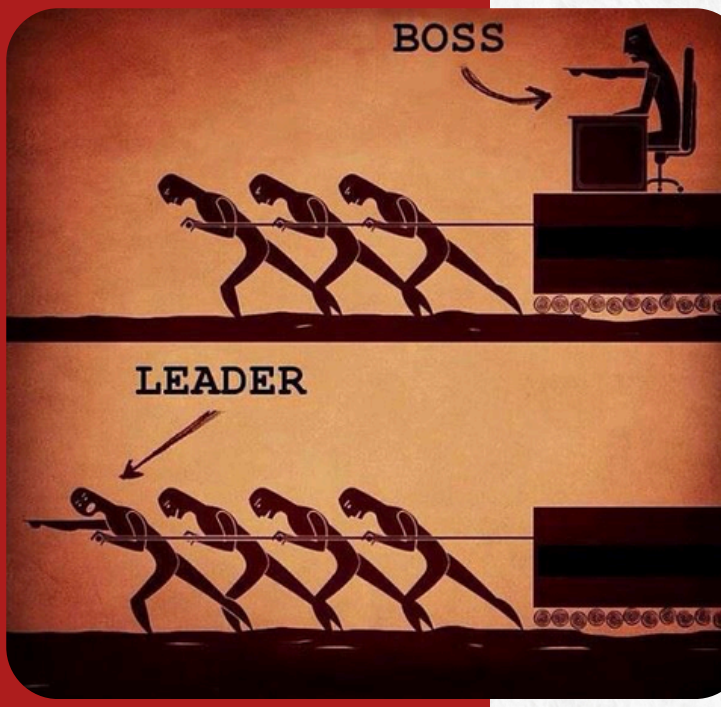
Ce n'est pas pour rien que le Maroc a été associé à l'organisation du Mondial de Qatar, des JO de Paris et qu'il fait partie de la Task force du mondial 2026.

Sans prétention, le Maroc peut prétendre à devenir source d'inspiration aux autres pays de son environnement. Cette année il a remporté le Coupe du Monde U20, la CHAN, la Coupe Arabe et la CAN, en attendant la décision du TAS. Ce n'est pas tout.

Dans les compétitions de club les équipes marocaines ont surmonté l'adversité africaine. Seul Safi a été éliminé par un club non marocain et encore aux termes de deux matchs nuls, la règle du but marqué à l'extérieur a fait la différence.

Le Wydad a été éliminé par Safi, Berkane par l'AS FAR, deux clubs marocains.

Mais au lieu d'inspirer ce parcours est dénigré, attaqué, parfois violemment pour des raisons qui n'ont probablement rien à voir avec le football. Une question de leadership probablement que certains veulent obtenir par l'influence alors qu'il s'obtient par l'exemple.



LE SAHARA MAROCAIN APRÈS CINQUANTE ANS : ÉVOLUTION HISTORIQUE, DÉFIS STRATÉGIQUES ET CADRE JURIDIQUE INTERNATIONAL



Par
Aya Faria

La question du Sahara marocain est l'un des dossiers les plus importants de la politique contemporaine du Maroc, combinant des dimensions politiques, diplomatiques, économiques et géostratégiques. Cinquante ans après la Marche Verte de 1975, ce dossier a connu des évolutions profondes, allant de la consolidation de la souveraineté nationale à la recherche d'une solution politique durable, jusqu'à l'obtention d'un soutien international croissant dans le cadre du droit international public. Problématique : Après cinquante ans de développements politiques, diplomatiques et économiques, comment le Sahara marocain peut-il affirmer son rôle non seulement comme pilier de la souveraineté et de la légitimité internationale du Maroc, mais aussi comme moteur stratégique de la croissance économique, de la stabilité régionale et de l'influence diplomatique au niveau continental et international ?

Première étape : renforcement de la souveraineté et établissement de la légitimité internationale (1975–1999)

L'année 1975 a marqué un tournant décisif avec la Marche Verte et la récupération des provinces du Sud. Le Maroc a concentré ses efforts sur la consolidation de sa souveraineté sur le Sahara par la création d'institutions administratives locales et le maintien de la sécurité et de la stabilité régionales.

Sur le plan international, le Maroc a défendu sa position dans le cadre du droit international, notamment les principes de souveraineté de l'État, d'intégrité territoriale et d'interdiction de l'ingérence extérieure.

Il a interagi avec les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, tels que les États-Unis, la France, la Russie et la Chine, chacun jouant un rôle influent dans l'orientation des décisions du Conseil, tout en respectant les principes de règlement pacifique des conflits et le droit à l'autodétermination prévu par la Charte des Nations Unies.

- Résolution 377 (1975) : Première intervention du Conseil de sécurité après le retrait de l'Espagne pour examiner la situation au Sahara occidental, établissant un cadre international pour suivre le conflit.

- Résolution 621 (1988) : Confirmation de l'organisation d'un référendum d'autodétermination sous l'égide des Nations Unies, soutenant la demande marocaine d'un règlement politique conforme au droit international.

- Résolution 690 (1991) : Création de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendumau Sahara occidental (MINURSO), pour renforcer la stabilité et suivre le processus politique soussupervision internationale.

Dans ce cadre, le Maroc a lancé des projets de développement initiaux pour renforcer le sentiment d'appartenance nationale dans les provinces du Sud et améliorer le niveau de vie des populations, renforçant ainsi sa position juridique et diplomatique à l'échelle internationale.

Deuxième étape : approche politique et développement durable (1999–2015)

Avec l'accession au trône de Sa Majesté le Roi Mohammed VI en 1999, la stratégie marocaine a évolué vers une approche intégrée combinant politique et développement, mettant l'accent sur le développement humain, la participation des populations locales et le renforcement de la régionalisation avancée, tout en préservant la souveraineté nationale.

En 2007, le Maroc a présenté l'initiative d'autonomie comme solution politique réaliste, durable et conforme au droit international. La communauté internationale l'a considérée sérieuse et crédible, renforçant ainsi la position marocaine dans le processus de règlement du conflit selon les principes dudroit international, des droits humains et de la stabilité régionale.

Troisième étape : dynamisme diplomatique et consolidation de la légitimité internationale (2015–octobre 2025)
Depuis 2015, la question du Sahara marocain a connu une diplomatie multidimensionnelle, caractérisée par une stratégie internationale active. Le retour du Maroc à l'Union africaine en 2017 a renforcé sa position au sein des institutions régionales et lui a permis de défendre sa souveraineté, tout en renforçant la coopération Sud–Sud sur les plans diplomatique et économique.

Le Maroc a consolidé ses partenariats stratégiques avec les grandes puissances, y compris les États-Unis, l'Europe, la Chine et la Russie, tout en respectant le droit international et les principes de règlement pacifique des conflits. En 2020, les États-Unis ont reconnu officiellement la souveraineté du Maroc sur son Sahara et ont soutenu explicitement l'initiative d'autonomie, renforçant ainsi la légitimité internationale de la position marocaine.

En octobre 2025, la question du Sahara marocain a connu un tournant historique avec un large consensus international sur la solution politique du conflit, confirmant la souveraineté du Maroc sur ses provinces du Sud et la crédibilité de l'initiative d'autonomie. Résolution 2756 (2024) : prorogation du mandat de la MINURSO jusqu'au 31 octobre 2025. Résolution 2797 (2025) : adoption du plan d'autonomie marocain comme base de règlement du conflit.



Après cinquante ans, les évolutions du Sahara marocain reflètent une transformation profonde de la stratégie marocaine, faisant du Sahara un pilier géopolitique, économique et diplomatique du Royaume du Maroc

LA CGEM ET L'ASMEX : LES INDUSTRIELS ENGAGÉS SUR LEUR PROPRE CAPITAL DÉSERTENT LEURS PROPRES BATAILLES



Il y a un silence dans les organisations patronales marocaines. Un silence que l'on perçoit sans toujours le nommer, parce qu'il dérange. Pendant des décennies, la CGEM, l'ASMEX et les fédérations sectorielles ont été dirigées par ceux qui prennent le risque industriel : propriétaires d'usines, exportateurs, bâtisseurs de chaînes de valeur. Ceux qui engagent leur capital, leur réputation et parfois leur vie dans la durée.

Ce temps s'éloigne.

Aujourd'hui, le leadership glisse, sans rupture apparente, vers des profils issus des services, du conseil, de la gestion ou du salariat exécutif. La question n'est pas celle des compétences. Elle est ailleurs, plus profonde : elle tient à la nature du pouvoir économique désormais représenté.

Le moment est révélateur. À l'heure où s'ouvrent des transitions dans les principales organisations patronales, les profils qui émergent incarnent majoritairement ces nouveaux équilibres. Peu de patrons industriels propriétaires de leurs entreprises, peu d'exportateurs engagés sur le long terme, peu de bâtisseurs de chaînes productives. Ce n'est pas un accident de conjoncture. C'est le symptôme d'un retrait plus profond.

Car la réalité est là, rarement formulée avec clarté : les entrepreneurs industriels engagés sur leur propre capital ont eux-mêmes progressivement déserté la vie associative. Par surcharge, par scepticisme, parfois par désillusion face à des mécanismes jugés peu opérants, ils se sont mis en retrait. Ils ont laissé le terrain à d'autres, légitimement, mais sans en mesurer pleinement les conséquences.

Ce déplacement n'est pas anodin. Il transforme la nature même de la représentation patronale.

Un dirigeant industriel ancré dans la production ne raisonne pas comme un directeur salarié.Le premier engage son patrimoine, ses ouvriers, sa chaîne de production sur dix ou vingt ans. Il vit les cycles, absorbe les chocs, anticipe les ruptures. Le second raisonne en mandat, en équilibre, en gestion du court terme. Les deux logiques sont nécessaires. Mais elles ne sont pas interchangeables.

Lorsqu'elles se substituent l'une à l'autre, le risque apparaît : celui d'une représentation qui parle encore au nom de l'entreprise, mais qui s'éloigne progressivement de sa base productive.

Dans d'autres économies, ce type de glissement est absorbé. En France, par exemple, certaines figures patronales sont issues des services ou du conseil sans que cela ne déséquilibre l'ensemble. Mais cette évolution s'inscrit dans un tissu industriel dense, structuré, doté de contrepoids puissants. Le débat reste ancré parce que les producteurs sont toujours là, nombreux, organisés, actifs.

Au Maroc, la situation est différente. Le vivier industriel est plus étroit. Les équilibres sont plus fragiles. Dès lors, le retrait des industriels ne crée pas un simple déplacement — il crée un vide. Et ce vide commence à produire ses effets.

Certaines distorsions qui affectent directement l'industrie sont peu portées dans le débat.

La question de la compétitivité productive reste fragmentée.

La PME industrielle demeure un horizon proclamé plus qu'une réalité structurée.

La projection africaine, pourtant stratégique, peine à s'incarner dans des logiques de co-construction industrielle concrète.
Le dialogue public-privé, enfin, tend à se stabiliser dans un registre de compromis prudent, là où une impulsion plus structurante serait attendue.



Rien de cela n'est imputable à des individus. C'est un effet de structure.
Lorsque ceux qui vivent la production au quotidien s'éloignent des lieux de représentation, ceux qui y restent parlent nécessairement depuis une autre expérience, avec d'autres priorités, d'autres contraintes, d'autres temporalités. La parole change, sans que cela soit toujours visible. C'est précisément là que se joue l'enjeu.

Car au-delà des équilibres internes aux organisations patronales, c'est la capacité du pays à formuler une parole économique claire, cohérente et assumée qui est en question. Une parole capable de tenir ensemble l'urgence des arbitrages et la profondeur du temps industriel. Une parole capable de défendre, sans ambiguïté, ce que produire signifie dans un monde concurrentiel.

Le Maroc affiche aujourd'hui des ambitions industrielles légitimes : montée en gamme, intégration dans les chaînes de valeur mondiales, projection africaine, transition énergétique. Mais ces ambitions ne peuvent rester des orientations générales. Elles supposent une incarnation. Elles exigent des voix qui en connaissent les contraintes de l'intérieur.

C'est pourquoi la question posée est simple, mais décisive : qui parle aujourd'hui au nom de ceux qui produisent ?

Il ne s'agit ni d'exclure les services, ni de contester leur place. Ils sont indispensables à la dynamique économique. Mais la représentation patronale ne peut durablement s'éloigner de son ancrage productif sans se fragiliser elle-même.

Le constat est désormais clair : les entrepreneurs industriels engagés sur leur propre capital ont pris du recul et d'autres ont occupé l'espace. Ce n'est la faute de personne. Mais c'est une responsabilité collective.

Reste à savoir si ce retrait est une parenthèse ou un mouvement durable.
Car une organisation patronale qui ne porte plus pleinement la voix de l'industrie s'expose à devenir un espace de gestion plus que d'impulsion. Et un pays qui laisse ses batailles économiques être conduites sans ceux qui les vivent réellement prend le risque, à terme, de les subir plus que de les maîtriser.

Le moment appelle donc moins une critique qu'un réengagement.
Celui des capitaines d'industrie, des entrepreneurs engagés, des bâtisseurs de valeur, petits et grands, dans les lieux où se construit la parole collective. Non pour y défendre des positions acquises, mais pour y réintroduire ce qui tend à manquer : le sens du risque, la culture du long terme et une certaine idée de ce que produire veut dire.

À défaut, le silence actuel pourrait bien devenir, demain, un angle mort stratégique.

ADAM SMITH : POURQUOI SES THÈSES PARAISSENT AUJOURD'HUI LARGEMENT DÉPASSÉES

Pendant longtemps, Adam Smith a été présenté comme l'un des grands pères de la modernité économique. Son nom reste associé à l'idée de liberté des échanges, de poursuite de l'intérêt individuel et de cette fameuse "main invisible" censée transformer les égoïsmes privés en bien collectif. Au XVIIIe siècle, cette pensée avait une force de rupture. Elle s'attaquait aux privilèges, aux monopoles de cour, aux rigidités d'un ordre économique encore corseté. Mais en 2026, continuer à traiter Adam Smith comme une boussole suffisante pour comprendre le monde relève presque de la paresse intellectuelle.



Le premier problème est simple : Smith pense une économie relativement nationale, fondée sur la production matérielle, les marchés visibles et des acteurs identifiables. Or l'économie contemporaine n'a plus grand-chose à voir avec cela. Nous vivons dans un capitalisme financiarisé, mondialisé, algorithmique, dominé par des plateformes géantes, des chaînes de valeur éclatées, des paradis fiscaux et des asymétries de puissance extrêmes. Dans cet univers, l'idée qu'un marché libre puisse spontanément tendre vers l'équilibre ou vers une forme d'intérêt général paraît de plus en plus fragile. Le marché contemporain ne corrige pas toujours les excès : il les amplifie souvent.

La seconde limite de Smith tient à sa confiance implicite dans la concurrence. Dans son monde théorique, la concurrence empêche les abus et pousse les acteurs à produire mieux, moins cher et plus efficacement. Mais le capitalisme réel du XXIe siècle fonctionne de plus en plus sur la concentration. Les géants du numérique, de la finance, de l'énergie, de la logistique ou de la pharmacie ne sont pas des acteurs ordinaires en concurrence pure et parfaite. Ce sont des puissances systémiques capables d'influencer les règles, les États, les données, les comportements et parfois même l'opinion publique. Nous ne sommes plus dans le marché de Smith ; nous sommes dans des écosystèmes dominés par quelques acteurs qui écrasent la concurrence avant même qu'elle ne naisse.

Autre point décisif : Adam Smith sous-estime profondément les externalités. Son raisonnement devient très faible dès qu'il faut intégrer les dégâts que le marché ne paie pas lui-même. Le climat, la pollution, l'épuisement des ressources, la destruction de la biodiversité, la précarisation sociale, la fatigue mentale liée à l'hyperproductivité : tout cela montre que la logique du profit individuel ne produit pas naturellement le bien commun. Elle peut au contraire produire un enrichissement privé immédiat et un appauvrissement collectif différé. C'est là sans doute la grande faillite contemporaine du paradigme smithien : il ne sait pas penser correctement le coût réel du développement.

Il faut aussi parler du travail. Chez Smith, la division du travail améliore la productivité. C'est vrai, jusqu'à un certain point. Mais poussée à l'extrême, cette logique a aussi engendré l'aliénation, la déqualification, la fragmentation des tâches, puis aujourd'hui la mise en concurrence mondiale des travailleurs. L'économie numérique n'a pas effacé ce problème ; elle l'a déplacé. Le salarié d'usine taylorisé a laissé place au livreur ubérisé, au micro-travailleur invisible, au freelance dépendant des plateformes, à l'employé surveillé par les métriques. Le progrès économique promis par la division du travail a donc un revers massif : l'affaiblissement du sens du travail et parfois de la dignité au travail.

Plus encore, Adam Smith paraît démuni face à la question des inégalités. Son système laisse entendre qu'une société prospère finit globalement par profiter au plus grand nombre. Or l'expérience récente montre que la croissance peut coexister avec des écarts de richesse vertigineux, une stagnation des revenus réels pour les classes moyennes et une captation croissante de la valeur par une minorité. La richesse ne "ruisselle" pas mécaniquement. Elle s'accumule, se protège, s'optimise fiscalement et se transmet. Là encore, le réel a corrigé la théorie.

Il y a enfin un angle mort politique. Smith reste utile lorsqu'il critique les rentes et les privilèges. Mais son cadre est insuffisant pour penser les économies où la souveraineté, la sécurité énergétique, la technologie, la guerre commerciale et la dépendance industrielle jouent un rôle central. Aujourd'hui, les États-Unis subventionnent massivement, la Chine planifie à long terme, l'Europe tente de réindustrialiser, et partout le retour de l'État stratège s'impose. Le monde réel a cessé de croire au marché pur, même lorsqu'il continue à en réciter le catéchisme.

Dire que les thèses d'Adam Smith sont dépassées ne signifie pas qu'il faille le jeter à la poubelle de l'histoire. Il reste un penseur majeur pour comprendre la naissance de l'économie moderne. Mais précisément : il aide à comprendre une naissance, pas à gouverner notre présent. Son erreur, ou plutôt celle de ses héritiers les plus dogmatiques, a été de transformer une pensée située en vérité intemporelle.

Adam Smith n'est pas inutile. Il est insuffisant. Et parfois, dans le monde qui vient, l'insuffisance intellectuelle devient une forme de cécité. Aujourd'hui, l'économie ne peut plus être pensée seulement comme une mécanique des intérêts. Elle doit être pensée comme une question de limites, de justice, de puissance, de vulnérabilité et de survie collective. C'est là que Smith s'arrête. Et c'est là que notre époque commence.



LE BLUES POLITIQUE : PRÉPARER UN PROGRAMME ÉLECTORAL DANS L'INCERTITUDE DU MONDE



par **Adnane Benchakroun**

Un programme électoral préparé dans l'incertitude du monde devrait obéir à une discipline nouvelle.

Il fut un temps où préparer un programme électoral relevait presque d'un exercice administratif. On alignait des promesses, on additionnait des mesures, on répartissait des enveloppes, on donnait quelques gages à chaque catégorie sociale, puis on partait en campagne avec l'illusion que le réel se laisserait docilement ranger dans des colonnes. Ce temps-là est révolu. Le monde a changé de vitesse, de nature et presque de logique. La guerre est redevenue une variable de l'économie. Les chaînes d'approvisionnement peuvent vaciller en quelques jours. L'énergie, les céréales, les technologies, les flux financiers, les migrations, les tensions identitaires et les secousses climatiques s'entremêlent désormais dans une même matière instable. Et c'est dans ce décor qu'il faut prétendre écrire un programme électoral sérieux.

C'est là que naît ce que l'on pourrait appeler le blues politique. Non pas la simple fatigue des partis, ni la lassitude banale des électeurs, mais quelque chose de plus profond : le sentiment diffus que l'ancien langage politique ne suffit plus à dire le monde qui vient. Les citoyens entendent encore des promesses calibrées comme si l'État contrôlait l'essentiel, comme si les marges budgétaires étaient larges, comme si les crises pouvaient se prévoir à date fixe. Or chacun sent, confusément ou lucidement, que ce n'est plus vrai. Le malaise démocratique vient aussi de cette dissonance. On parle encore comme hier dans un monde qui, lui, a déjà basculé ailleurs.

Dès lors, la question n'est plus seulement : que promet-on ? La vraie question devient : comment penser un programme électoral quand l'incertitude n'est plus un accident mais le cadre même de l'action publique ?

Cette question est redoutable, parce qu'elle oblige à renoncer à un confort ancien : celui de la promesse simple. Elle oblige à entrer dans une politique moins séduisante, moins théâtrale peut-être, mais plus adulte. Car gouverner dans l'incertitude ne consiste pas à improviser au fil des vents. Cela exige au contraire davantage de méthode, davantage de hiérarchie et davantage de sincérité.

Le premier changement à opérer est conceptuel. Un programme électoral ne peut plus être un catalogue. Il doit devenir une boussole. La nuance est décisive. Un catalogue liste des objets désirables ; une boussole indique une direction quand le terrain devient accidenté. Pendant longtemps, beaucoup de formations ont vendu des programmes comme des vitrines commerciales : un peu de social ici, un peu de sécurité là, une réforme institutionnelle, une prime, une baisse d'impôt, quelques recrutements, quelques infrastructures, et l'illusion d'une cohérence. Cette logique atteint aujourd'hui ses limites. Dans un monde instable, accumuler des promesses n'est pas une preuve de sérieux ; c'est parfois une manière élégante de fuir les vrais arbitrages.

Car un programme crédible doit désormais répondre à quatre questions simples et brutales. D'abord :
Qu'allons-nous protéger en priorité ?
Ensuite : qu'allons-nous transformer réellement ?
Puis : à quoi renoncerons-nous si la contrainte s'aggrave ?
Enfin : selon quelles règles arbitrerons-nous lorsque deux urgences se heurteront ?

Voilà le cœur du sujet. La maturité politique commence quand on accepte que gouverner, ce n'est pas satisfaire tout le monde à la fois, mais choisir sous contrainte tout en restant fidèle à une vision.

Cette exigence a une conséquence majeure : il faut distinguer l'essentiel du souhaitable. L'essentiel, c'est ce sans quoi une société se fragilise vite : pouvoir d'achat, accès aux soins, école, emploi, sécurité, justice territoriale, souveraineté alimentaire et énergétique, robustesse numérique, confiance institutionnelle. Le souhaitable, c'est tout le reste : parfois utile, parfois séduisant, parfois symbolique, mais non vital. La politique contemporaine souffre souvent d'un brouillage entre ces deux niveaux. On embellit le souhaitable et l'on traite l'essentiel comme une simple ligne parmi d'autres. C'est une erreur. Dans un monde plus dur, un programme électoral doit avoir le courage de dire ce qui est non négociable.

Cela suppose aussi une vérité que beaucoup redoutent : l'État n'est plus omnipotent. Il reste central, bien sûr, surtout dans les sociétés où il demeure le principal garant de la cohésion. Mais il agit dans un environnement saturé de dépendances. Le prix de l'énergie ne dépend pas d'un slogan. La compétitivité ne se décrète pas en meeting. La stabilité alimentaire peut être bouleversée par des conflits lointains, des sécheresses ou des décisions logistiques prises hors du territoire national. L'innovation elle-même obéit à des cycles mondiaux que les gouvernements accompagnent plus qu'ils ne dominent. Faire croire le contraire est politiquement tentant, mais intellectuellement malhonnête.

C'est pourquoi un programme moderne devrait être bâti non pas sur un seul récit, mais sur plusieurs scénarios. Non pour effrayer, mais pour montrer que la politique pense enfin le réel tel qu'il est. Un scénario de stabilité relative. Un scénario de tension économique. Un scénario de choc international. Un scénario de rupture technologique accélérée. À chacun devraient correspondre des réponses préparées à l'avance, des priorités explicites, des filets de sécurité, des mécanismes de révision. Le citoyen ne demande pas nécessairement que tout soit prévisible ; il demande surtout que ceux qui aspirent à gouverner aient réfléchi aux conséquences de l'imprévu.



Dans cette perspective, la sincérité devient une vertu stratégique. Pendant trop longtemps, on a considéré qu'un candidat sérieux devait paraître sûr de tout, comme si l'aveu d'incertitude était un aveu de faiblesse. C'est l'inverse qui devient vrai. Le responsable politique crédible n'est plus celui qui jure qu'il maîtrise l'avenir, mais celui qui montre qu'il sait où il veut aller, ce qu'il protège d'abord, et comment il corrigera sa trajectoire si les conditions changent. Dire "voici notre cap, voici nos lignes rouges, voici nos mécanismes d'adaptation" est sans doute moins spectaculaire qu'une avalanche de promesses. Mais c'est infiniment plus solide.

Il y a là un enjeu de langage. Les campagnes électorales restent souvent piégées dans une rhétorique de surenchère. Chacun promet plus, plus vite, plus fort. Chaque camp croit qu'il sera jugé sur l'ampleur du paquet, comme si les électeurs distribuaient leurs suffrages à celui qui remplit le plus le panier. Ce modèle use la parole publique. À force de tout promettre, on finit par dévaluer l'idée même de programme. Les citoyens n'y lisent plus un contrat, mais un exercice de communication. Et plus la défiance grandit, plus les partis compensent par davantage de marketing. Le cercle est vicieux.

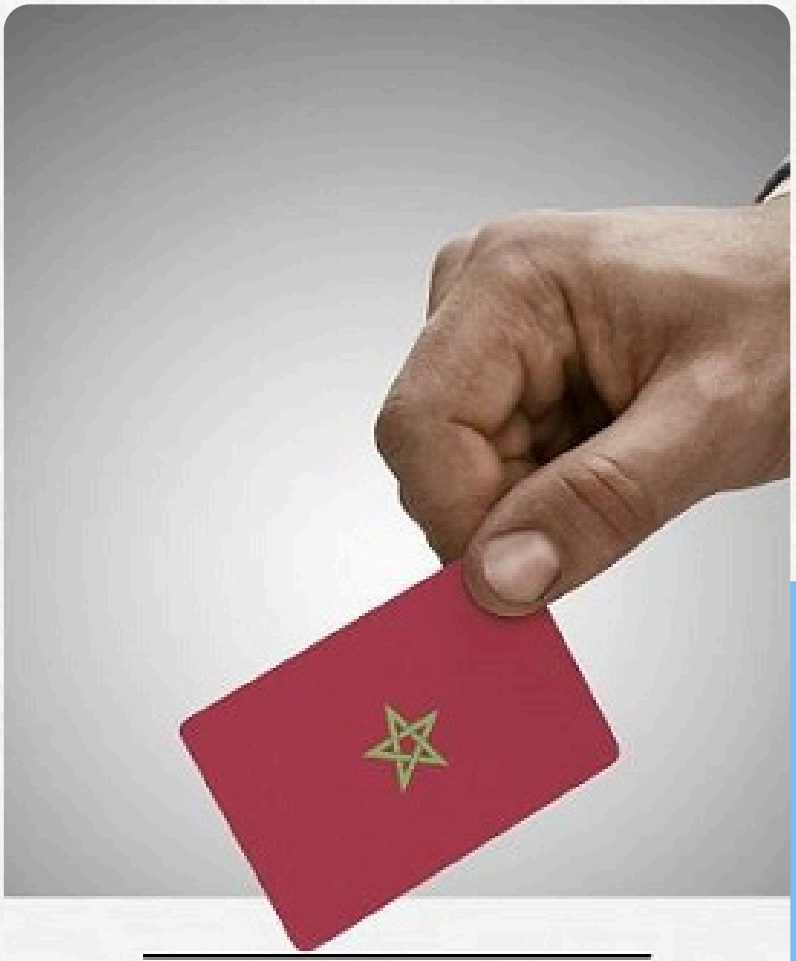
Rompre avec cela suppose du courage, car la vérité n'est pas naturellement populaire. Dire qu'on ne pourra pas tout faire immédiatement. Dire que certains choix coûteront cher. Dire qu'il faudra peut-être repousser une réforme secondaire pour sauver un secteur stratégique. Dire que l'efficacité de l'action publique dépendra aussi de l'administration, des collectivités territoriales, du secteur privé, des corps intermédiaires, du contexte international. Ce discours est plus sobre, mais il peut recréer quelque chose que la politique a perdu : de la crédibilité.

Un programme électoral préparé dans l'incertitude du monde devrait donc obéir à une discipline nouvelle. D'abord, partir des vulnérabilités réelles du pays, et non des fantasmes de campagne. Ensuite, hiérarchiser strictement les priorités. Puis articuler le temps court et le temps long : protéger immédiatement sans renoncer à transformer profondément. Enfin, intégrer un principe d'évaluation continue, avec la possibilité de réviser certains instruments sans trahir le cap. La rigidité n'est plus un gage de sérieux ; dans certaines circonstances, elle peut devenir une forme d'aveuglement.

Mais attention : adapter n'est pas dériver. C'est là tout le risque. À force de parler d'incertitude, certains pourraient justifier toutes les fluctuations, tous les revirements, toutes les incohérences. Or un programme-boussole n'est pas un programme liquide. Il suppose au contraire une architecture morale et politique ferme. Des principes. Une vision du pays. Une certaine idée de la justice. Une certaine idée de la souveraineté. Une certaine idée du progrès. Sans cela, l'adaptation devient opportunisme. Et l'opportunisme, tôt ou tard, nourrit encore davantage le blues politique qu'il prétend soigner.

Au fond, le malaise actuel vient de ce que les sociétés attendent simultanément deux choses des responsables politiques : qu'ils rassurent et qu'ils disent vrai. L'équation est délicate. Rassurer sans mentir, voilà le défi. Préparer un programme électoral aujourd'hui, ce n'est donc plus écrire un poème de campagne. C'est concevoir un dispositif de lucidité. Une méthode de gouvernement pour temps instables. Une parole qui n'insulte pas l'intelligence du citoyen. Une promesse qui ne nie ni la dureté du monde ni la nécessité d'agir.

Le blues politique n'est peut-être pas d'abord une crise de la démocratie. Il est aussi une crise du langage de gouvernement. Le vieux vocabulaire de la maîtrise absolue ne convainc plus. Il faut lui substituer autre chose : une politique de la clarté, de la hiérarchie, de la protection et du cap. Les peuples n'attendent pas des magiciens. Ils attendent des dirigeants capables de traverser le brouillard sans perdre le nord. C'est moins flamboyant qu'un programme de certitudes. Mais, dans le monde qui vient, c'est sans doute la seule forme sérieuse de courage politique.



By Lodj



LE MONDE EN CHIFFRES

Lisez ECOBUSINESS sur PressPlus et accédez à une analyse approfondie de l'actualité économique marocaine et internationale.

www.pressplus.ma

AUBAINE DÉMOGRAPHIQUE : LE GRAND RETOURNEMENT



par **Adnane Benchakroun**

Pendant des décennies, on nous a vendu la jeunesse comme une rente. Une sorte de pétrole humain. Une richesse naturelle que les pays jeunes n'auraient qu'à attendre pour voir la croissance arriver, l'innovation jaillir, la consommation progresser et l'avenir sourire. Les économistes parlaient d'« aubaine démographique », les démographes de « fenêtre d'opportunité », les politiques de « jeunesse, richesse de la nation ». La formule était belle. Elle rassurait. Elle donnait même bonne conscience. Mais elle cachait une vérité moins confortable : une population jeune n'est pas une richesse automatique. Elle peut être une chance. Elle peut aussi devenir une bombe lente. Car l'aubaine démographique n'est pas un cadeau du ciel. C'est un contrat.

Il suppose une école performante, une économie productive, une industrie capable d'absorber les bras, des services capables de valoriser les compétences, des institutions capables de transformer l'énergie sociale en mobilité réelle. Sans cela, la jeunesse ne devient pas un dividende. Elle devient une file d'attente. Une attente devant l'emploi, devant le logement, devant le mariage, devant la dignité, devant l'avenir.

Le Maroc illustre parfaitement cette contradiction. Le pays n'est plus dans l'explosion démographique d'autrefois. Le dernier recensement fixe la population légale à 36,8 millions d'habitants au 1er septembre 2024, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 0,85 % entre 2014 et 2024. La transition démographique est donc bien engagée. Le pays ralentit, s'urbanise, vieillit progressivement, et voit sa fécondité se rapprocher du seuil de renouvellement des générations. Autrement dit, la fameuse fenêtre démographique n'est pas éternelle. Elle est déjà en train de se refermer.

Le drame, c'est qu'elle se referme alors que le dividende promis n'a pas été pleinement encaissé. Le marché du travail reste sous tension. En 2025, selon le HCP, le taux d'activité stagne à 43,5 %, avec une participation féminine extrêmement basse, autour de 19 %. Ce chiffre devrait à lui seul provoquer un débat national permanent : comment parler d'aubaine démographique quand une grande partie du capital humain féminin reste hors du marché du travail ? Une économie qui mobilise si peu ses femmes se prive d'un moteur essentiel de croissance, de revenu, d'innovation et de stabilité sociale.

Plus inquiétant encore : le chômage touche précisément ceux qui devaient incarner cette promesse démographique. Les jeunes, les diplômés, les urbains. Selon les données du HCP, le chômage reste particulièrement élevé chez les jeunes de 15 à 24 ans, les diplômés et les femmes. Ce ne sont pas des catégories marginales : ce sont les catégories censées porter le Maroc de demain. Quand la jeunesse formée ne trouve pas sa place, ce n'est plus seulement un problème économique. C'est une crise de confiance nationale.

Le chiffre le plus brutal reste celui des NEET : ces jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation. Le rapport HCP-OIT-Union européenne présenté à Rabat le 14 avril 2026 indique qu'en 2023, le Maroc comptait 1,5 million de jeunes NEET âgés de 15 à 24 ans, soit 25,6 % de cette tranche d'âge. Un jeune sur quatre hors des circuits de formation, d'emploi et de qualification. Ce n'est plus une statistique. C'est un verdict.

Pendant longtemps, on a pensé que le temps corrigerait ces déséquilibres. Que la croissance finirait par absorber les jeunes. Que les services, le tourisme, l'administration, les centres d'appel, la distribution, le digital et l'entrepreneuriat offriraient des débouchés suffisants. Mais cette hypothèse est désormais bousculée par une rupture massive : l'intelligence artificielle.

L'IA ne vient pas seulement ajouter une technologie de plus dans le paysage. Elle vient modifier la valeur même du travail. Elle menace ou transforme d'abord les tâches répétitives, administratives, rédactionnelles, comptables, commerciales, de support client, de traitement documentaire, de traduction standardisée, de saisie, de reporting, de suivi, de classement, d'assistance. Or ce sont justement ces tâches qui servaient souvent de première marche pour les jeunes diplômés. Ce que l'économie offrait hier comme emploi d'e
Le FMI estime que l'intelligence artificielle affectera près de 40 % des emplois dans le monde, en remplaçant certaines tâches et en en complétant d'autres. Dans les économies avancées, l'exposition est encore plus forte, parce que les emplois cognitifs y sont plus nombreux. Mais les économies émergentes ne sont pas protégées pour autant : elles risquent de subir le choc sans disposer des mêmes capacités de formation, d'investissement et de reconversion.

Voilà le piège : les pays jeunes ont longtemps cru qu'ils disposaient d'un avantage comparatif par le nombre. Beaucoup de bras, beaucoup de jeunes, beaucoup de diplômés. Mais l'IA change la règle du jeu. Elle ne récompense pas le nombre. Elle récompense la compétence, la créativité, la capacité d'adaptation, la maîtrise des outils, la pensée critique, la résolution de problèmes complexes. Elle transforme la question démographique en question qualitative. Ce n'est plus : combien de jeunes avons-nous ? C'est : que savent-ils faire que la machine ne fait pas mieux, plus vite ou moins cher ?

Ce retournement est violent parce qu'il attaque le cœur du récit national. On a longtemps dit aux jeunes : étudiez, obtenez un diplôme, entrez dans l'économie moderne. Puis on leur a dit : soyez flexibles, soyez entrepreneurs, soyez digitaux. Maintenant, on leur dit implicitement : soyez meilleurs que des systèmes capables de produire du texte, du code, des images, des analyses, des tableaux, des réponses clients et des rapports en quelques secondes. La barre monte au moment même où les fondations éducatives restent fragiles.

Il ne faut pas tomber dans le discours paresseux selon lequel l'IA va supprimer tous les emplois. Ce serait faux. L'IA va aussi créer des métiers, augmenter la productivité, ouvrir des opportunités, permettre à des petites structures de faire ce qui exigeait hier des équipes entières. Mais elle va créer un marché du travail plus dur, plus sélectif, plus brutal pour les profils moyens. Elle va favoriser ceux qui savent piloter les machines, pas ceux qui attendent d'être protégés d'elles.

C'est là que la thèse de l'aubaine démographique se retourne. Une jeunesse nombreuse peut être une chance dans une économie industrielle ou technologique qui investit massivement dans les compétences. Mais elle peut devenir un fardeau dans une économie de faible productivité, dominée par l'informel, les petits services, les emplois précaires et les diplômes déconnectés du réel. L'aubaine n'est pas la jeunesse en soi. L'aubaine, c'est la capacité d'un pays à transformer cette jeunesse en productivité, en innovation et en revenu.

Le Maroc n'a donc pas seulement un problème d'emploi. Il a un problème d'alignement. Alignement entre l'école et l'économie. Entre les formations et les métiers. Entre les ambitions numériques et les compétences réelles. Entre les discours sur la jeunesse et les budgets qui lui sont effectivement consacrés. Entre les stratégies nationales et la vie quotidienne d'un jeune qui cherche un premier emploi, un stage utile, une formation sérieuse, une porte d'entrée crédible.



La question devient politique au sens noble du terme.

Que vaut une stratégie de développement si elle laisse des centaines de milliers de jeunes à la marge ?
Que vaut une réforme économique si elle ne réduit pas l'armée silencieuse des NEET ?
Que vaut le discours sur l'IA si l'on n'équipe pas massivement les jeunes pour s'en servir ?
Que vaut la croissance si elle ne crée pas d'emplois dignes, déclarés, évolutifs, capables de fonder une vie ?

Le pays n'a plus le luxe des slogans. Il doit passer de la célébration de la jeunesse à son équipement réel. Cela veut dire : formation professionnelle modernisée, apprentissage massif de l'IA appliquée, revalorisation des métiers techniques, soutien aux PME productives, intégration économique des femmes, orientation scolaire sérieuse, passerelles entre universités et entreprises, et surtout une obsession nationale : réduire le nombre de jeunes hors emploi, hors école et hors formation.

L'aubaine démographique n'est pas morte. Mais elle n'est plus un argument de discours. Elle est devenue une épreuve de vérité. Les pays qui sauront transformer leur jeunesse en intelligence productive gagneront. Les autres auront une jeunesse nombreuse, connectée, lucide, impatiente — mais économiquement bloquée.

Le danger n'est pas que les jeunes soient trop nombreux. Le danger est qu'ils soient trop nombreux à attendre. Attendre un emploi. Attendre une reconnaissance. Attendre une chance. Attendre qu'un système conçu pour un autre siècle leur ouvre enfin une porte.

La grande illusion fut de croire que la démographie travaillait pour nous. En réalité, elle nous donnait seulement un délai. Et ce délai s'épuise. L'intelligence artificielle ne fait qu'accélérer l'horloge. Une jeunesse sans emploi était déjà un risque social. Une jeunesse sans emploi dans un monde automatisé devient un risque historique.




By Lodj
Champion
de l'actualité
LODJ
Pour une information rapide et fiable,
visitez notre site dès maintenant.
www.lodj.ma

RÉSEAUX SOCIAUX AU MAROC : LA MONTÉE INQUIÉTANTE DE LA BRUTALITÉ ORDINAIRE DANS LES COMMENTAIRES



par **Adnane Benchakroun**

Sous certains posts et reels marocains, les commentaires virent de plus en plus souvent à l'insulte, au mépris et à la haine. Ce déferlement verbal, loin d'être anodin, interroge à la fois l'état du débat public, les frustrations sociales et la fragilité croissante de nos mécanismes collectifs de retenue.

Un affaissement des valeurs et du débat public appele un défi collectif, celui de réapprendre la retenue

Il suffit aujourd'hui d'ouvrir certains commentaires sur Facebook, Instagram, TikTok ou X pour tomber sur une violence verbale devenue presque banale. Sous des contenus légers, des sujets de société, des faits divers, des prises de parole féminines ou de simples opinions, la même mécanique se répète : insultes, moqueries humiliantes, jugements expéditifs, attaques sectaires, saillies racistes, pulsions misogynes ou réflexes populistes.

Le phénomène n'est plus marginal. Il n'est plus non plus excusable par la seule spontanéité des réseaux sociaux. Il prend de l'ampleur. Et il finit par poser une question simple, mais lourde : que dit cette agressivité numérique d'une partie de notre climat social et moral ?

On aime rappeler, à juste titre, que le Maroc est un pays d'hospitalité, de civilité et de coexistence. Cette image n'est pas fausse. Elle appartient à notre histoire sociale, à nos réflexes familiaux, à une certaine manière d'habiter l'espace commun. Mais précisément, c'est parce qu'elle existe que le contraste devient plus saisissant.

Car dans l'univers numérique, une autre scène s'est installée. Une scène où l'anonymat relatif, la recherche de visibilité, la logique du buzz et la mécanique des algorithmes favorisent les réactions les plus excessives. Plus un commentaire choque, plus il attire. Plus il blesse, plus il circule. Ce qui relevait autrefois du murmure honteux ou de la colère contenue devient soudain spectacle public.

Les réseaux sociaux n'ont pas inventé la brutalité. Ils lui ont offert une scène, une vitesse et parfois une récompense.
Derrière cette inflation de propos nauséabonds et des commentaires comme exutoires, il y a souvent un besoin de défoulement. Un défoulement social, psychologique, parfois identitaire. Beaucoup de commentaires haineux n'expriment pas une pensée construite ; ils libèrent une tension. Frustration économique, sentiment d'humiliation, impression de déclassement, fatigue morale, colère contre les élites, conflits de valeurs, ressentiment diffus : tout cela peut finir par se condenser dans quelques lignes agressives jetées sous une vidéo.

Le problème, c'est que cet exutoire ne reste pas individuel. Il devient contagieux. Un commentaire violent en appelle un autre. Une insulte autorise la suivante. En quelques minutes, une publication se transforme en arène. La meute numérique remplace alors la discussion.

Et lorsque cette logique s'installe, elle ne dit plus seulement quelque chose sur celui qui écrit. Elle dit aussi quelque chose sur l'environnement qui rend cela possible, tolérable, parfois même applaudi.

Ce qui frappe dans de nombreux espaces de commentaires, ce n'est pas seulement la vulgarité. C'est la nature des réflexes qui remontent à la surface. À la moindre tension, certains ressorts primaires réapparaissent : rejet de l'autre, haine de la différence, mépris social, stigmatisation des femmes, agressivité religieuse ou idéologique, simplifications populistes opposant "le peuple pur" à des figures supposées corrompues, déviantes ou illégitimes.

Autrement dit, le numérique agit souvent comme un révélateur. Il ne fabrique pas toujours les préjugés ; il les délie. Il autorise leur expression dans un cadre où la sanction sociale semble faible, floue ou absente.

Le plus préoccupant est peut-être là : cette parole brutale cesse peu à peu d'apparaître comme une déviance. Elle devient un style. Une manière d'exister en ligne. Une posture de virilité, de radicalité ou de pseudo-franchise. Comme si l'insulte valait courage. Comme si humilier valait argument.
Cette dérive n'abîme pas seulement les individus visés. Elle dégrade la qualité générale de l'espace public. Quand tout devient invective, il n'y a plus de nuance. Quand chaque désaccord tourne à l'agression, il n'y a plus de débat. Quand la parole féminine, intellectuelle, artistique ou simplement différente déclenche des torrents de haine, c'est toute la société qui perd en respiration démocratique.

Beaucoup finissent alors par se taire. Par prudence. Par lassitude. Par peur du lynchage numérique. C'est ainsi que les espaces les plus bruyants chassent progressivement les voix les plus mesurées. Le résultat est connu : plus de vacarme, moins de pensée.

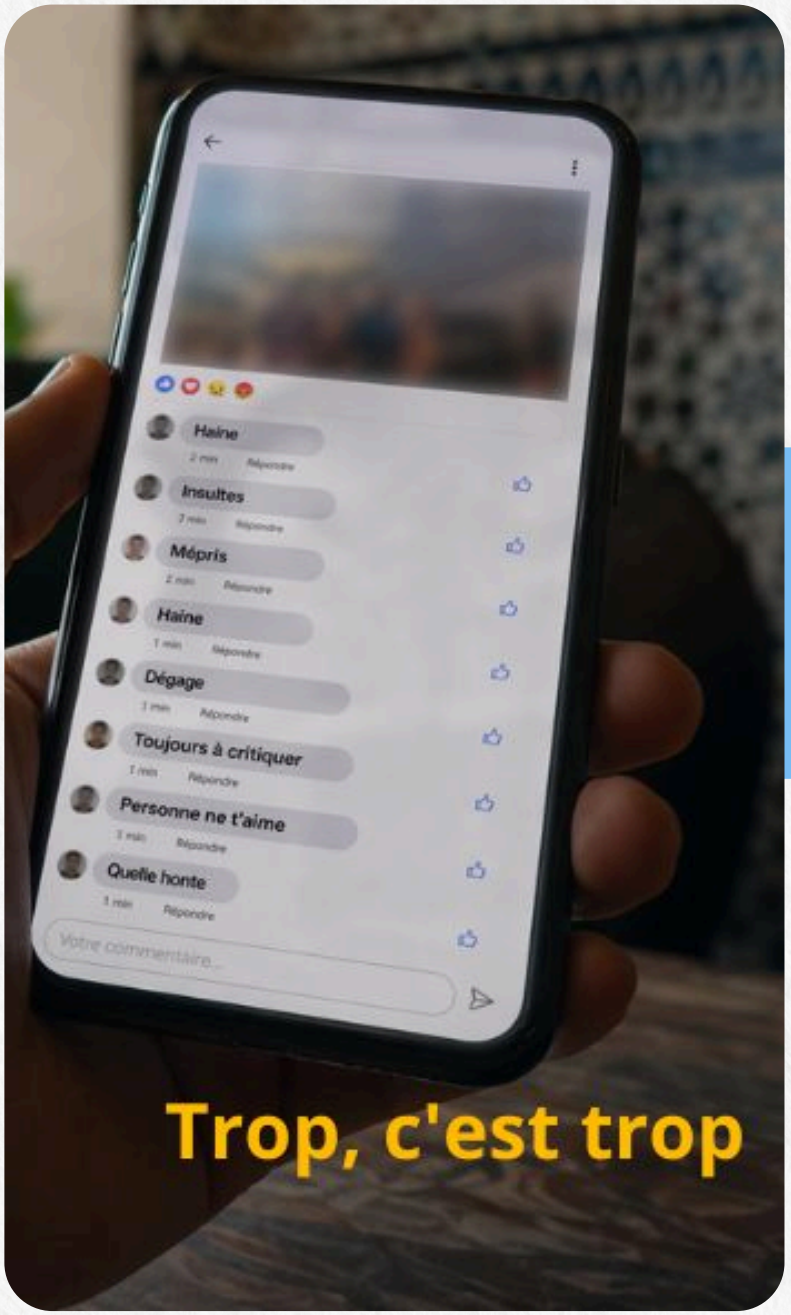
Ce basculement est dangereux. Car une société ne se fragilise pas seulement par ses crises économiques ou politiques. Elle se fragilise aussi lorsqu'elle s'habitue à l'avilissement, lorsqu'elle banalise la cruauté ordinaire, lorsqu'elle confond liberté d'expression et licence d'écraser.

Il serait trop simple de condamner moralement "les haineux" sans regarder plus loin. Le phénomène appelle évidemment une réponse éducative, culturelle et civique. L'école, la famille, les médias, les créateurs de contenu, les plateformes elles-mêmes ont une part de responsabilité dans la reconstruction d'une écologie minimale de la parole.

Cela suppose de réhabiliter la contradiction sans humiliation, la critique sans haine, l'humour sans déchéance, la fermeté sans déshumanisation. Cela suppose aussi que les médias cessent parfois d'alimenter, même involontairement, les mécaniques de polarisation qui transforment chaque sujet en guerre de clans.

Le Maroc réel vaut mieux que certaines de ses zones de commentaires. Encore faut-il avoir le courage de le rappeler, sans angélisme, mais sans résignation non plus.

Au fond, ce qui se joue dans ces commentaires n'est pas seulement une question de mauvaise éducation numérique. C'est un test de maturité collective. Une société se reconnaît aussi à la manière dont elle parle quand personne ne l'oblige à se contenir. Et aujourd'hui, sur trop d'écrans, ce miroir-là commence sérieusement à inquiéter.



CE QUE LES POLITIQUES N'ONT PAS COMPRIS DE L'IA



par **Adnane Benchakroun**

L'autonomie des IA double tous les 4 mois pendant que la décision publique pense encore en années

Au Maroc, comme ailleurs, une partie du débat politique sur l'intelligence artificielle reste en surface.

On parle d'innovation, de start-up, de formation, de digitalisation des services publics, parfois de souveraineté numérique. Tout cela compte, bien sûr. Mais cela ne touche pas encore le cœur du sujet. Car ce que beaucoup de responsables n'ont pas compris, c'est que l'IA n'est plus simplement une technologie nouvelle à intégrer dans l'économie. Elle est en train de devenir une puissance autonome d'exécution, de production et bientôt de conception, avec un rythme d'évolution qui n'a plus grand-chose à voir avec le temps administratif, parlementaire ou gouvernemental. Le signal le plus important du texte est là : les capacités d'autonomie de certaines IA progressent non pas de manière linéaire, mais exponentielle, avec un doublement qui s'est accéléré jusqu'à environ tous les quatre mois.

C'est ce point que la culture politique classique saisit mal. Le raisonnement humain, surtout institutionnel, pense souvent par continuité : un peu plus cette année, un peu mieux l'an prochain, puis une réforme, puis un ajustement, puis une loi. Or l'IA ne suit plus ce rythme rassurant. Le mécanisme du doublement change tout.

Quand une machine passe de quelques secondes d'autonomie à quelques minutes, le phénomène semble encore gérable. Quand elle passe de quelques minutes à une heure, beaucoup y voient un simple progrès. Mais quand cette logique se poursuit, on n'ajoute pas seulement du confort ou de la vitesse : on change de nature.

Une IA capable d'agir de façon fiable pendant plusieurs heures sur une tâche complexe cesse d'être un assistant ponctuel. Elle devient un quasi-collaborateur. Puis, à mesure que ce temps s'allonge encore, elle devient un agent. C'est-à-dire une entité capable non seulement de répondre, mais d'enchaîner des actions, de tester, de corriger, de recommencer, d'avancer seule.

Alerte R&D : IA peut écrire du code pour une future IA

Pour bien comprendre, il faut sortir de l'image trompeuse du chatbot. Beaucoup de décideurs, et même beaucoup de citoyens, voient encore l'IA sous la forme d'une conversation à l'écran : une question, une réponse, un résumé, une image, un texte. Mais cette interface n'est qu'une vitrine. Le vrai basculement commence quand le modèle est relié à des outils, à des bases de données, à des environnements d'exécution, à des logiciels métiers, à des systèmes de contrôle, à des flux d'information. À ce moment-là, l'IA ne se contente plus de produire du langage ; elle entre dans la chaîne du faire. Et c'est là que la politique marocaine, comme beaucoup d'autres, risque de regarder le mauvais sujet. Elle croit souvent parler d'usages. En réalité, elle devrait déjà parler d'architecture du pouvoir et de souvrainté humaine.

Le Maroc a pourtant de bonnes raisons de prendre ce virage au sérieux. Non pas dans la panique, ni dans la fascination, mais dans la lucidité. Nous sommes un pays où l'État reste central, où l'administration structure encore une grande partie de la vie économique et sociale, où la modernisation est un impératif, mais aussi un terrain de fragilité. Dans un tel contexte, l'IA ne sera pas seulement un levier de compétitivité pour quelques entreprises innovantes. Elle peut devenir un facteur de reconfiguration silencieuse du travail qualifié, de la relation au savoir,

de la hiérarchie dans les organisations, de la capacité d'arbitrage et même du rapport entre citoyens, experts et décideurs.
Prenons un exemple simple. Tant qu'une IA aide un journaliste, un cadre, un avocat, un consultant ou un développeur à aller plus vite, on peut encore parler d'outil. Mais lorsqu'elle devient capable d'assumer seule une séquence longue de travail, de produire une première version exploitable, de vérifier des incohérences, de proposer des corrections, d'itérer sans fatigue, alors elle commence à déplacer le centre de gravité de la compétence. Le texte l'explique clairement : plus l'autonomie se prolonge, plus on s'éloigne du gadget pour entrer dans le territoire du collègue artificiel, puis de l'agent autonome.

Et ce n'est pas tout. Le second point, encore plus décisif, concerne la recherche et développement. Le grand public imagine encore que les nouveaux modèles d'IA sont conçus exclusivement par des ingénieurs humains, dans un schéma classique : l'homme invente, la machine exécute. Or nous sommes déjà entrés dans une zone plus troublante. La réalité rappelle qu'une IA de plus en plus performante contribue à créer la génération suivante.

Autrement dit, l'outil entre dans la fabrication de son propre successeur. Cette boucle d'auto-accélération est probablement l'un des faits les plus importants de notre époque.

Que signifie concrètement cette boucle ? D'abord, qu'une IA peut aider à écrire du code pour une future IA.

Ensuite, qu'elle peut tester plus vite un grand nombre de variantes. Puis qu'elle peut détecter des erreurs, suggérer des optimisations, accélérer l'entraînement, améliorer les interfaces, mieux documenter les résultats, assister les équipes dans l'analyse des performances. À chaque étape, le temps gagné n'est pas seulement un gain de productivité ; c'est un gain de vitesse évolutive. Et si cette vitesse elle-même alimente le cycle suivant, alors nous ne sommes plus dans l'innovation ordinaire. Nous sommes dans une spirale où la machine participe à son propre perfectionnement.

C'est ici que les politiques marocains devraient s'arrêter un instant et regarder la réalité en face.
Le sujet n'est plus seulement : "Comment former nos jeunes à l'IA ?" ni même : "Comment attirer des investissements dans l'IA ?" Ces questions sont nécessaires, mais insuffisantes.

La vraie question devient : que vaut une stratégie publique classique quand la technologie qu'elle prétend accompagner change de niveau plusieurs fois pendant la durée de préparation d'une seule réforme ? Une administration qui met deux ans à cadrer un sujet peut se retrouver face à un paysage entièrement transformé avant même d'avoir publié ses décrets d'application.

Le plus ironique, au fond, est que le retard politique se nourrit d'une illusion démocratique.

Beaucoup d'élus et de responsables publics testent des outils grand public, parfois gratuits, parfois limités, et en concluent que l'IA reste impressionnante mais encore imparfaite, encore brouillonne, encore dépendante de l'humain. Il y a lieu de souligner justement qu'une part infime des utilisateurs accède réellement aux capacités les plus avancées. Cela veut dire que la perception collective repose souvent sur une version affaiblie de la réalité technologique.

Pendant ce temps, dans les laboratoires, les grandes entreprises et certains centres de décision, le vrai match se joue ailleurs. Il se joue dans la capacité à disposer des meilleurs modèles, des meilleures puces, des meilleurs ensembles de données, des meilleurs chercheurs, des meilleures boucles d'itération. Et donc, derrière le débat apparent sur la souveraineté numérique, une autre question surgit. La souveraineté ne se résume plus à posséder un data center, un cloud local, une réglementation ou une capacité de stockage. Elle se déplace vers celui qui contrôle les systèmes capables d'apprendre, d'agir, de concevoir et d'accélérer leur propre amélioration.



Rupture philosophique et politique majeure.
Au Maroc, cela devrait nous obliger à élargir notre définition stratégique de la souveraineté. Jusqu'ici, nous la pensions surtout entre États : dépendance ou indépendance, puissance nationale ou domination étrangère, autonomie technologique ou importation de solutions. Demain, et peut-être déjà aujourd'hui, cette lecture sera trop étroite. Car le rapport de force ne se joue plus seulement entre Rabat, Washington, Pékin ou Bruxelles, ni même entre États et géants privés. Il commence à se jouer aussi entre deux formes d'intelligence : l'intelligence biologique, lente, fatigable, incarnée, humaine ; et l'intelligence artificielle, itérative, scalable, continue, partiellement autonome.

C'est là, sans doute, que se trouve la rupture philosophique et politique majeure. Nous avons longtemps cru que la question de la souveraineté était : qui commande les machines ? Mais la question qui arrive est plus dérangeante : à partir de quel seuil les machines commencent-elles à restructurer les conditions mêmes dans lesquelles l'humain décide, travaille, arbitre et gouverne ? Tant que l'IA restait un outil, la souveraineté consistait à en garder le contrôle. Mais si l'IA devient un agent, puis un producteur d'architectures, puis une aide à la conception des modèles suivants, alors la souveraineté change de nature. Elle ne se mesure plus seulement en frontières, en lois ou en infrastructures. Elle se mesure en capacité humaine à ne pas être déclassée dans la production du jugement.

Voilà ce que les politiques n'ont pas encore pleinement compris. L'IA avance en mois. La politique répond en mandats. Et le Maroc, s'il veut rester acteur plutôt que simple terrain d'application, devra penser plus vite, plus profondément et plus stratégiquement. Non pour céder à la peur. Mais pour éviter de découvrir trop tard que la nouvelle ligne de fracture du monde ne passe plus seulement entre nations riches et nations pauvres, ni entre public et privé, mais entre l'intelligence biologique qui hésite encore et les systèmes artificiels qui, eux, n'attendent plus.

La nouvelle souveraineté ne sera pas seulement celle des États entre eux ou face aux groupes privés. Elle sera aussi, de plus en plus, celle de l'humain face à ce qu'il a créé.



Et pourtant, le monde a déjà vécu sous le régime d'un doublement silencieux.
Pendant des décennies, la loi de Moore nous a habitués à une idée simple et presque rassurante : tous les deux ans environ, la puissance de calcul augmentait, les transistors se multipliaient, les machines devenaient plus rapides et moins coûteuses. Nous avons bâti une partie de la modernité numérique sur cette progression régulière, presque devenue naturelle. Mais ce que nous voyons aujourd'hui avec l'intelligence artificielle est d'une autre nature. Hier, le doublement concernait la capacité des puces. Aujourd'hui, il touche de plus en plus l'autonomie des systèmes, leur aptitude à travailler seuls, à concevoir, à corriger, à accélérer la génération suivante. Autrement dit, nous ne sommes plus seulement face à une hausse de puissance. Nous sommes face à une montée en capacité d'agir. Et c'est là que commence la vraie rupture. Car si la loi de Moore a changé nos machines, le doublement de l'autonomie des IA pourrait, lui, changer le statut même de l'humain dans la production de l'intelligence.

LODJ



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA **magazines, hebdomadaires & quotidiens...**

www.pressplus.ma

RÉFORMER LES TERRITOIRES POUR CORRIGER LE MAROC À DEUX VITESSES



par **Adnane Benchakroun**

Réformer les territoires, au Maroc, n'est jamais une affaire secondaire. Ce n'est ni une simple question d'organisation administrative, ni un exercice de réécriture juridique destiné à moderniser des procédures. C'est, au fond, une manière de répondre à une interrogation politique devenue centrale : comment faire en sorte que le développement ne profite plus seulement aux espaces déjà bien connectés à la dynamique nationale, mais atteigne aussi les territoires qui continuent d'attendre l'État, ses équipements, ses services, ses arbitrages et sa présence concrète ? C'est à cette question que renvoie, en profondeur, la nouvelle séquence ouverte autour des programmes de développement territorial intégré.

Comme souvent après un Conseil des ministres présidé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le premier réflexe ne devrait jamais être de commenter trop vite. Il faut d'abord lire, puis relire. Revenir à chaque formule, peser chaque mot, observer les lignes de continuité avec la Vision Royale, identifier les priorités confirmées, les inflexions méthodologiques, les arbitrages implicites et les cohérences profondes avec les grands chantiers engagés par le Royaume. Cette discipline de lecture n'est pas un luxe. Elle est nécessaire, car au Maroc, les textes de cette portée ne sont jamais de simples annonces. Ils dessinent une orientation, fixent un rythme, et disent souvent plus qu'ils n'énoncent.

En l'espèce, ce qui se joue dépasse de loin une mise à jour des instruments de gouvernance locale. Ce qui est en train d'être reconfiguré, c'est plus fondamentalement le mode d'emploi de la régionalisation avancée : sa méthode, sa chaîne de pilotage, ses instruments d'exécution, ses ressources, ses mécanismes de suivi, et surtout sa capacité réelle à produire des résultats visibles dans la vie quotidienne. Autrement dit, il ne s'agit plus seulement d'affirmer un principe institutionnel. Il s'agit désormais d'en organiser l'efficacité.

Les mots employés dans cette réforme disent déjà beaucoup : concertation, proximité, besoins exprimés par les citoyens, transparence, évaluation, développement intégré. Pris séparément, ils appartiennent au lexique familier de la modernisation publique. Pris ensemble, ils dessinent quelque chose de plus ambitieux. Ils signalent une volonté de réorganiser la gouvernance territoriale non pour le simple confort administratif, mais pour corriger enfin les fractures territoriales qui nourrissent depuis des années l'image d'un Maroc à deux vitesses, et parfois même d'un Maroc à plusieurs vitesses tant les écarts sont multiples, superposés et inégalement vécus selon les régions, les provinces et les communes.

Il faut d'ailleurs reconnaître une évidence : il y avait matière à réforme. Depuis des années, la régionalisation avancée est présentée comme l'un des grands chantiers institutionnels du Royaume. L'idée est forte, séduisante et politiquement juste dans son principe : rapprocher la décision du terrain, mieux répartir l'investissement, réduire les inégalités spatiales, faire émerger des dynamiques de développement mieux ancrées localement. Mais dans la pratique, la mécanique a souvent patiné. Les compétences se sont empilées sans toujours être clarifiées. Les élus ont parfois porté une ambition plus large que leurs moyens réels. Les administrations déconcentrées ont continué à peser lourd. Et l'exécution, surtout, est restée trop souvent le maillon faible. Au bout du compte, l'édifice est devenu trop lent, trop flou, trop inégal.

C'est précisément là que la réforme entend intervenir. Au fond, elle repose sur une série de questions simples, presque brutales dans leur clarté : qui décide ? qui exécute ? qui coordonne ? qui finance ? qui contrôle ? et surtout, qui rend des comptes ? Tant que cette chaîne restait partiellement brouillée, les politiques territoriales demeuraient vulnérables à la dispersion des responsabilités, aux chevauchements institutionnels, aux lenteurs et aux décalages entre l'annonce et la réalisation. La réforme tente donc de remettre de l'ordre dans une chaîne publique dont la lisibilité était devenue elle-même un enjeu de performance.

La première force du nouveau dispositif réside dans sa méthode. Les programmes doivent désormais partir des besoins exprimés à l'échelle locale, à travers des diagnostics territoriaux élaborés dans chaque préfecture et province, à partir d'indicateurs socio-économiques précis et d'une identification concrète des manques en emploi, santé, éducation, eau, infrastructures et mise à niveau territoriale. Cela peut sembler évident. Pourtant, pendant longtemps, le développement local au Maroc a trop souvent été pensé depuis le haut, puis appliqué ensuite aux territoires selon une logique descendante. Ici, du moins dans l'intention, le raisonnement s'inverse. On part du terrain, des besoins réels, des carences mesurées, des urgences vécues.

Ce renversement méthodologique est essentiel. Il marque le passage d'une administration qui distribue à une administration qui commence par écouter, observer et hiérarchiser. C'est une inflexion importante, parce qu'un territoire n'est jamais une abstraction cartographique. Il a ses fragilités, ses ressources, ses urgences, ses handicaps, ses atouts, ses inerties et ses rythmes propres. Dès lors, vouloir corriger les inégalités par des réponses uniformes reviendrait souvent à reconduire les déséquilibres. L'équité territoriale ne peut pas naître de l'uniformité ; elle suppose au contraire une intelligence fine des différences.

Encore faut-il que ces diagnostics ne deviennent pas un rituel administratif de plus. Pour être utiles, ils doivent déboucher sur des objectifs mesurables, des priorités assumées, des calendriers réalistes et des arbitrages lisibles. Un bon diagnostic n'est pas un document de présentation. C'est un instrument de sélection, de hiérarchisation et de vérité. Il doit permettre de distinguer l'urgent du souhaitable, le structurant du secondaire, le mûr du prématuré. Sans cela, la réforme risque de reproduire l'un de ses travers les plus anciens : multiplier les intentions sans consolider les conditions de l'exécution.

L'annonce d'une enveloppe de près de 210 milliards de dirhams sur huit ans donne à cette réforme une portée stratégique qui dépasse largement le cadre d'un programme technique ordinaire. Le chiffre n'est pas seulement spectaculaire. Il a une signification politique. Il dit que l'État reconnaît enfin que les fractures territoriales ne peuvent plus être corrigées par de simples ajustements, ni par des plans périphériques, ni par des mesures symboliques. Il faut un effort massif, inscrit dans la durée, structuré et assumé comme tel. Cette enveloppe fait donc entrer la question territoriale dans le noyau dur du développement national.



Mais précisément parce que l'effort annoncé est massif, il oblige davantage. Un tel montant ne peut pas être jugé sur sa seule ampleur. Il sera jugé sur sa conversion en résultats. Car le développement territorial ne se résume pas à une somme de budgets. Il se mesure à l'amélioration des conditions de vie, à la réduction des distances d'accès aux services, à la densification des opportunités, à la création d'emploi, à la dignité retrouvée dans les espaces longtemps relégués, et à la capacité des territoires à devenir autre chose que des zones d'attente. C'est à cette aune-là que la réforme sera lue.

Il faut ici insister sur un point capital : l'argent ne suffit pas. Le principal risque n'est pas seulement l'insuffisance des moyens ; c'est leur dilution. Un programme de cette taille peut échouer non faute de crédits, mais à cause de responsabilités diffuses, de projets mal préparés, de blocages fonciers, de calendriers irréalistes, de suivi tardif et d'une redevabilité insuffisante. Le défi n'est donc pas seulement quantitatif. Il est qualitatif, managérial et institutionnel. Le Maroc peut mobiliser 210 milliards. La vraie question est de savoir s'il sait les protéger contre l'usure administrative, l'éparpillement et la confusion des rôles.

C'est pourquoi la clarification de la gouvernance est centrale. La réforme installe une architecture à trois niveaux : local, régional et national. Au niveau local, un comité présidé par le gouverneur, associant élus et services déconcentrés, est chargé d'élaborer les programmes et d'en suivre l'exécution. Au niveau régional, le wali harmonise, articule et assure la cohérence d'ensemble à l'échelle de la région. Au niveau national, un comité présidé par le Chef du gouvernement valide, coordonne, évalue et garantit l'intégration du dispositif. L'intention est claire : moins de chevauchements, moins de flou, plus de lisibilité.

Cette lisibilité peut constituer une avancée réelle. Dans de nombreux programmes publics, le territoire devient l'espace où tout le monde intervient un peu, mais où personne n'assume totalement. Or une réforme de cette ampleur ne peut pas prospérer dans les zones grises de la responsabilité partagée. Si un projet bloque, il faut savoir à quel niveau se situe l'obstacle. S'il dérive, il faut identifier qui a sous-évalué le risque. S'il tarde, il faut connaître le point exact de rupture dans la chaîne de décision. Sans cette traçabilité, la proximité territoriale reste un mot. Avec elle, elle peut commencer à devenir une méthode.

Mais la chaîne de pilotage ne suffira pas si elle n'est pas soutenue par une autre révolution, plus discrète et plus décisive : celle du contrôle en amont. Trop souvent, les politiques publiques ont accepté de constater les problèmes après coup : une fois les délais dépassés, les coûts majorés, les blocages consolidés, les contentieux installés. Cette logique est ruineuse. Une réforme sérieuse impose au contraire de sécuriser les projets avant même leur lancement.



Aucun projet ne devrait être engagé sans coût complet, sans disponibilité foncière vérifiée, sans calendrier crédible, sans maître d'ouvrage identifié, sans mode d'exploitation futur, sans indicateurs de résultat et sans analyse des risques.

Cette notion de maturité des projets est déterminante. Elle permet d'éviter le piège des projets séduisants sur le papier mais fragiles dès qu'ils rencontrent le terrain. Elle oblige à distinguer les projets politiquement désirables des projets techniquement prêts. Elle permet aussi de hiérarchiser avec plus de rationalité. Tous les projets ne peuvent pas être lancés en même temps. Tous les territoires n'ont pas les mêmes capacités d'absorption. Tous les besoins n'exigent pas la même temporalité. Introduire la maturité comme critère d'entrée, ce n'est pas bureaucratiser davantage ; c'est protéger l'investissement public contre les illusions d'optique administratives.

L'autre pilier de la réforme tient dans les instruments de suivi et de transparence annoncés : audit annuel conjoint, plateforme digitale, renforcement des ressources des régions, nouvelles structures d'exécution. Ces mécanismes répondent à une attente forte dans le pays : savoir ce qui a été promis, ce qui a été budgété, ce qui a été engagé, ce qui a été livré, ce qui a pris du retard et ce qui a échoué. Dans un contexte où la reddition des comptes reste un sujet sensible et structurant, ces outils ne sont pas accessoires. Ils peuvent devenir les leviers d'une gouvernance plus adulte.

Encore faut-il qu'ils soient activés réellement. Un audit qui ne débouche sur aucune correction devient une formalité. Une plateforme qui n'affiche que l'avancement flatteur devient un outil de communication. Un tableau de bord qui ne permet ni comparaison ni arbitrage n'est qu'un décor numérique. Le numérique, ici, ne vaut que s'il devient un instrument de vérité administrative. Il doit permettre de voir les retards, de mesurer les écarts, de comparer les rythmes d'exécution et de rendre les données opposables. Un outil de modernité rassure. Un outil de pilotage oblige.

Une première lecture constructive de cette réforme consiste à y voir la recherche d'un équilibre entre proximité territoriale et cohérence nationale. Les programmes partent du terrain, les besoins remontent du local, la logique de diagnostic se veut enracinée dans le vécu territorial. Mais en même temps, l'architecture reste solidement adossée aux représentants territoriaux de l'État et à un pilotage national fort. Cette articulation peut être interprétée comme un choix de pragmatisme. Il ne s'agit pas de territorialiser en désossant l'État, mais de rapprocher l'action publique du terrain tout en conservant une colonne vertébrale nationale.

Dans cette architecture, les élus conservent leur place, et les présidents de région voient même leur rôle renforcé dans les futures structures d'exécution. Ce point est important, car il évite de réduire la réforme à une simple reprise en main administrative. Le pari semble plutôt être celui d'une articulation plus mature entre légitimité élective et continuité administrative. Le territoire n'est pas confisqué au politique local ; il est replacé dans une chaîne plus structurée, où la responsabilité de l'élu et la capacité de l'administration sont appelées à se compléter plutôt qu'à se neutraliser.

Le remplacement des Agences régionales d'exécution des projets par des sociétés anonymes s'inscrit dans cette même logique. L'objectif affiché est de moderniser les instruments de l'action publique territoriale en introduisant davantage de souplesse de gestion, de réactivité et de culture de performance. L'idée n'est pas, en principe, de privatiser l'action publique, mais de la rendre plus opérationnelle. Cette évolution reconnaît implicitement que l'outillage antérieur n'était pas toujours à la hauteur des ambitions nouvelles. Là encore, le jugement ne portera pas sur le statut juridique lui-même, mais sur sa capacité à accélérer réellement l'exécution et à améliorer la qualité des projets livrés.

La réforme a également le mérite de reconnaître, même implicitement, que les disparités territoriales ne sont pas seulement le produit de mauvais organigrammes. Elles renvoient à des déséquilibres plus profonds d'accès aux infrastructures, aux financements, aux compétences, à l'ingénierie de projet et aux capacités de portage local. Tous les territoires n'entrent pas dans cette réforme avec les mêmes armes. Certains disposent déjà d'équipes techniques, de réseaux, d'expérience, d'attractivité et de capacité d'absorption. D'autres non. Cette réalité est décisive.

C'est pourquoi la montée en capacité des territoires doit être traitée comme une priorité, et non comme un sujet annexe. Une régionalisation avancée peut transférer des responsabilités sans transférer la véritable puissance d'agir. Elle peut alors donner l'apparence de l'autonomie tout en reconduisant la dépendance. Il faut donc former, attirer, stabiliser et outiller des profils capables de diagnostiquer, monter, suivre, sécuriser et évaluer les projets. Sans cette ingénierie territoriale, la réforme risque de profiter d'abord à ceux qui savent déjà capter les dispositifs publics, tandis que les espaces les plus fragiles continueront à décrocher.

À cela s'ajoute une idée trop peu présente dans le débat mais essentielle : la nécessité de penser la coopération interrégionale. Les régions marocaines ne peuvent pas être enfermées dans une logique de concurrence silencieuse pour les crédits, les équipements ou les avantages comparatifs. Le développement territorial ne doit pas produire des îlots de réussite juxtaposés à des marges stagnantes. Il suppose aussi des complémentarités, des échanges de moyens, des solidarités d'ingénierie, des mutualisations et des projets pensés à l'échelle de plusieurs territoires. Corriger le Maroc à deux vitesses ne consiste pas seulement à mieux doter chaque région ; cela suppose aussi de mieux relier les régions entre elles.



Dans cet esprit, les régions ne devraient plus être vues seulement comme des gestionnaires de programmes, mais comme de véritables co-développeurs. Cela change tout. Être gestionnaire, c'est suivre des procédures et exécuter des budgets. Être co-développeur, c'est construire une trajectoire territoriale, mobiliser des partenaires, porter une stratégie, articuler le local et le national, faire remonter les besoins et produire des solutions. Cette évolution est décisive si l'on veut sortir d'une régionalisation purement administrative pour entrer dans une régionalisation créatrice de valeur publique.

Le volet consacré à la concertation citoyenne mérite lui aussi d'être pris au sérieux. Le simple fait d'insister sur l'écoute des besoins et sur la proximité avec la population a déjà une portée politique. Il signifie que le développement territorial ne peut plus être conçu uniquement depuis les centres de décision, sans dialogue avec les réalités vécues. Bien sûr, le vrai test sera de savoir comment cette concertation se traduira dans les arbitrages finaux. Mais le principe posé est en lui-même important. Il ouvre la possibilité d'une gouvernance plus enracinée, plus sensible aux attentes du quotidien, et potentiellement plus légitime.

Cette concertation n'a de valeur que si elle dépasse le registre symbolique. Un territoire qui réclame une route, un centre de santé, de l'eau, une offre de formation ou des débouchés économiques réclame aussi, au fond, une forme de reconnaissance. Il veut être vu, entendu, intégré. Le malaise territorial n'est pas seulement matériel. Il est aussi politique et symbolique. C'est pourquoi la concertation ne doit pas servir à accompagner la décision ; elle doit contribuer à la former. À défaut, elle serait réduite à une politesse institutionnelle.

Enfin, l'ambition économique confiée aux régions est un signal fort. En faisant de la région un levier central de croissance, d'emploi, d'attractivité et d'initiative, la réforme reconnaît aux territoires un rôle stratégique dans le développement national. Cette vision rompt avec une approche où le territoire n'était qu'un réceptacle de décisions prises ailleurs. Ici, il devient un acteur. Mais là encore, tout dépendra de la manière dont cette logique de performance sera articulée à la logique d'équité.

Car c'est bien là que se joue le jugement final. Toute réforme orientée vers la performance porte en elle un risque : celui de consolider d'abord les territoires qui disposent déjà d'une ingénierie solide, d'un tissu économique plus dense et d'une capacité plus élevée à travailler avec l'État. La question centrale devient alors presque brutale dans sa simplicité : cette réforme changera-t-elle d'abord la vie des territoires qui attendent encore l'État, ou améliorera-t-elle surtout la fluidité de ceux qui savent déjà travailler avec lui ? Toute la vérité du chantier est là.

Si la performance devient un outil de rééquilibrage, si elle aide les espaces les moins dotés à mieux diagnostiquer leurs besoins, à mieux structurer leurs projets, à mieux accéder aux financements et à mieux tenir leurs trajectoires, alors la réforme pourra compter. Mais si elle rationalise surtout l'efficacité des territoires déjà les mieux armés, elle risque de moderniser les écarts plus qu'elle ne les corrige.

Au fond, cette réforme dit quelque chose de profond sur l'évolution du modèle marocain. Elle marque le passage progressif d'une régionalisation de l'intention à une régionalisation de l'action. L'État ne se contente plus d'énoncer des principes. Il cherche à les traduire en projets, en calendriers, en budgets, en instruments de suivi, en mécanismes d'évaluation et en outils de transparence. Mais cette transition ne réussira que si toutes les pièces du dispositif tiennent ensemble : diagnostics sérieux, projets mûrs, contrôle en amont, responsabilités clarifiées, redevabilité réelle, montée en capacité des territoires, complémentarités interrégionales et arbitrages orientés vers la justice territoriale.

Le vrai test ne sera donc ni dans les lois, ni dans les montants, ni dans la sophistication des structures. Il sera dans la transformation concrète des territoires les plus en attente. Si cette réforme réduit effectivement les écarts les plus criants, remet dans le mouvement national les espaces restés à distance, accélère la réponse publique là où elle était lente et fait de la gouvernance locale autre chose qu'un slogan, alors elle comptera. Elle pourra être regardée comme le moment où la territorialisation marocaine a commencé à devenir non seulement une méthode d'administration, mais une politique de justice nationale.



By Lodj



LA WEB TV

100% digitale
100% Made in Morroco

WWW.LODJ.MA

LA "HOUTHIFICATION" DU SAHEL... QUAND LES CASERNES ALGÉRIENNES BRICOLENT LE CHAOS À LA CARTE



Par : **Mohammed Yassir Mouline**

Il fut un temps où les régimes militaires se contentaient de surveiller leurs frontières, de gonfler leurs défilés et de recycler leurs slogans révolutionnaires jaunis... Mais à Alger, certains cerveaux en treillis semblent avoir voulu innover... puisque le monde change, autant moderniser aussi la déstabilisation... Du voisinage à l'incendie... une stratégie pyromane...

Voici donc l'heure du grand laboratoire sahélien... Le principe est simple, presque élégant dans son cynisme... lorsqu'un voisin refuse la tutelle, affirme sa souveraineté, se rapproche du Maroc ou échappe au logiciel des casernes, il devient soudain nécessaire de lui rappeler les joies du chaos périphérique... On active alors l'arsenal du désordre moderne... séparatiste reconditionnés, djihadistes opportunistes, trafiquants multifonctions, propagandes croisées et guerre électronique à bas coût... Autrement dit c'est la "Houthification"... !! Transformer des marges instables en plateformes de nuisance, armer des acteurs non étatiques, créer une insécurité chronique pour empêcher toute consolidation souveraine... voilà la version sahélienne d'une méthode déjà observée ailleurs... faire du voisinage une zone grise permanente...

Quand les kalachnikovs commentent la diplomatie

Au Sahel, il fut un temps où l'on analysait une attaque terroriste comme un fait sécuritaire... Une embuscade restait une embuscade, une offensive djihadiste relevait du terrorisme, et l'on évitait « du moins officiellement » de trop mélanger les explosifs avec les agendas diplomatiques... Puis vint l'ère du soupçon structuré... Car à mesure que le Mali redessine sa doctrine souveraine, réaffirme son indépendance stratégique et reconfigure son positionnement diplomatique, notamment sur la question du Sahara marocain, les violences armées semblent surgir avec une ponctualité presque bureaucratique... À croire que dans certains laboratoires géopolitiques régionaux, chaque mouvement d'émancipation de Bamako déclencherait mécaniquement une mise à jour sécuritaire version poudre noire...

Les dernières attaques ayant visé les forces maliennes, malgré la neutralisation de dizaines d'assaillants et la saisie d'équipements militaires sophistiqués, posent une question délicieusement embarrassante... dans une zone où l'improvisation est souvent artisanale, qui fournit soudainement l'ingénierie, la logistique et la montée en gamme ?!!... Le désert fabrique peut-être des tempêtes... mais rarement des drones tout seul... !!

Le timing, cet ennemi du hasard

Le plus troublant n'est pas seulement la violence... C'est le calendrier... Car voir une poussée sécuritaire coïncider avec le repositionnement diplomatique de Bamako sur le dossier du Polisario a quelque chose de presque pédagogique... Comme si certaines forces régionales tenaient à rappeler qu'en géopolitique sahélienne, la souveraineté peut parfois coûter plus cher qu'un simple communiqué... Évidemment, nul tribunal sérieux ne condamne sur la base de coïncidences... Mais lorsqu'une accumulation d'événements compose une fresque trop cohérente, l'interrogation cesse d'être fantaisiste... Dans cette lecture, le chaos devient moins une conséquence qu'un langage...

Bienvenue dans la "Houthification" du Sahel

C'est ici qu'émerge la grande innovation stratégique des pyromanes modernes... pourquoi engager frontalement une guerre quand il est plus rentable de transformer des périphéries fragiles en zones grises pilotables ?!!...

Le principe est connu… soutenir indirectement, tolérer opportunément, instrumentaliser discrètement, puis nier solennellement… Séparatistes recyclés, djihadistes multifonctions, trafic transfrontalier, guerre électronique à bas bruit et narratifs médiatiques calibrés… Bienvenue dans la "Houthification" du Sahel… faire d'acteurs non étatiques des leviers de harcèlement régional, capables d'user les États, d'épuiser leurs armées et de brouiller leur souveraineté… Le tout, bien entendu, au nom de la stabilité… Le génie bureaucratique de certaines doctrines militaires consiste précisément à vendre des extincteurs tout en subventionnant discrètement les allumettes…

Les casernes et leur obsession du voisin libre

Le problème de certains régimes militaires, lorsqu'ils vieillissent mal, est qu'ils finissent parfois par considérer l'autonomie de leurs voisins comme une insulte personnelle… Un Mali qui refuse les tutelles ? Suspicion… Un rapprochement avec Rabat ? Alerte… Une reconnaissance de la marocanité du Sahara ? Crise existentielle… Alors, plutôt que de proposer un projet régional attractif, on active l'ancien logiciel… empêcher, compliquer, contaminer… L'objectif n'est plus de rayonner… Il s'agit de ralentir les autres… Et dans cette mécanique, le nord malien devient moins un espace géographique qu'un terrain de pression, une profondeur stratégique où l'instabilité sert de monnaie diplomatique…



Polisario… d'outil régional à fardeau stratégique

Dans ce décor, le polisario apparaît de plus en plus, aux yeux de certains observateurs, comme une vieille pièce géopolitique susceptible d'être reconfigurée dans des architectures plus dangereuses… Le séparatisme de rente pourrait muter en proxy d'instabilité… Et c'est précisément là que certains cercles occidentaux commencent à froncer les sourcils… car dans un monde saturé par les guerres asymétriques, toute hybridation entre milices, terrorisme et influences extérieures devient un sujet de sécurité internationale… À Washington, plusieurs voix s'inquiètent déjà moins d'un conflit figé que d'une possible transformation du problème en plateforme de nuisance élargie… Ainsi le folklore diplomatique pourrait céder la place au lexique antiterroriste… Et cela change tout…

Du polisario poussiéreux à la milice multifonction

Le drame de certaines causes artificiellement maintenues sous perfusion géopolitique, c'est qu'elles finissent par muter… À force d'être instrumentalisé comme levier de nuisance régionale, un mouvement séparatiste cesse d'apparaître comme une relique diplomatique… il peut, dans certaines lectures sécuritaires, devenir une infrastructure disponible pour d'autres agendas…

C'est là qu'intervient la logique de "houthification"… transformer une entité périphérique en proxy adaptable, capable d'intégrer drones, guerre asymétrique, pressions transfrontalières et hybridation idéologique… On ne parle plus alors d'un simple conflit gelé, mais d'un possible outil de harcèlement stratégique… Le vieux séparatisme folklorique se mue en version low cost du proxy militarisé… Et soudain, les chancelleries commencent à moins parler de "médiation" et davantage de "sécurité"…

L'Iran, l'ombre portée… et les fantasmes utiles

Dans les récits les plus alarmistes, l'équation devient plus vaste… derrière la prolifération des milices, derrière la circulation des technologies asymétriques, plane le spectre iranien… modèle, inspiration ou repoussoir commode, selon les camps… Drones bon marché, guerre de saturation, sous-traitance idéologique… le manuel est connu…

L'idée qu'un axe de nuisance puisse émerger à proximité des routes atlantiques et du détroit de Gibraltar relève peut-être, pour certains, de la spéculation… mais en géopolitique, les scénarios extrêmes ont cette fâcheuse habitude de devenir sérieux dès lors qu'ils cessent d'être impossibles… Jouer avec cette architecture, même indirectement, revient à transformer le Sahel en terrain d'essai pour guerres hybrides… Et lorsqu'on joue au petit chimiste avec des milices, on oublie souvent que les éprouvettes explosent…

Le piège éternel du pyromane

L'Histoire est pourtant d'une ironie redoutable… ceux qui manipulent les marges finissent souvent dévorés par leurs périphéries… Armer indirectement, tolérer tactiquement, et déstabiliser stratégiquement… Tout cela semble habile… jusqu'au jour où les réseaux échappent à leurs architectes… Le proxy finit par muter… Le levier devient fardeau… Le chaos cesse d'être orientable… Les apprentis sorciers régionaux oublient toujours une règle simple… on instrumentalise plus facilement une crise qu'on ne la contrôle durablement…

Le Maroc, pendant ce temps, joue la stratégie inverse

Pendant que certains perfectionnent l'art du sabotage périphérique, Rabat avance une autre méthode… infiniment moins spectaculaire pour les amateurs de poudre, mais souvent plus efficace… partenariats africains, sécurité religieuse, investissements atlantiques, coopération économique, diplomatie de long terme… D'un côté, la nuisance… De l'autre, l'ancrage… D'un côté, la fragmentation… De l'autre, l'intégration… Et l'Histoire récente montre généralement que les bâtisseurs de corridors survivent mieux que les ingénieurs de chaos…

Le Maroc des digues face aux marchands de sable explosif

En substance, la "Houthification" du Sahel pourrait bien n'être que l'aveu tragique d'une faillite stratégique… lorsqu'on ne sait plus séduire, on perturbe… lorsqu'on ne peut plus construire, on sabote… lorsqu'on perd du terrain diplomatique, on espère gagner du temps par le désordre… Mais les nations solides ne se jugent pas à leur capacité à incendier leurs marges… Elles se jugent à leur aptitude à durer…



Et tandis que certains transforment les déserts en échiquiers minés, le Maroc poursuit, imperturbable, sa politique du temps long… Car au bout du compte, les pyromanes peuvent troubler l'horizon… mais ce sont rarement eux qui bâtissent l'aube… Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.

By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UN SERVICE DE LIVRAISON,



mais elle vous dépose
l'essentiel **à domicile.**

L'information utile,
sans détour, sans emballage inutile.

WWW.LODJ.MA

Billet

PJD : DE L'OPPOSITION À LA PRÉ-CAMPAGNE, LE PARI DU "GOUVERNER OU RESTER DANS L'OPPOSITION"

En réagissant au bilan de mandat présenté par Aziz Akhannouch devant le Parlement, le PJD n'a pas seulement contesté les résultats du gouvernement. Le parti islamiste a surtout envoyé un message politique limpide : il ne veut pas servir de roue de secours dans une majorité future. Son cap, désormais, est clair : revenir à la primature, ou assumer pleinement sa place dans l'opposition.



Par **la rédaction**

Benkirane, la parole forte et le risque de l'outrance

Ce qui s'est joué ces derniers jours autour du bilan gouvernemental dépasse le simple rituel parlementaire. Certes, le chef du gouvernement a défendu son action devant la Chambre des représentants en mettant en avant ses engagements, ses réformes sociales et ses réformes économique. Mais la réponse du PJD, elle, n'a pas pris la forme d'une critique ordinaire. Elle a ressemblé à une montée en tension politique, presque à une entrée en campagne avant l'heure.

Le ton, d'abord. Frontal. Par moments brutal. Le fond, ensuite. Très politique, bien plus que strictement comptable. Le PJD n'a pas simplement cherché à démonter le récit d'autosatisfaction de l'exécutif. Il a voulu installer une alternative, réoccuper le terrain symbolique de l'opposition et rappeler qu'il entend encore peser lourd dans les prochaines législatives. Une séquence comme une offensive menée en trois temps — Parlement, conférence de presse, déclaration politique — avec, en filigrane, une logique de campagne anticipée.

Une critique du bilan, mais surtout une démonstration de combativité

Dans sa séance de bilan quinquennal, Aziz Akhannouch a défendu un gouvernement qu'il présente comme réformateur, solidaire et capable de résultats, notamment sur la protection sociale, l'investissement et certains grands chantiers publics. En face, l'opposition a contesté cette lecture, en insistant sur la vie chère, l'emploi et le décalage entre promesses et ressenti social. Le PJD, de son côté, a choisi une ligne encore plus offensive, accusant l'exécutif d'échec sur plusieurs engagements majeurs en instant sur les conflits d'intérêts et la non exactitude des chiffres avancés.

Mais au-delà des griefs classiques, c'est la dramaturgie politique qui frappe. Le PJD ne s'est pas contenté d'apparaître comme une opposition parmi d'autres. Il a cherché à redevenir le centre de gravité de la contestation parlementaire. C'est un choix stratégique. Après sa lourde défaite de 2021, le parti sait qu'il ne peut revenir qu'en recréant du clivage, de la polarisation, de la mémoire politique. Il lui faut réactiver une base, remobiliser ses fidèles, et surtout convaincre qu'il n'est pas condamné à la marginalité.

L'élément le plus intéressant n'est peut-être pas dans la charge contre le gouvernement, mais dans le message politique sous-jacent : le PJD ne veut pas être une force d'appoint. Par son SG, le parti fait savoir qu'il ira aux élections pour les gagner et diriger le gouvernement, et qu'à défaut, il resterait dans l'opposition plutôt que d'intégrer une majorité qui ne serait pas conduite par lui. Formellement, c'est une ligne de fermeté. Politiquement, c'est une tentative de clarification identitaire.

Cette posture mérite attention. Elle rompt avec les logiques plus souples de coalition qui structurent souvent la vie politique marocaine. Elle revient à dire : nous préférons la cohérence à la participation subalterne. C'est un pari à double tranchant. D'un côté, il peut redonner au parti une colonne vertébrale, un récit, un ressort militant. De l'autre, il peut aussi enfermer le PJD dans une stratégie du tout ou rien, au risque de réduire sa marge de manœuvre dans un paysage politique où les majorités se construisent rarement sur une logique binaire.

Autre fait marquant : la personnalisation croissante du discours à travers des règlements de comptes, de l'outrance, et une forme de vengeance politique. Sans reprendre à la lettre cette qualification aussi tranchée, on peut constater une chose : le style choisi par la direction du PJD, notamment autour d'Abdelilah Benkirane, repose sur la conflictualité assumée. Ce registre a une efficacité. Il attire l'attention, mobilise les convaincus, simplifie le paysage en opposant un "nous" et un "eux". Mais il a aussi ses limites. À trop charger l'adversaire politique , on prend le risque de brouiller la frontière entre critique politique légitime et escalade verbale.

Dans une démocratie, l'opposition a le devoir de contester. C'est même sa fonction. Encore faut-il que cette contestation produise autre chose qu'une déflagration de tribune. Un électorat lassé par la cherté de la vie et les promesses non tenues peut entendre un discours dur. Mais il attend aussi une offre crédible, structurée, praticable. La colère ne remplace pas un projet.

Le plus significatif, dans cette séquence, est peut-être sa temporalité. Le chef du gouvernement a présenté un bilan de fin de mandat pour la période 2021-2025 devant les deux Chambres. Dans le même temps, le PJD a déjà commencé à structurer son dispositif électoral : le parti a dévoilé une première liste de têtes de liste pour les législatives du 23 septembre 2026. La bataille du bilan s'inscrit donc déjà dans une campagne naissante.

Il faut le dire clairement : la politique marocaine est entrée dans une phase pré-électorale. Le débat sur le bilan n'est plus seulement un exercice institutionnel. Il sert de rampe de lancement à des positionnements plus larges. La majorité défend son récit de stabilité et de réformes. L'opposition, elle, cherche à transformer les frustrations sociales en dynamique politique. Le PJD, plus que les autres, semble vouloir nationaliser le match autour d'un duel direct avec Aziz Akhannouch.



USA-IRAN : QUAND LA FORCE FRAPPE, MAIS QUE SEULE LA STRATÉGIE DÉCIDE DE LA PUISSANCE

Que contient exactement ce plan iranien, et jusqu'où Washington est-il prêt à aller pour l'accepter ?



Par **la rédaction**

Il y a, dans la guerre entre les États-Unis et l'Iran, une leçon que l'histoire répète avec une obstination presque cruelle : la force n'est pas encore la puissance. La force, c'est la capacité de frapper, de détruire, d'imposer une peur immédiate. La puissance, elle, est d'un autre ordre. Elle dure. Elle organise. Elle transforme une supériorité militaire en avantage politique, diplomatique, économique et symbolique. Or, dans la séquence ouverte depuis la fin février 2026, Washington a montré sa force. Téhéran, lui, essaie de montrer qu'il peut encore fabriquer de la puissance à partir même de sa vulnérabilité.

Sur le papier, l'asymétrie paraît pourtant écrasante. Les États-Unis disposent d'une machine militaire, navale, aérienne et technologique sans équivalent dans ce théâtre. Leur capacité de pression est telle qu'ils ont pu annoncer, à la mi-avril, le blocus du trafic entrant et sortant des ports iraniens, après l'échec de discussions à Islamabad. Le message américain était limpide : si la négociation ne produit pas la reddition stratégique attendue, la coercition prendra le relais. Militairement, cela ressemble à une démonstration de domination. Stratégiquement, c'est déjà plus discutable.

Car une guerre ne se juge pas seulement à la taille des moyens engagés. Elle se juge au rapport entre les moyens et les effets. Et c'est ici que l'Iran révèle la logique profonde de sa conduite. Téhéran sait qu'il ne peut pas rivaliser frontalement avec Washington sur le terrain de la force pure. En revanche, il peut transformer sa position géographique, sa capacité de nuisance maritime, son endurance politique et son acceptation du coût en levier de négociation. Le détroit d'Ormuz n'est pas, pour l'Iran, un simple couloir maritime ; c'est une grammaire stratégique. Quand la République islamique le rouvre temporairement, comme le 17 avril, puis laisse planer la menace d'une nouvelle fermeture si le blocus américain continue, elle rappelle que la faiblesse militaire relative n'empêche pas la centralité géopolitique.

Le cœur de cette guerre est donc moins dans la destruction que dans la conversion. Washington peut détruire davantage.

Mais peut-il convertir cette supériorité en ordre politique stable ? Peut-il obtenir autre chose qu'un surcroît de chaos, une flambée énergétique, une crispation régionale et une radicalisation de la posture iranienne ? C'est toute la question. Les discussions indirectes puis directes en Pakistan ont montré qu'aucun accord solide ne pouvait sortir d'une logique où l'un exige une quasi-capitulation, et l'autre veut négocier sans perdre la face. Reuters rapportait encore le 21 avril que Téhéran refusait des pourparlers « sous pression » et assimilés à une logique de « surrender ». Cette formule dit tout : on ne transforme pas une domination tactique en puissance durable si l'adversaire estime que la seule issue proposée est l'humiliation.

En vérité, les États-Unis semblent prisonniers d'un vieux réflexe impérial : croire que la supériorité de feu suffit à produire l'alignement politique. Ce réflexe impressionne toujours les plateaux télé. Il convainc moins le réel. Car le réel, lui, résiste. Il résiste dans la logistique des approvisionnements, dans les marchés, dans les équilibres régionaux, dans les opinions publiques, dans les médiations tierces, et surtout dans cette donnée que les stratèges sérieux n'oublient jamais :

un adversaire peut perdre du terrain sans perdre sa capacité de nuisance. L'Iran en offre aujourd'hui une démonstration très claire. Même sous pression, même contesté, même exposé, il garde de quoi peser sur la circulation énergétique mondiale, sur le calendrier diplomatique et sur le coût politique du conflit pour Washington.

C'est pourquoi le détroit d'Ormuz est devenu le véritable miroir de cette guerre. En temps normal, environ un cinquième du pétrole mondial et du gaz naturel liquéfié y transite. Quand cette artère se grippe, ce ne sont pas seulement les navires qui s'arrêtent ; c'est l'imaginaire de la stabilité mondiale qui vacille. Reuters rapportait le 21 avril que le trafic y restait largement paralysé, avec seulement trois navires ayant franchi le passage en vingt-quatre heures, tandis que des centaines de navires et des dizaines de milliers de marins restaient bloqués dans la région. Voilà la différence entre force et puissance : la force détruit un objectif ; la puissance modifie le comportement de tout un système.

Les Iraniens l'ont parfaitement compris. Ils jouent une partition qui n'est pas celle de la victoire classique, mais celle de l'usure productive. Ils savent qu'ils n'ont pas besoin de vaincre Washington au sens traditionnel pour empêcher Washington de gagner pleinement. Il leur suffit de rendre la victoire américaine trop chère, trop instable, trop ambiguë. Il leur suffit de faire monter le prix du pétrole, de tendre les chaînes logistiques, d'alimenter la fébrilité des marchés, de faire apparaître les limites de la coercition et de forcer les médiateurs à revenir dans le jeu. C'est exactement ce qu'on a vu ces derniers jours : cessez-le-feu prolongé sans horizon clair, médiation pakistanaise encore active, saisies de navires, discours de défiance, et absence persistante d'un règlement politique crédible.

De son côté, l'administration américaine donne le sentiment de naviguer entre deux récits contradictoires. Le premier est celui de la fermeté absolue : blocus, menaces, exigences maximales, objectifs martiaux. Le second est celui d'une recherche de sortie, avec prolongation du cessez-le-feu et acceptation d'une médiation. Le problème n'est pas d'avoir ces deux registres. Toute grande puissance les combine. Le problème est de ne pas toujours montrer clairement comment ils s'articulent. Une stratégie n'est pas une addition de coups de menton et de pauses tactiques. C'est une hiérarchie de fins, de moyens et de séquences. Or ce qui frappe ici, c'est que Washington paraît parfois osciller entre punir l'Iran, contenir l'Iran, humilier l'Iran et négocier avec l'Iran, sans que la ligne de conversion entre ces objectifs soit pleinement lisible.

Téhéran, à l'inverse, paraît plus cohérent dans sa faiblesse que Washington dans sa supériorité. Sa ligne est simple : tenir, refuser l'image de la soumission, conserver le levier d'Ormuz, exiger la fin du blocus, et faire comprendre que toute discussion sérieuse passe par la reconnaissance de ses intérêts essentiels. On peut juger cette ligne agressive, risquée, ou cynique. Elle n'en est pas moins stratégique. Elle part d'un constat froid : dans un conflit asymétrique, celui qui est le plus faible militairement doit déplacer la bataille vers le coût, le temps et l'acceptabilité politique. C'est exactement ce que fait l'Iran.

C'est là, au fond, que votre formule prend toute sa portée : seule la stratégie transforme la force en puissance. Les États-Unis ont la force. Personne n'en doute. Mais leur puissance, dans cette guerre, ne sera réelle que s'ils transforment la coercition en architecture politique. S'ils ne le font pas, leur force restera spectaculaire, mais inachevée. Elle produira des images de domination, non un ordre durable. À l'inverse, l'Iran n'a pas la force supérieure, mais il essaie de convertir sa résilience, sa géographie et sa tolérance au choc en pouvoir de blocage, donc en puissance relative. Dans une guerre moderne, cette puissance relative peut suffire à empêcher l'autre de récolter les fruits de sa propre supériorité.

Il faut donc se méfier des commentaires trop rapides, trop militaires, trop binaires. Ils regardent les frappes, les tonnages, les démonstrations navales, les déclarations martiales. Mais ils ratent souvent l'essentiel : la puissance n'est pas ce qui cogne le plus fort ; c'est ce qui transforme le mieux la violence en résultat politique soutenable. Jusqu'ici, Washington a montré qu'il pouvait punir. Téhéran montre qu'il peut compliquer. Et, dans les affaires du monde, compliquer suffit parfois à tenir tête à plus fort que soi.

La conclusion est rude pour les deux camps. Pour les États-Unis, la supériorité militaire ne garantit pas la maîtrise stratégique. Pour l'Iran, la capacité de nuisance ne vaut pas projet d'avenir. Mais entre les deux, une vérité s'impose déjà : cette guerre ne dira pas seulement qui est le plus fort ; elle dira qui a su donner un sens politique à la force. Et, pour l'instant, la réponse reste suspendue. Car dans le Golfe, comme souvent dans l'histoire, la force fait du bruit, tandis que la stratégie, elle, écrit la suite.



Billet

NI TRIOMPHALISME NI DÉNIGREMENT : LE VRAI BILAN D'UN MANDAT SOUS CONTRAINTES



En réalité, le véritable débat n'est pas de savoir si ce mandat a été parfait. Il ne l'a pas été. Le vrai débat est de savoir s'il a été utile. Et à cette question, la réponse semble plutôt oui.

Par **Adnane Benchakroun**

À quelques semaines des législatives de septembre 2026, l'exercice du bilan redevient ce qu'il a toujours été dans une démocratie en mouvement : un moment de vérité, de confrontation des récits, de tri entre l'affichage, l'imperfection et le réel. Chacun fera son propre compte. L'opposition noircira le tableau, la majorité défendra son cap, les citoyens jugeront avec leur mémoire, leur quotidien et leur patience. C'est normal. C'est même sain. Mais à condition de ne pas tomber dans un réflexe devenu trop courant : confondre critique et négation, désaccord et dénigrement. Or, à regarder froidement la séquence 2021-2026, une idée s'impose : malgré des contraintes exceptionnelles, le bilan global apparaît plutôt positif, au moins sur le plan de la cohérence, de la résistance macroéconomique et de l'ampleur des chantiers engagés.

Le bilan 2021-2026 mérite sans doute d'être lu comme un bilan de résistance réformatrice.

Le chef du gouvernement, devant les deux Chambres, n'a pas seulement présenté une addition de chiffres. Il a tenté d'imposer une lecture politique de son mandat : celle d'un exécutif arrivé aux affaires dans une période de cumul des chocs, obligé de gouverner dans le dur, parfois dans l'impopularité, souvent dans l'urgence, mais sans abandonner l'ambition de transformation. La pandémie était encore dans les esprits, la guerre en Ukraine a secoué les marchés, l'inflation importée a comprimé le pouvoir d'achat, la sécheresse a fragilisé l'agriculture, puis les tensions géopolitiques régionales sont venues ajouter une incertitude supplémentaire. On peut toujours discuter le style, la communication, certaines priorités ou certains retards. Mais nier que le gouvernement a gouverné sous contrainte serait intellectuellement paresseux.

C'est même là le premier élément du bilan : la capacité d'encaissement. Le Maroc n'a pas traversé ces années dans un environnement normal. Et pourtant, l'État n'a ni décroché ni renoncé à ses grandes réformes. Ce point mérite d'être dit, car le débat public adore parfois comparer des résultats réels à des promesses formulées dans un monde imaginaire, sans guerre, sans inflation, sans stress hydrique, sans tensions énergétiques. Or le vrai test d'un gouvernement n'est pas sa performance dans le confort, mais sa capacité à tenir la barre quand les paramètres se dégradent. De ce point de vue, la majorité peut soutenir, sans être ridicule, qu'elle a maintenu le pays debout tout en avançant.

Sur le front économique, le plaidoyer est solide, même s'il ne règle pas tout. Le gouvernement met en avant une croissance remontée à 4,8 % en 2025 après le creux de 2022, une inflation ramenée à 0,8 % fin 2025 contre 6,6 % au plus fort de la crise, un déficit budgétaire réduit à 3,5 %, une dette orientée à la baisse et des recettes fiscales en hausse. Pris isolément, chaque indicateur peut être discuté. Pris ensemble, ils racontent tout de même quelque chose : un redressement relatif, une maîtrise retrouvée, et surtout l'absence d'effondrement dans une période où beaucoup d'économies comparables ont payé plus cher la facture des crises. Il ne s'agit pas de crier au miracle. Il s'agit de reconnaître qu'il y a là une forme de sérieux dans la conduite des équilibres.

Cette stabilisation macroéconomique n'est pas un détail technocratique. Elle est politique. Parce qu'un pays qui perd le contrôle de son inflation, de son déficit et de sa crédibilité financière ne protège ni ses classes moyennes, ni ses plus fragiles, ni sa souveraineté de décision. Derrière les tableaux Excel, il y a donc une question de cap. Le gouvernement a manifestement voulu faire valoir cette idée : on ne bâtit pas un État social durable sur des finances publiques déréglées. Et, sur ce terrain, il serait difficile de soutenir honnêtement que tout a été mal fait.

L'autre point fort du récit gouvernemental est l'investissement. Là encore, les chiffres avancés sont destinés à installer une image de confiance : 381 projets validés pour 581 milliards de dirhams et 245.000 emplois directs et indirects annoncés ; une progression sensible de l'investissement direct étranger ; une montée nette de l'investissement public entre 2021 et 2026. Au-delà de l'effet d'annonce, le message politique est clair : le Maroc ne veut plus seulement être un espace de stabilité administrative, mais une plateforme productive, industrielle, logistique, énergétique et technologique. C'est un pari structurel, pas une simple opération de communication. Et dans un contexte mondial de relocalisations partielles, de recomposition des chaînes de valeur et de compétition accrue entre pays émergents, ce pari n'a rien d'absurde.

Bien sûr, tout n'est pas réglé pour autant. Le chômage reste une blessure ouverte. Les disparités territoriales continuent de miner le sentiment d'équité. Le monde rural subit plus durement que d'autres les effets du climat et des retards d'équipement. Beaucoup de jeunes ne "sentent" pas encore les bénéfices de ces grands agrégats. C'est vrai. Mais justement, l'intérêt d'un bilan sérieux est de ne pas transformer les insuffisances persistantes en preuve de nullité générale. Une politique publique peut être incomplète sans être vide. Un mandat peut être imparfait sans être raté.



Le bilan 2021-2026 mérite sans doute d'être l
comme un bilan de résistance réformatrice

C'est sur le terrain social que le bilan cherche le plus clairement à changer de nature. Le gouvernement revendique la généralisation de la protection sociale, l'élargissement massif de la couverture médicale, le soutien social direct à près de 4 millions de familles, la prise en charge de cotisations pour les populations vulnérables, les aides à l'enfance, aux veuves, aux personnes âgées, ainsi que des mesures de soutien au pouvoir d'achat via la compensation et la fiscalité. Si l'on se place dans le temps long de l'État marocain, ce n'est pas anodin. Cela marque un glissement : l'État ne se contente plus d'arbitrer, il redistribue davantage, compense davantage, prend en charge davantage. On peut juger le dispositif parfois lent, parfois inégal, parfois bureaucratique ; mais on ne peut pas nier qu'une mutation est en cours.

Le dialogue social constitue un autre argument que la majorité brandit avec raison. Les hausses de salaires dans la fonction publique, les accords sectoriels dans l'éducation, la santé et l'enseignement supérieur, la progression du salaire moyen net dans la fonction publique, la revalorisation du SMIG et du SMAG, la révision de l'impôt sur le revenu : tout cela dessine une orientation. Elle est coûteuse budgétairement, certes. Elle n'éteint pas toutes les colères corporatistes, non plus. Mais elle prouve qu'il y a eu une volonté de réinjecter du revenu, de calmer les fronts sociaux, et de traiter le pouvoir d'achat autrement que par des slogans. Dans un pays où la conflictualité sociale peut rapidement devenir un révélateur politique brutal, ce choix a compté.

La santé et l'éducation, elles aussi, ont été replacées au centre. Là encore, tout ne se mesure pas à l'aune du ressenti immédiat. Rénover des structures, recruter, revaloriser les métiers, numériser, élargir les capacités, réformer les statuts, tout cela prend du temps avant de produire des effets pleinement visibles. Mais c'est précisément l'un des pièges du débat politique contemporain : exiger des résultats instantanés sur des systèmes qui ont accumulé des faiblesses pendant des décennies. Le chef du gouvernement a raison sur un point implicite : cinq ans ne suffisent pas à réparer à eux seuls ce que l'histoire administrative et sociale a laissé sédimenter pendant si longtemps.

Il faut aussi relever un aspect plus politique, presque psychologique, de cette fin de mandat. Le discours du bilan n'a pas seulement cherché à convaincre par les chiffres ; il a voulu opposer la décision à la polémique, l'action à la caricature. Ce n'est pas toujours élégant, parfois même un peu défensif. Mais on comprend l'intention : refuser que le débat électoral de 2026 soit entièrement dominé par une dramaturgie de l'échec total. Car cette dramaturgie a ses avantages tactiques, mais elle fausse l'intelligence collective. À trop présenter chaque gouvernement comme un désastre absolu, on finit par vider la politique de toute crédibilité et la démocratie de tout discernement.

En réalité, le véritable débat n'est pas de savoir si ce mandat a été parfait. Il ne l'a pas été. Le vrai débat est de savoir s'il a été utile. Et à cette question, la réponse semble plutôt oui. Utile parce qu'il a consolidé certains équilibres au lieu de les laisser dériver. Utile parce qu'il a poussé des réformes sociales dont tout le monde parlait depuis des années sans vraiment les assumer. Utile parce qu'il a maintenu un effort d'investissement dans une période de grande incertitude. Utile enfin parce qu'il a gouverné dans un monde moins stable qu'en 2021, sans se contenter de gérer le minimum.

Au fond, le bilan 2021-2026 mérite sans doute d'être lu comme un bilan de résistance réformatrice. Ce n'est ni une épopée, ni une faillite. C'est un mandat sous pression, avec ses zones d'ombre, ses retards, ses arbitrages contestables, mais aussi avec une épaisseur politique réelle. Et c'est probablement cela qu'il faut retenir à l'heure des procès expéditifs : malgré les contraintes, malgré les chocs, malgré les impatiences légitimes, il existe des éléments tangibles pour défendre l'idée d'un bilan globalement positif. Pas un bilan sacré. Pas un bilan hors critique. Mais un bilan qui, objectivement, pèse davantage par ce qu'il a engagé que par ce qu'on voudrait caricaturer.

Pouvoir d'achat : La thèse gouvernementale est claire : malgré l'inflation importée, la sécheresse et les chocs extérieurs, l'État a tenté d'amortir la pression sur les ménages par les salaires, les transferts directs, la fiscalité et les subventions.
Pour défendre son action sur le pouvoir d'achat, l'exécutif s'appuie sur une série d'indicateurs sociaux et budgétaires lourds. D'abord, 135 milliards de dirhams ont été mobilisés via la compensation afin de contenir les prix de plusieurs produits de base. Ensuite, le gouvernement revendique un soutien social direct à près de 4 millions de familles, pour un total de 52 milliards de dirhams versés à fin janvier 2026.

Sur le front des revenus, le gouvernement sortant met en avant une hausse générale de 1.000 dirhams nets par mois pour les fonctionnaires, déployée en deux étapes. Le salaire moyen net dans la fonction publique serait ainsi passé de 8.237 dirhams en 2021 à 10.600 dirhams en 2025, soit une progression d'environ 29 %. Le salaire minimum mensuel net dans le public a, lui, progressé de 3.258 à 4.500 dirhams.

Dans le privé, le gouvernement souligne une revalorisation du SMIG de 20 %, avec un salaire mensuel net passé de 2.828,71 dirhams à 3.422,72 dirhams au 1er janvier 2026. Le SMAG, lui, a augmenté de 25 %, passant de 1.994,2 dirhams à 2.533,44 dirhams à partir du 1er avril 2026. À cela s'ajoute une révision de l'impôt sur le revenu, pour un coût supérieur à 7,6 milliards de dirhams, censée améliorer les revenus de différentes catégories de plus de 400 dirhams.

Enfin, l'exécutif relie aussi la défense du pouvoir d'achat à l'accès au logement, en affirmant que plus de 96.000 familles ont déjà bénéficié du programme d'aide directe au logement.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN GPS,

mais elle vous sort du brouillard.



Quand l'actualité devient confuse,

il faut plus qu'une direction : il faut une lecture.

WWW.LODJ.MA

LE MOULIN DES VERTUS ET DES VERTIGES... QUAND LE MAROC REFUSE LES LEÇONS IMPORTÉES

Dans la grande comédie politique nationale, il est des retours sur scène qui méritent une standing ovation. Non pas pour leur cohérence, mais pour leur audace... En cette période politique internationale délicate, c'est Amina Maelainine qui s'y colle... reconvertie « à l'entendre » en vigie morale des consciences marocaines...



Par : **Mohammed Yassir Mouline**

Le pitch est simple, presque biblique... dis-moi si tu soutiens l'Iran, je te dirai si tu es moral... Une grille de lecture limpide, à faire pâlir les philosophes des Lumières... D'un côté les vertueux, de l'autre les damnés... ces Marocains qui, visiblement, n'ont rien compris à la marche du monde et encore moins à leur propre intérêt...

Au centre de la scène, une figure politique bien connue du paysage marocain, Amina Maelainine, ancienne députée du Parti de la justice et du développement, qui relance une polémique en posant une équation simple, presque mécanique... la morale serait du côté de ceux qui adoptent une certaine lecture géopolitique, et du côté des autres... un déficit de lucidité, voire de conscience... Le Maroc, lui, n'a jamais signé pour ce logiciel de pensée unique...

Car dans ce pays, les opinions s'entrechoquent, les débats existent, les désaccords sont parfois bruyants... mais ils restent marocains... Et surtout, ils ne s'accompagnent pas volontiers de certificats de vertu délivrés depuis des tribunes surélevées... Ici, l'idée qu'on puisse réduire la morale à un positionnement géopolitique précis ressemble davantage à une simplification qu'à une analyse...

Cependant, dans cette nouvelle théologie politique, le peuple marocain souffrirait d'un mal étrange... un déficit de conscience... Rien que ça... Un pays entier sommé de revoir ses fondamentaux, pendant que quelques voix éclairées distribuent, à la louche, les certificats de bonne conduite idéologique...

Sauf que voilà... la réalité a la fâcheuse habitude de ne pas coller au scénario... Pendant que la morale s'exporte à coups de déclarations péremptoires, les faits, eux, restent têtus... Les tensions entre Rabat et Téhéran ne sont pas une vue de l'esprit, pas plus que les accusations de soutien iranien au front polisario... Mais dans cette pièce, la géopolitique est priée de rester en coulisses... Place au prêche... Et puis, il y a ce détail... ce petit grain de sable dans la mécanique bien huilée de la leçon morale... Un souvenir qui colle à la semelle du discours comme un vieux chewing-gum... l'épisode du Moulin Rouge...

Retour en arrière... Nous sommes à Paris... Des clichés circulent... On y voit la même figure politique, connue au Maroc pour son discours rigoriste et son apparence strictement conservatrice, évoluer dans un tout autre décor... Pas de procès ici sur la vie privée... chacun est libre de ses choix, et heureusement... Le problème n'est pas là... Il n'a jamais été là... Le problème, c'est le grand écart...

Car dans la mémoire collective, l'affaire du Moulin Rouge n'a pas tant choqué par son contenu que par ce qu'elle révélait... une dissonance flagrante entre un discours public très normatif... parfois moralisateur... et des pratiques personnelles perçues comme radicalement différentes... Une « double narration » qui, à tort ou à raison, a fissuré ce qui est le carburant essentiel de toute parole politique... la crédibilité...

Et voilà que quelques années plus tard, la même voix revient pour expliquer aux Marocains... la morale... Forcément, le public tousse...

il y a quelque chose d'irrésistiblement ironique à voir quelqu'un, déjà rattrapé par ses propres contradictions, venir distribuer des brevets de vertu à 37 millions de personnes… Comme si le problème n'était pas la complexité humaine « que tout le monde accepte » mais cette étrange tentation de donner des leçons après avoir soi-même brouillé les repères…

Les critiques ne s'y sont pas trompées… Elles parlent d'« arrogance », de « condescendance », de « fuite en avant »… Elles pointent une tentative de redorer un blason politique terni en se drapant dans des causes internationales brûlantes… Elles dénoncent surtout une logique dangereuse… celle qui consiste à transformer le désaccord politique en faute morale…

Car enfin, depuis quand ne pas soutenir une puissance étrangère fait-il de vous un être immoral ? Depuis quand la géopolitique remplace-t-elle l'éthique personnelle ? Et surtout, qui a donné mandat à qui pour juger un peuple entier ?… Qu'elle prenne au moins le temps « elle, son mouvement et son parti » de comprendre la complexité des terrains sur lesquels elle prétend donner des leçons… Car les fractures doctrinales au sein du monde musulman, les tensions historiques entre courants et les sensibilités liées à certaines figures fondatrices ne se traitent pas à coups de formules expéditives…

Avant de distribuer des certificats de morale, encore faut-il mesurer le poids des mots… Les divergences théologiques, les lectures contrastées de l'histoire islamique et les perceptions autour de figures majeures… du Prophète Sidna Mohammed (paix et salut sur lui) à ses compagnons… exigent autre chose que des jugements à l'emporte-pièce… un minimum de rigueur… et un peu de retenue…

Dans cette affaire, il y a peut-être une leçon… mais pas celle que l'on croit… Elle tient en une évidence que même les meilleurs discours ne peuvent maquiller… la morale ne supporte pas la condescendance… Elle exige, au minimum, une forme de cohérence… Et surtout, elle ne s'impose pas d'en haut, comme un verdict sans appel…

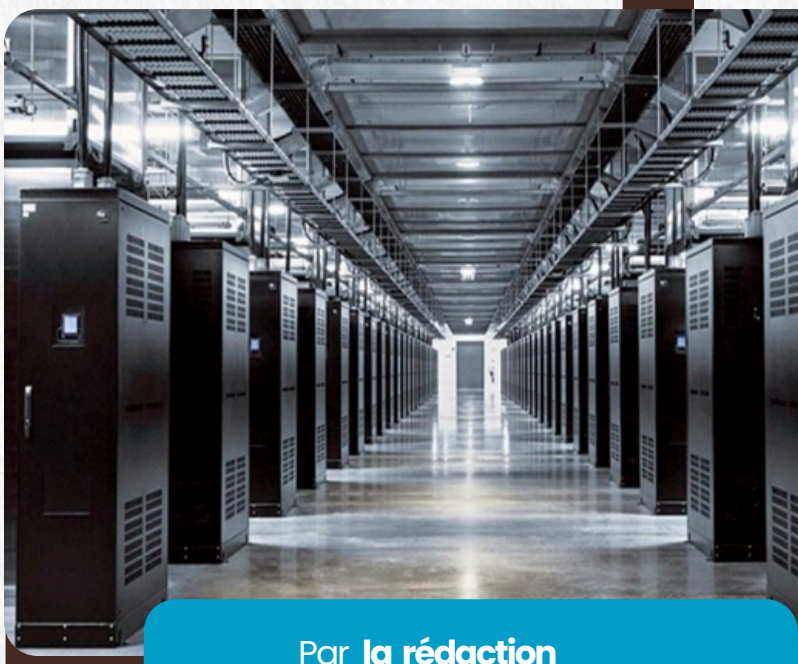
Au Maroc, le débat est parfois rugueux, souvent bruyant, mais il a encore ceci de sain… il n'aime pas qu'on lui parle du haut d'un piédestal, surtout quand celui-ci vacille… Et pendant que certains rejouent leur propre procès en distribuant les rôles, le public, lui, a déjà tranché… avec cette ironie tranquille qui fait les réputations et défait les sermons…

Le Maroc n'a pas besoin de morale venue d'ailleurs pour savoir où il se situe… Il lui suffit de ce qu'il a toujours défendu… la lucidité sur ses intérêts, la fermeté sur ses choix… et ce refus tranquille des leçons importées qui, à force de vouloir corriger le pays, finissent surtout par révéler ceux qui les donnent… Wa Salam Aleykoum wa Rahmatou Allah.



DATA CENTERS MAROCAINS : LE MYTHE DU 100 % SOUVERAIN

Dans cette guerre qui a brutalement redessiné le Moyen-Orient depuis la fin février, le choix du Pakistan comme médiateur n'a rien d'un détail logistique.



Par **la rédaction**

Le Maroc a raison de vouloir renforcer sa souveraineté numérique. Héberger les données sensibles sur le territoire national, développer des infrastructures cloud locales, sécuriser les services publics, protéger les données des citoyens et réduire la dépendance aux grandes plateformes étrangères sont devenus des impératifs stratégiques. Mais une confusion persiste : croire qu'un data center installé au Maroc serait, par nature, un data center 100 % souverain.

Un data center peut être marocain par son implantation, son opérateur, son cadre juridique et ses clients. Il peut respecter les exigences de la CNDP, appliquer la loi 09-08 sur les données personnelles, être audité par des équipes nationales et servir des administrations publiques. Mais cela ne signifie pas qu'il maîtrise toute la chaîne technique qui le fait fonctionner. La souveraineté numérique ne se décrète pas par l'adresse postale d'un bâtiment.

Première dépendance : le matériel. Les serveurs, processeurs, GPU, cartes réseau, systèmes de stockage, routeurs, pare-feux, baies, onduleurs et équipements de refroidissement proviennent de chaînes industrielles mondiales. Le Maroc peut acheter, assembler, installer et exploiter. Mais il ne fabrique pas les puces, ne contrôle pas les architectures critiques, ne décide pas seul des cycles de production, ni des restrictions d'exportation. Or, dans le monde de l'intelligence artificielle, cette dépendance devient encore plus visible : sans GPU, pas de calcul massif ; sans composants avancés, pas de cloud compétitif.

Deuxième dépendance, plus discrète : le logiciel. Un data center moderne n'est pas seulement une salle remplie de machines. C'est un empilement de couches logicielles : systèmes d'exploitation, hyperviseurs, plateformes de virtualisation, bases de données, outils de sauvegarde, orchestration Kubernetes, pare-feux applicatifs, supervision, automatisation, chiffrement, gestion des identités, solutions SIEM, EDR, anti-DDoS. Chaque couche dépend de licences, de mises à jour, de correctifs de sécurité, de documentations techniques, de communautés open source ou d'éditeurs privés souvent étrangers.

C'est ici que le mythe du 100 % souverain se fissure le plus. La souveraineté ne se perd pas seulement à l'achat du serveur. Elle se rejoue chaque semaine, parfois chaque jour, au moment des patchs, des montées de version, des vulnérabilités critiques, des renouvellements de certificats, des dépendances logicielles et du support constructeur. Un data center qui ne se met pas à jour devient rapidement vulnérable. Un data center qui se met à jour reste dépendant de fournisseurs externes. Le dilemme est là.

La maintenance révèle cette dépendance permanente. Firmware des serveurs, BIOS, contrôleurs RAID, cartes réseau, GPU, systèmes de stockage : tous nécessitent des correctifs. Les hyperviseurs doivent être maintenus. Les bases de données doivent être patchées. Les outils de cybersécurité doivent recevoir des signatures et des flux de renseignement sur les menaces. Les plateformes cloud internes doivent évoluer pour rester compatibles, sûres et performantes. Même l'open source, souvent présenté comme une voie de souveraineté, exige des compétences rares, une veille constante et une capacité d'audit que peu d'organisations maîtrisent totalement.

Troisième dépendance : le réseau. Un data center marocain reste relié au monde par des câbles sous-marins, des opérateurs télécoms, des points d'échange Internet, des protocoles internationaux et des routes numériques qui ne s'arrêtent pas aux frontières. Cette interconnexion est une force pour l'économie numérique marocaine.

Mais elle signifie aussi que l'autonomie totale est illusoire. Internet est, par essence, une architecture d'interdépendance.

Quatrième dépendance : l'énergie. Même si le Maroc mise sur les énergies renouvelables, et même si certains projets de data centers verts ouvrent des perspectives intéressantes, la chaîne énergétique reste elle aussi technologique. Panneaux solaires, batteries, transformateurs, systèmes de pilotage, refroidissement, logiciels d'optimisation énergétique : là encore, la souveraineté dépend de composants, de normes et de savoir-faire mondialisés.

Faut-il en conclure que la souveraineté numérique marocaine est impossible ? Non. Ce serait une erreur inverse. Le vrai sujet n'est pas d'atteindre une souveraineté absolue, mais de construire une souveraineté maîtrisée, graduée et lucide. Le Maroc peut contrôler la localisation des données sensibles, imposer des règles contractuelles strictes, exiger des audits de sécurité, développer des compétences nationales, favoriser des architectures hybrides, diversifier les fournisseurs, documenter les dépendances critiques et mettre en place des plans de continuité.



La souveraineté numérique n'est donc pas un état pur. C'est une stratégie de réduction des dépendances dangereuses. Elle consiste à savoir ce que l'on contrôle, ce que l'on ne contrôle pas, ce que l'on peut remplacer, ce que l'on doit auditer et ce que l'on ne doit jamais confier à un seul acteur.

Le Maroc a besoin de data centers nationaux. Il a besoin de cloud local. Il a besoin d'infrastructures robustes pour l'administration, la santé, la finance, l'éducation, la sécurité et l'intelligence artificielle. Mais il a surtout besoin d'un discours honnête. Dire "100 % souverain" rassure politiquement, mais affaiblit techniquement. Dire "souveraineté maîtrisée" oblige à travailler sérieusement.

La vraie souveraineté numérique marocaine ne sera pas dans le slogan. Elle sera dans la capacité à identifier les dépendances, à les réduire, à les contractualiser, à les surveiller et à former les ingénieurs capables de les comprendre.

En clair : un data center marocain peut être souverain d'usage, souverain de gouvernance, souverain de localisation. Mais il ne sera jamais totalement souverain technologiquement. Et ce n'est pas un échec. C'est simplement la réalité du monde numérique contemporain.

كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS

Adnan Debbarh



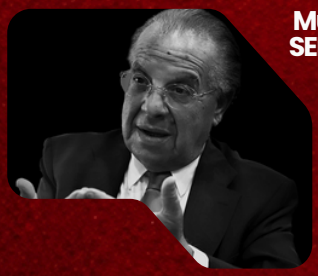
Aziz Boucetta



Aziz Daouda



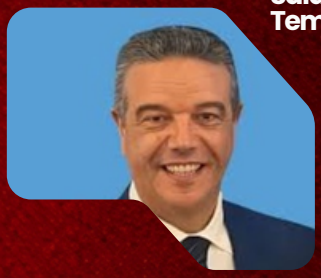
Mustapha SEHIMI



Lahcen Haddad



Saïd Temsamani



Bargach Larbi



Mohammed Yassir Mouline



Az-Eddine Bennani



Rachid boufous



Ali Bouallou



عبدالفتاح الصادقي



كتاب الرأي

CONTRIBUTEURS DU NUMÉRO

By Lodj

DEBATS


Ikbal Sayah


Taoufiq Boudchiche


Amine Sami


Adil Ben Hamza


Idris Quraish


Hicham Kasraoui


Anissa Mekouar Senhadji


Aya Faria


Hicham EL AADNANI


Abdelghani El Arrasse


Adnane Benchakroun


Aicha bouskine




Anwar CHERKAOUI

حرمان العدول من فتح حسابات لدى صندوق الإيداع والتدبير : مبررات قانونية أم تمييز غير مبرر؟

يشكل قرار حرمان السادة العدول من فتح حسابات لدى صندوق الإيداع والتدبير موضوعا مثيرا للجدل داخل الأوساط المهنية والقانونية خاصة في ظل تبرير هذا المنع بالالتزامات الدولية المرتبطة بمحاربة غسل الأموال وتمويل الإرهاب وعلى رأسها مقتضيات مجموعة العمل المالي.



تعتمد الحكومة في موقفها على كون هذه المعايير الدولية تفرض شروطا صارمة تتعلق بالشفافية وتتبع العمليات المالية وتحديد هوية المستفيدين الفعليين وهو ما تعتبره غير متوفر بالشكل الكافي في بعض الممارسات المرتبطة بمهنة العدول غير أن هذا التبرير يطرح أكثر من علامة استفهام خصوصا عند مقارنته بوضعيات مهنية مماثلة.

فالمفارقة الواضحة تكمن في أن نفس الالتزامات القانونية المفروضة في إطار محاربة غسل الأموال تنطبق أيضا على مهنيين آخرين مثل هيئة الموثقين بالمغرب وهيئة المحامين بالمغرب الذين يسمح لهم بفتح حسابات لدى نفس المؤسسة والاستفادة من خدماتها رغم أنهم يباشرون بدورهم معاملات مالية حساسة ويخضعون لنفس قواعد اليقظة والامتثال.

هذا التفاوت في المعاملة يطرح إشكالية حقيقية تتعلق بمبدأ المساواة بين المهن القانونية والقضائية ويغذي شعورا لدى السادة العدول بوجود نوع من التمييز غير المبرر فإذا كانت شروط الامتثال هي نفسها والالتزامات الرقابية واحدة فلماذا يتم استثناء فئة دون غيرها؟

يرى العديد من المهنيين أن الإشكال لا يكمن في طبيعة مهنة العدول بل في غياب إرادة لتأطيرها بشكل يتماشى مع المعايير الدولية عبر وضع آليات واضحة للمراقبة والتتبع بدل اللجوء إلى المنع الكلي فالحل في نظرهم يجب أن يكون إدماجيا لا إقصائيا قائما على التحديث والتأهيل وليس على الإبعاد.

كما أن هذا الوضع قد ينعكس سلبا على دور العدول في تأمين المعاملات إذ أن حرمانهم من آلية مؤسساتية مثل صندوق الإيداع والتدبير قد يدفع بعض العمليات إلى قنوات أقل أمانا وهو ما يتعارض في حد ذاته مع أهداف محاربة غسل الأموال التي تتذرع بها الحكومة.

إن فتح حسابات للسادة العدول لدى صندوق الإيداع والتدبير لأغراض الاستعمال المهني من شأنه الرفع من مستوى الشفافية وضمان تتبع العمليات، بما يدعم الأمن التعاقدي ويعزز الثقة بينهم وبين المواطنين. كما تسهم هذه الآلية في تحسين الامتثال لمتطلبات مكافحة غسل الأموال وتمويل الإرهاب، بما يتماشى مع توصيات مجموعة العمل المالي، وليس العكس. وهذا سيسهم لامحالة في تعزيز موقف بلادنا خلال عملية تقييم منظومتها في إطار الجولة الثالثة المرتقبة خلال الأشهر المقبلة.

وفي الختام، يظل التساؤل الجوهري مطروحًا : هل يتعلق الأمر فعلًا بمتطلبات قانونية دولية صارمة، أم أنها مجرد مبررات للإبقاء على الوضع القائم خدمةً لمصالح مهنية ضيقة ترى في مهنة العدول منافسًا، دون مراعاة المصلحة الوطنية؟ وبين هذا وذاك، يبقى العدول في انتظار إنصاف يعيد التوازن بين مختلف المهن، ويكرس مبدأ العدالة والمساواة في الولوج إلى خدمات المؤسسات العمومية بما يخدم الصالح العام

فقد بدا الاتحاد الاوروبي عاجزا عن لعب دور ما سواء في احتواء التصعيد او في فرض مبادرات مستقلة .

المفارقة ان الإتحاد الأوروبي الذي كان يفترض ان يتحول الى قطب موازن داخل النظام الدولي ، وجد نفسه في موقع المتلقي للتداعيات ، أكثر من كونه صانعا لها . وهو ما يطرح سؤالا جوهريا حول مستقبل دوره وقدرته على استعادة استقلاليته الاستراتيجية في عالم يتجه بسرعة نحو إعادة توزيع مراكز القوة . خصوصا ان الإتحاد الأوروبي وحلفاء الناتو عبروا عن تحفظ واضح إزاء الانخراط المباشر في الصراع ، وهو ما كشف عن تراجع في تماسك التحالف الغربي .

هذا التراجع الأوروبي المصحوب بتردد أطراف داخل الحلف الأطلسي، فتح المجال أمام روسيا والصين لاعادة التموقع وتعزيز نفوذهما وموقعهما في معادلة التوازن الدولي .

ومن هنا يمكن فهم هذه الحروب ليس فقط كصراعات منفصلة ، بل كجزء من عملية أوسع لإعادة تشكيل النظام الدولي ، حيث تتراجع أحادية القطب وتتصاعد ملامح التعددية .

وفي المقابل يبرز في فضاءنا نمط من التفاعل يغلب عليه البعد العاطفي في قراءة الأحداث، حيث يختزل المشهد في ثناءية نصر او هزيمة بمعايير عاطفية أكثر منها واقعية .

فالهتاف بانتصارات مطلقة لأي طرف لايعكس بالضرورة حقيقة موازين القوى . وفي هذا الإطار يلاحظ ان البعض يحتفي بانتصار إيراني، وهو احتفاء لا يستند من قراءة موضوعية ، بقدر ما تحكمه اعتبارات ذاتية عاطفية او قصور في الوعي البنيوي بطبيعة العلاقات الدولية. فالنتائج تقاس بمدى تحقيق الأهداف الاستراتيجية لا بمجرد القدرة على الصمود او تسجيل مواقف ظرفية .
لم تكن الهدنة بين الولايات المتحدة وإيران نهاية الصراع ، بل عنوانا لمرحلة انتقالية ضمن مسار طويل من إعادة رسم الخرائط، كما ان الخطأ لم يكن فقط في نقل مركز الإهتمام الدولي إلى أوكرانيا، بل في سوء تقدير تداعيات هذا التحول وترك فراغ استراتيجي في منطقة لاتقبل الفراغ .

إننا أمام عالم جديد ، لا تحسم فيه الحروب بإعلان النصر ، بل تدار فيه الصراعات بمنطق استنزاف الخصوم وإعادة تشكيل توازنات دقيقة ضمن مسار يتجه نحو إعادة تشكيل النظام الدولي الجديد .



الهدنة وإعادة التموقع الإقليمي
نحو إرساء نظام دولي جديد



الدكتور **إدريس قريش**

لم تعد الحروب في عالم اليوم تقاس بمنطق الانتصار والهزيمة كما في السابق ، حيث تحولت إلى أدوات لإعادة تشكيل موازين القوى وصياغة خرائط النفوذ .

وفي هذا الإطار تندرج الحرب بين الولايات المتحدة وإيران ، كما هو شأن الحرب في أوكرانيا، باعتبارهما حلقتين مترابطتين في مسار دولي يعيد ترتيب أولوياته، ولكن بثمن باهظ جدا .

كما أكدت في مقال سابق ، فإن نقل مركز الإهتمام الدولي من الشرق الاوسط إلى اوكرانيا لم يكن مجرد تحول في الأولويات، بل خطأ استراتيجيا عميقا، إذ أدى الى إحداث فراغ في منطقة شديدة الحساسية ، استغلته ايران لتعزيز نفوذها وتوسيع مجال تحركاتها عبر حلفائها . ولم يكن السابع من اكتوبر إلا تجسيدا صريحا لهذا التحول ، وفتح الباب أمام سلسلة من التداعيات ألتي امتدت من مأساة غزة الى الحرب مع ايران .

غير ان هذه الحرب ، بخلاف الحروب التقليدية لم تكن تستهدف احتلال الأرض او فرض استسلام مباشر ، بل تسعى إلى إعادة ضبط السلوك الإقليمي الإيراني وتقليص هامش نفوذه دون الذهاب إلى حد إقصاءه الكامل من المعادلة. انها حرب لإعادة التموقع وليس الإقصاء.

وفي هذا السياق يكتسي مفهوم الهدنة في العلاقات الدولية دلالة تتجاوز معناها التقليدي كوقف إطلاق النار، ليصبح أداة سياسية واستراتيجية لإعادة ترتيب الأوراق وامتصاص الصدمات وتهيئة الأرضية لمراحل تفاوضية أكثر عمقا . فالهدنة لا تعني بالضرورة نهاية الحرب ولايمكن قراءتها كدليل على انتصار طرف وهزيمة آخر .

وفي خضم هذه الدينامية ، تبرز ظاهرة المفاوضات المباشرة في إسلام أباد بين الولايات المتحدة وإيران ولأول مرة بهذا المستوى منذ الثورة الايرانية سنة 1979 ، وهو تحول بالغ الدلالة ، ويعكس انتقالا في أسلوب التعامل مع الصراع . فقبول طهران الجلوس مع واشنطن ألتي طالما وصفتها "بالشيطان الكبير" يكشف عن سر غير معلن .

فإن ما يجري لا يندرج في منطق الإقصاء، بل في إطار إعادة التموضع حيث يعاد تعريف دور إيران من فاعل مبادر ومحرك إلى فاعل محكوم بقواعد جديدة من الردع والاحتواء . وهو تعبير عن مرحلة انتقالية تعاد فيها صياغة التوازنات .

إن القراءة الواضحة لهذه الحرب تكشف أن ما تحقق يتجاوز بكثير ما تم الإعلان عنه ، فلم يكن الهدف إنهاء الدور الإيراني بشكل كلي ، بقدر ما كان السعي إلى إعادة الحد من امتداداته الإقليمية، مما يحوله من فاعل مبادر ومؤثر الى فاعل تحت رقابة احتواءية مهيكلة، مع الإبقاء عليها كعنصر توظيف ضمن توازنات الصراع . حيث يعاد توجيه دورها بما يخدم ضبط الإيقاع الإقليمي. فتواجد إيران ، وان تم تقليص حجمه ، يظل أداة لإعادة تشكيل البيئة الاستراتيجية، خاصة في ما يتصل بمسار التطبيع مع اسرائيل، إذ يمكن توظيف هذا الحضور كعامل ضغط للحد من تجدد الحرب الشاملة .

وهو احتمال يظل واردا بقوة بالنظر إلى الوضعية ألتي توجد عليها إيران في خضم هذه الحرب ، حيث تجد نفسها مضطرة للتكيف مع ضغوط عسكرية واقتصادية وسياسية بما يحد من قدرتها على المبادرة ويدفعها للقبول بأدوار ضمن حسابات اخرى.

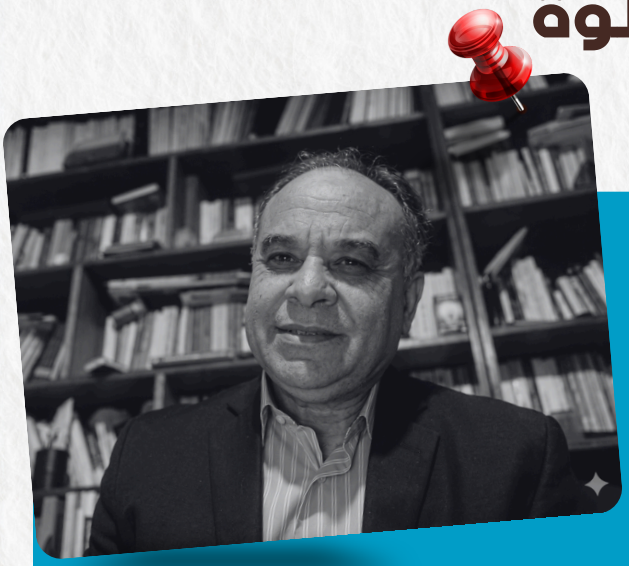
ويضاف إلى ذلك لجوء النظام الإيراني إلى تشديد التحكم في الفضاء المعلوماتي وحجب الانترنت، وهو ما يعكس حرص النظام على ضبط المعلومة على الرأي العام بما ينسجم مع متطلبات المرحلة وحساسية موقعها في معادلة الصراع.

وبغض النظر عن مآلات المفاوضات ، يبدو أن مسار احتواء إيران قد تجاوز مرحلة الاحتمال ليصبح خيارا استراتيجيا قاءما بذاته ، تحكمه حسابات دولية وإقليمية شبه محسومة وفي مقدمتها تسارع وتيرة التطبيع حتى يشمل وقف الحرب على ايران وحلفائها.

وفي هذا السياق تتحول المفاوضات من أداة لحل الأزمة إلى آلية لإدارة هذا الاحتواء.

غير أن التأثير الأعمق لهذه التحولات لم يقتصر على طرفي الصراع ، بل امتد ليطال بنية النظام الدولي نفسه . فإذا كانت حرب اوكرانيا قد أضعفت الإتحاد الأوروبي اقتصاديا بفعل أزمات الطاقة والتضخم وتكاليف الدعم ، فإن الحرب الإيرانية جاءت لتعمق هذا الضعف عبر تقليص حضوره الجيوسياسي والجيواستراتيجي .

أزمة الصحافة في عصر سطوة شبكات التواصل الاجتماعي



عبدالفتاح الصادقي

من البارز أن التطور السريع للتقنيات الرقمية وشبكات التواصل الاجتماعي، أحدث تحولاً جذرياً في المشهد الإعلامي وفي طريقة اشتغال الإعلاميين المهنيين. فبينما ساهم هذا التحول في إتاحة المعلومات للجميع، فقد أدى، في المقابل، إلى تراجع مخيف في دور الصحفيين المهنيين ووسائل الإعلام المنظمة. وفي هذا السياق يطغى الخطاب العاطفي، الذي غالباً ما يفتقر إلى الدقة والمصداقية، ويفرض سيطرته على المجتمع، في الفضاءات العامة والخاصة على حد سواء، مما يُنذر بعواقب وخيمة على تشكيل الرأي العام وسير عمل النظام الديمقراطي ومؤسساته المنتخبة.

والحقيقة أن وسائل الإعلام المهنية، لطالما اضطلعت بدور وسيط حاسم في نقل الأخبار وبسط الحقائق أمام الجمهور، والمساهمة في صناعة القرار، حيث كانت تضمن التحقق من المعلومات، والالتزام بالمعايير الأخلاقية، ووضع الأحداث في سياقها الصحيح. وكانت الصحافة تقوم على مبادئ أساسية كالصدق والموضوعية والمسؤولية الاجتماعية واحترام أخلاقيات المهنة، إلا أن صعود المنصات الرقمية وشبكات التواصل الاجتماعي قد أخلّ بهذا النموذج، إذ فسح المجال أمام أي شخص، بغض النظر على مستواه التعليمي وعن تكوينه المهني، من أجل إنتاج المعلومات ونشرها ومناقشتها، دون أن يمتلك المهارات ويخضع للالتزامات الأخلاقية الخاصة بالمهنيين.

إن هذا التحول الذي لا يخضع لأي تنظيم، أدى إلى تفاقم الهشاشة التي يعانيها المشهد الإعلامي الوطني، وتسبب في انتشار بيئة إعلامية جديدة تهيمن عليها مظاهر التبسيط والتسطيح والانتشار السريع والسعي وراء الظهور، مهما كلف الأمر ذلك. في هذه البيئة، يظهر أن المحتوى العاطفي والمُثير للضجة والفضائحية، يميل إلى الانتشار أسرع من الخبر الموثوق والتحليل الدقيق، ذلك أن خوارزميات شبكات التواصل الاجتماعي تُضَخِّم هذه الظاهرة من خلال إعطاء الأولوية للمحتوى الذي يدغدغ عواطف الناس، ويُثير ردود فعل فورية، على حساب جودة المعلومات وموثوقيتها.

ونتيجةً لذلك، أصبح الخطاب العام يتسم، بشكل متزايد، بالشعبوية والذاتية والتضليل، حيث تنتشر "المعلومات" الكاذبة، والأخبار الزائفة، على نطاق واسع، كالنار في الهشيم، مما يُطمس الحدود بين الحقيقة والزيف، وبين الصدق والكذب. ويُقوّض هذا الوضع ثقة المواطنين في وسائل الإعلام التقليدية والمؤسسات العامة، ويُؤجّج مناخًا من الشك والريبة، تخلط فيه الأوراق، حيث لم يعد هناك تمييز بين الصحفي المهني وصاحب صفحة في الفايسبوك وقناة في اليوتوب ..

ومن أخطر عواقب هذا التطور تحوّل آليات تشكيل الرأي العام. فبينما كان الخطاب العام يعتمد سابقًا على تعدد المصادر الموثوقة والنقاشات المنظمة، أصبح الآن يتأثر بتدفقات معلوماتية مُجزأة، وغير مضبوطة، ومتحيزة، وغير صحيحة، في كثير من الأحيان.

ولا شك أن لهذا التحول الرهيب، تداعيات مباشرة على الديمقراطية، وهي تداعيات لا يمكن إلا أن تكون سلبية. فمن خلال إضعاف دور الإعلام كضامن للشفافية والمساءلة، يحدّ ذلك من قدرة المواطنين على اتخاذ قرارات مستنيرة ومتوازنة، حيث تتأثر العمليات الانتخابية بحملات التضليل، بينما يتم تسميم النقاش العمومي بهيمنة الخطاب التبسيطي والعاطفي.

مع ذلك لابد من التنبيه إلى أمر بالغ الأهمية، إذ من التبسيط المفرط، النظر إلى هذا التطور من منظور سلبي فقط، فالتقنيات الرقمية تُتيح أيضًا فرصًا لتنشيط الصحافة وتعزيز مشاركة المواطنين. وتظهر أشكال جديدة تُعزز التفاعل وتنوع الأصوات، في حالة الاستغلال الجيد لهذه التقنيات. ولذلك، يكمن التحدي الحقيقي في كيفية التعامل مع هذه التقنيات إيجاد توازن بين الانفتاح والرقابة، والتنظيم واحترام القانون والمؤسسات.

ولمواجهة هذه التحديات، من الضروري تعزيز الوعي الإعلامي لتمكين المواطنين من تطوير نهج نقدي تجاه المعلومات والأخبار التي يتم تداولها. كما يجب على الجهات الفاعلة في قطاع الاتصالات ومختلف المنصات الرقمية أن تتحمل مسؤولية أكبر في مكافحة التضليل، وعلى المؤسسات الإعلامية المهنية التكيف مع التطور التكنولوجي من خلال الإبداع والابتكار، مع التأكيد على قيمها الأساسية المرتكزة على أخلاقيات المهنة.

في نهاية المطاف، لا تعني أزمة الصحافة في عصر شبكات التواصل الاجتماعي زوال دور الإعلام المهني التقليدي، بل تحوله وفق الضرورات التي يفرضها التطور التكنولوجي. وفي هذا السياق، ستكون قدرة المجتمعات على الحفاظ على فضاء عام قائم على معلومات موثوقة ومتعددة المصادر، عاملاً حاسماً في مستقبل الديمقراطية.

المغرب لا يريد أن يبقى مجرد مساحة للاستقرار الإداري، بل يسعى إلى أن يكون قاعدة للإنتاج والصناعة واللوجستيك والطاقة والتكنولوجيا. وهذا رهان بنيوي، لا مجرد عملية تسويق سياسي، خصوصاً في عالم يعيد ترتيب سلاسل القيمة ويرفع منسوب المنافسة بين الدول الصاعدة.

وقد عادت الصحة والتعليم أيضاً إلى صدارة الأولويات. وهنا أيضاً لا يصح أن نقيس كل شيء بالإحساس اللحظي. فتأهيل البنيات، والتوظيف، وتثمين المهن، والرقمنة، وتوسيع القدرات، وإصلاح الأنظمة، كلها أوراش تحتاج إلى وقت قبل أن يظهر أثرها بشكل كامل. وهنا يقع أحد أفخاخ النقاش السياسي المعاصر : أن نطالب بنتائج فورية في قطاعات تراكمت فيها الاختلالات طيلة عقود. وفي هذه النقطة، يبدو ما قاله رئيس الحكومة ضمنًا مقنعًا: خمس سنوات لا تكفي وحدها لمعالجة ما تراكم على مدى أزمنة طويلة.

وينبغي أيضاً الانتباه إلى بعد سياسي آخر، يكاد يكون نفسياً في هذه المرحلة من نهاية الولاية، فخطاب الحصيلة لم يرد أن يقنع بالأرقام فقط، بل أراد أن يضع القرار في مواجهة الجدل، والفعل في مواجهة الكاريكاتور السياسي، وقد لا يكون ذلك أنيقاً في كل مرة، وربما يظهر أحياناً بنفس دفاعي، غير أن المقصود يبقى مفهوماً : رفض أن يتحول نقاش 2026 الانتخابي إلى مسرحية تُبنى كلها على فكرة الفشل المطلق. فهذه الدراما قد تفيد تكتيكياً، لكنها تربك الوعي الجماعي. وعندما نصور كل حكومة على أنها كارثة كاملة، فإننا نفرغ السياسة من معناها ونضعف ثقة الناس في الفرز والحكم.

في المحصلة، السؤال الفعلي هو : هل كان هذا الانتقاد نافعاً؟ وهنا يبدو الجواب أقرب إلى نعم. نافعاً لأنه حمى بعض التوازنات من الانزلاق. نافعاً لأنه دفع إصلاحات اجتماعية كان الجميع يتحدث عنها منذ سنوات دون أن يتحمل كلفتها السياسية. نافعاً لأنه حافظ على جهد استثماري في فترة يغلب عليها عدم اليقين. ونافعاً، أخيراً، لأنه حكم في عالم أقل استقراراً مما كان عليه الوضع سنة 2021، من غير أن يكتفي بتسيير الحد الأدنى.

وفي العمق، تستحق حصيلة 2021-2026 أن تُقرأ كحصيلة صمود إصلاحي. فهي ليست ملحمة، كما أنها ليست انهياراً. إنها ولاية عملت تحت الضغط، بما فيها من مناطق ظل وتأخرات واختيارات قابلة للنقاش، ولكن أيضاً بما فيها من سمك سياسي ومادة ملموسة. وربما هذا هو الدرس الذي ينبغي أن يبقى حاضراً عند لحظة التقييم : رغم الضغوط، ورغم الصدمات، ورغم نفاد صبر جزء من المجتمع، فإن هناك معطيات ملموسة تساند فكرة أن الحصيلة العامة تميل إلى الإيجاب. ليست حصيلة مقدسة، ولا محصنة من النقد، ولكنها حصيلة يبدو أن ما أنجزته أثقل مما يراد تشويهه أو تصغيره.



أما في ملف القدرة الشرائية، فأطروحة الحكومة واضحة : فعلى الرغم من التضخم المستورد، وتوالي سنوات الجفاف، والصدمات الخارجية، حاولت الدولة أن تخفف الضغط عن الأسر من خلال الأجور، والتحويلات المباشرة، والإجراءات الجبائية، والدعم. وللدفاع عن هذا المنحى، تستند الحكومة إلى سلسلة من المؤشرات الاجتماعية والمالية الثقيلة. فقد جرى تعبئة 135 مليار درهم عبر نظام المقاصة للحد من ارتفاع أسعار عدد من المواد الأساسية، كما تؤكد أن الدعم الاجتماعي المباشر شمل ما يقرب من أربعة ملايين أسرة، بغلاف إجمالي بلغ 52 مليار درهم إلى غاية نهاية يناير 2026.

وعلى مستوى الدخول، تبرز الحكومة زيادة عامة قدرها 1.000 درهم صافية شهرياً لفائدة الموظفين، جرى تنفيذها على مرحلتين. وبذلك انتقل متوسط الأجر الشهري الصافي في الوظيفة العمومية، حسب المعطيات المقدمة، من 8.237 درهماً سنة 2021 إلى 10.600 درهم سنة 2025، أي بزيادة تقارب 29 في المائة، كما ارتفع الحد الأدنى الصافي للأجر الشهري في القطاع العام من 3.258 إلى 4.500 درهم.

وفي القطاع الخاص، تشير الحكومة إلى رفع الحد الأدنى للأجر في الأنشطة غير الفلاحية بنسبة 20 في المائة، حيث انتقل الأجر الشهري الصافي من 2.828,71 درهماً إلى 3.422,72 درهماً منذ فاتح يناير 2026. أما في الأنشطة الفلاحية، فقد ارتفع الحد الأدنى للأجر بنسبة 25 في المائة، منتقلاً من 1.994,2 درهماً إلى 2.533,44 درهماً ابتداءً من فاتح أبريل 2026. ويضاف إلى ذلك مراجعة الضريبة على الدخل، بكلفة فاقت 7,6 مليارات درهم، وهي خطوة قيل إنها ستحسن دخل فئات مختلفة بأكثر من 400 درهم.

في النهاية، تربط الحكومة الدفاع عن القدرة الشرائية أيضاً بولوج السكن، مؤكدة أن أكثر من 96.000 أسرة استفادت فعلاً من برنامج الدعم المباشر للسكن. وباختصار، فإن الرواية التي تدافع بها الحكومة عن نفسها تقول إنها، رغم الضغوط الخارجية والإكراهات الداخلية، سعت إلى ألا يترك الاضطراب الاقتصادي الأسر المغربية وحيدة أمام الغلاء.

كتاب الرأي

لا تهويل ولا تبخيس : الحصيلة الحقيقية لولاية حكمت تحت الضغوط



بقلم
عدنان بنشقرون

في الحقيقة، ليس السؤال الأهم هو ما إذا كانت هذه الولاية مثالية أم لا، فهي بالتأكيد لم تكن كذلك. السؤال الجوهري هو: هل كانت مفيدة؟ وفي هذه النقطة بالذات، يبدو أن الجواب يميل إلى الإيجاب.

بعدة أسابيع فقط قبل الانتخابات التشريعية لشهر شتنبر 2026، يعود نقاش الحصيلة الحكومية إلى واجهة الحياة السياسية، كما كان دائماً في كل ديمقراطية حية : لحظة مواجهة بين الروايات، واختباراً للمسافة بين الصورة والواقع، وبين الطموح وما أمكن إنجازه فعلاً. كل طرف سيقدم قراءته، والمعارضة ستركز على نقاط الضعف، فيما ستتشبث الأغلبية بخياراتها، وسيبقى الحكم الأخير للمواطنين، بذاكرتهم وتجربتهم اليومية وقدرتهم على التمييز.

هذا أمر طبيعي، بل صحي أيضاً، شرط ألا نقع في خلط أصبح متداولاً: خلط النقد بالنفي، والاختلاف بالتبخيس. وعند النظر بهدوء إلى مرحلة 2021-2026، تبرز خلاصة واضحة : رغم قساوة الظروف وتعدد الضغوط، تبدو الحصيلة العامة أقرب إلى الإيجاب، خصوصاً من زاوية التماسك العام، والصمود الاقتصادي، وحجم الأوراش التي فُتحت.

إن حصيلة الفترة 2021-2026 تستحق، دون شك، أن تُقرأ باعتبارها حصيلة صمود مقرون بإرادة الإصلاح. فرئيس الحكومة، أمام البرلمان بغرفتيه، لم يكن يعرض أرقاماً ومؤشرات فحسب، بل سعى إلى فرض قراءة سياسية لولايته : قراءة تقدم حكومة وجدت نفسها في زمن الاهتزازات المتلاحقة، مجبرة على التدبير في ظروف صعبة، أحياناً في غياب الشعبية، وغالباً تحت ضغط الاستعجال، ومع ذلك لم تتخل عن هاجس التغيير.

كانت جائحة كورونا لا تزال حاضرة في الأذهان، ثم زادت حرب أوكرانيا في إرباك الأسواق، وضغط التضخم المستورد على القدرة الشرائية، وأضعفت السنوات الجافة الفلاحة، قبل أن تضيف التوترات الجيوسياسية الإقليمية مقداراً آخر من الضبابية. ويمكن طبعاً مناقشة الأسلوب والتواصل وترتيب الأولويات وحتى بعض مواطن التأخر، لكن إنكار أن الحكومة اشتغلت تحت إكراهات حقيقية لا يخلو من كسل في الحكم.

وهنا يبرز أول مفتاح في قراءة هذه الحصيلة : القدرة على الاحتمال وامتصاص الصدمات، فالمغرب لم يعش هذه السنوات في سياق عادي، ومع ذلك لم تتوقف الدولة، ولم تتراجع عن كبرى إصلاحاتها. وهذا يستحق أن يُقال، لأن النقاش العام يميل أحياناً إلى مقارنة نتائج واقعية بوعود صيغت كأنها في عالم مفترض، بلا حروب ولا تضخم ولا إجهاد مائي ولا توتر في الطاقة. والحقيقة أن الاختبار الفعلي لأي حكومة لا يكون في زمن الرخاء، بل في قدرتها على الثبات عندما تسوء المعطيات. ومن هذه الزاوية، يجوز للأغلبية أن تقول، دون مبالغة، إنها أبقت البلاد واقفة وهي تواصل التقدم.

أما على الواجهة الاقتصادية، فالمرافعة التي تقدمها الحكومة تبدو متماسكة، حتى وإن كانت لا تغلق كل الملفات، فهي تشير إلى أن النمو عاد إلى 4,8 في المائة سنة 2025 بعد ضعف 2022، وأن التضخم تراجع إلى 0,8 في المائة مع نهاية 2025 بعد أن بلغ 6,6 في المائة في ذروة الأزمة، وأن عجز الميزانية انخفض إلى 3,5 في المائة، مع ميل الدين إلى التراجع وارتفاع المداخيل الضريبية، ويمكن بالطبع مناقشة كل مؤشر على حدة، لكن جمعها في صورة واحدة يقود إلى معنى لا يمكن تجاهله : ثمة استعادة نسبية للتوازن، وقدر من التحكم، وأهم من ذلك كله أن الانهيار لم يقع في فترة دفعت فيها اقتصادات كثيرة أثماناً أفدح. وليس المقصود هنا صنع معجزة خيالية، بل الاعتراف بأن هناك جدية في تدبير التوازنات.

وهذا الاستقرار على المستوى الكلي ليس تفصيلاً تقنياً محضاً، بل هو خيار سياسي بامتياز، فالبلد الذي يفقد السيطرة على التضخم والعجز وصورته المالية لا يستطيع أن يحمي طبقاته الوسطى، ولا فئاته الهشة، ولا قدرته على اتخاذ القرار بسيادة. وخلف الجداول والأرقام، يظل السؤال الأهم هو سؤال الوجهة. ومن الواضح أن الحكومة أرادت أن تقول إن بناء دولة اجتماعية دائمة لا يمكن أن يتم فوق مالية عمومية مضطربة. وفي هذا المضمار، سيكون من الصعب أن يُقال بنزاهة إن كل شيء كان خاطئاً.

ويبرز الاستثمار بدوره كأحد أقوى أوجه السردية الحكومية، فالأرقام المقدمة هنا لا تسعى فقط إلى تسويق الثقة، بل إلى تثبيت فكرة أعمق: 381 مشروعاً مصادقاً عليه بغلاف يبلغ 581 مليار درهم، وما يقارب 245.000 فرصة شغل مباشرة وغير مباشرة، إلى جانب تحسن لافت في الاستثمار الأجنبي المباشر، وارتفاع واضح في الاستثمار العمومي بين 2021 و2026. وما وراء الأرقام هو رهان سياسي واضح:

ترامب اليسوع، البابا هدفًا، ماكدونالدز في البيت الأبيض، ومضيق هرمز على صفيح ساخن : ابحث عن الخطأ

خلال ثمانٍ وأربعين ساعة فقط، نجح دونالد ترامب في سلسلة متلاحقة لا تسمح بها إلا هذه المرحلة من الزمن: تقديم نفسه في صورة "مخلّص" زائف، مهاجمة البابا، تحويل توصيل وجبة من ماكدونالدز إلى حدث دعائي داخل البيت الأبيض، ثم ربط ذلك بتصعيد جديد حول مضيق هرمز. للوهلة الأولى يبدو كل شيء عبثيًا. لكن عند التدقيق، تتضح خيوط رابط غير مرئية. كل شيء، رغم التناقض الظاهر، يتحرك داخل منطق واحد.

اللغة السياسية بوصفها صدمة رمزية

الصدمة الأولى كانت رمزية بامتياز. فقد وجّه دونالد ترامب انتقادات حادة للبابا لاوُن الرابع عشر، في سابقة لافتة من حيث حدّة الخطاب الموجّه إلى رأس الكنيسة الكاثوليكية. في الوقت نفسه، تداول صورة له وهو محاط بهالة من الضوء، في وضعية تُحيل بوضوح إلى أيقونات دينية مرتبطة بالشفاء أو الخلاص. ثم عاد لينفي الدلالة البصرية، مبررًا الصورة بأنها تعود لطبيب. لكن الأثر السياسي كان قد تحقق بالفعل. فالصورة لم تكن مجرد "انظروا إليّ"، بل حملت رسالة أعمق: "أنا المركز، أنا السلطة القادرة على الخلاص، حتى في مواجهة سلطة روحية عابرة للحدود".

البابا كقوة مضادة غير محتملة

لماذا استهداف البابا تحديدًا؟ لأن لاوُن الرابع عشر تحدث عن الحرب والسلام، وعن توظيف الخطاب الديني، وعن المسؤولية الأخلاقية في السياسة الدولية. أي أنه دخل مجالًا لا يحب ترامب أن يشاركه فيه أحد: مجال الشرعية الأخلاقية والسلطة الرمزية العالمية. في هذا التصور السياسي، لا يقبل القائد أن تنافسه سلطة أخرى، خصوصًا إذا كانت ذات بعد روحي وأخلاقي. لذلك، فإن الهجوم على البابا ليس انفعالًا عابرًا، بل محاولة لتقليص حضور مرجعية منافسة في فضاء المعنى.

ماكدونالدز : الشعبوية في شكلها البصري

ثم تأتي لحظة ماكدونالدز. الرئيس يستدعي وجبات سريعة إلى البيت الأبيض أمام الكاميرات، في مشهد يبدو بسيطًا لكنه محمّل بالدلالات. الرسالة واضح ة: في الوقت الذي تنشغل فيه "النخبة" بالسياسة العالمية والأسواق والحروب، هو يتحدث بلغة المواطن العادي: الطعام، الإكراميات، الحياة اليومية. إنها شعبوية بصرية عالية الكثافة. الفكرة ليست في الواقعية، بل في الإحساس بالواقعية. فالمهم هنا ليس حقيقة المشهد، بل تأثيره العاطفي.

مضيق هرمز : القوة كعرض بصري أخير

في الخلفية، يظهر ملف مضيق هرمز. تشير المعطيات إلى حديث عن "حصار" أو ضغط بحري في المنطقة، مع اختلاف بين الخطاب السياسي والتفاصيل العملياتية التي نقلتها بعض المصادر. الفارق بين الإعلان والتنفيذ ليس تفصيلًا ثانويًا، بل جزء من الأسلوب ذاته. يتم تضخيم الرسالة في البداية، ثم تُترك التفاصيل لتتكيف مع الواقع لاحقًا. وهكذا تتحول القوة إلى مشهد معلن أكثر من كونها إجراءً دقيقًا.

أين الخطأ؟

السؤال المركزي هنا : أين الخطأ في كل ذلك؟ الخطأ، إن وُجد، ليس في الأحداث نفسها، بل في طريقة قراءتها. فترامب لا يتصرف كرجل سياسة تقليدي يقع في تناقضات، بل كصانع سرديات يراكم الصور دون الحاجة إلى تنسيق منطقي صارم بينها. يمكنه أن يظهر كرمز شبه ديني، وأن يهاجم سلطة دينية، وأن يحتفل بالوجبات السريعة، وأن يلوّح بالقوة الجيوسياسية في الوقت نفسه، دون أن يشعر بضرورة بناء انسجام بينها.

منطق هذا الأسلوب ليس أيديولوجيًا ولا أخلاقيًا، بل درامي بالأساس. الهدف هو السيطرة على الانتباه، وإعادة تشكيل مركز النقاش الإعلامي، ثم دفع الآخرين إلى التفاعل مع الصور التي يصنعها. أما السياسات، فتأتي لاحقًا، إن جاءت أصلًا.

لذلك، فإن "الخطأ" الحقيقي لا يكمن فقط في المشهد، بل أيضًا في إصرار البعض على البحث عن منطق مؤسساتي تقليدي داخل سلوك تحكمه قبل كل شيء آلية التضخيم والصدمة. مع ترامب، لم يعد الاستثناء هو الأزمة... بل أصبح هو القاعدة



بقلم **عدنان بنشقرون**

إيران : ثلاث سيناريوهات محتملة لمستقبل النظام بعد الحرب



بقلم
عدنان بنشقرون

التطبيع القسري : سيناريو "صيني" – عسكَرة معلنة للنظام – تحوّل هجين

هناك حروب تُدمّر المدن والبنيات التحتية وسلاسل الإمداد. ثم هناك حروب أخرى تُحدث ضرراً أعمق بكثير : إنها تُحدث شقوقاً داخل رواية النظام نفسه. وهذا، في تقديري، ما يحدث اليوم في إيران.

منذ الضربات الأمريكية الإسرائيلية في 28 فبراير 2026، ثم الإعلان عن وفاة علي خامنئي في أعقابها، وبعد ذلك صعود مجتبى خامنئي تحت تأثير ثقيل من "الحرس الثوري"، لم تعد المعادلة الإيرانية كما كانت. وتفيد تقارير رويترز أن هذه مرحلة الانتقال تمت هندستها بدرجة كبيرة من طرف الحرس، وأن عدداً من المصادر داخل إيران باتت تخشى تحول النظام إلى دولة عسكرية بواجهة دينية رقيقة.

شعوري الأساسي بسيط : ما بعد الحرب في إيران لن يُحسم عبر خطابات النظام، بل عبر طبيعة السلطة الحقيقية: من يقرر؟ ومن يمسك بزمام الحرب والسلم والتفاوض والقمع وإعادة الإعمار؟

هذا السؤال أصبح أهم من الشعارات نفسها، خاصة وأن جهاز الدولة لم ينهَر رغم الضربات. بل على العكس، يُظهر قدرة واضحة على إعادة الترميم السريع. فقد أشارت رويترز في 19 أبريل 2026 إلى أن إيران تعيد بناء وتحديث منظومات الصواريخ والطائرات المسيّرة بوتيرة أسرع من مرحلة ما قبل الحرب.

في هذا السياق، يمكن تمييز ثلاثة سيناريوهات كبرى لمستقبل النظام الإيراني :

السيناريو الأول هو "التطبيع القسري"، وهو السيناريو الذي يفضّله البعض من الخارج. إيران، المنهكة من الحرب والخسائر البشرية والضغط الاقتصادي والعزلة الاستراتيجية، قد تتجه نحو إعادة تموضع براغماتية: تقليص المغامرات الإقليمية، إعطاء الأولوية للبقاء الداخلي، والانفتاح الاقتصادي المشروط على القوى التي اصطدمت بها.

المحادثات التي يُقال إنها تُناقَش عبر وساطة باكستانية تشير إلى وجود قناة تفاوض، ولو كانت هشة، بين واشنطن ومراكز القرار الجديدة في طهران.

هذا السيناريو له منطقه : فالدول المنهكة قد تختار الاستقرار بدل التصعيد. وعندما تتجاوز كلفة الأيديولوجيا عوائدها السياسية، تبدأ الأنظمة في تعلم لغة الواقعية. في هذه الحالة، لن تتخلى إيران عن هويتها الاستراتيجية،

لكنها قد تقلّص نطاق المواجهة، وتعيد ترتيب أولوياتها الداخلية والخارجية. إنه نوع من "النموذج الصيني" غير المعلن: دولة صلبة، اقتصاد أكثر حضوراً، وأيديولوجيا أقل صخباً.

لكن رغم منطقية هذا التصور، إلا أنه يبدو اليوم الأقل احتمالاً.

السيناريو الثاني، والأكثر واقعية على المدى القصير، هو عسكَرة النظام بشكل واضح ومباشر. في هذا الإطار، سيكون مجتبى خامنئي أقرب إلى رمز سياسي من أن يكون مركز قرار فعلي، بينما تنتقل السلطة تدريجياً نحو "الحرس الثوري".

هذا السيناريو يتماشى مع منطق الأنظمة التي خرجت من الصدمات : كلما اشتد الضغط، زادت مركزية القرار الأمني والعسكري. وفي هذه الحالة، لا يختفي البعد الديني، لكنه يتحول إلى غطاء رمزي، بينما تصبح المؤسسة العسكرية هي محور الدولة الحقيقي.

النتيجة ليست نظاماً أكثر استقراراً، بل نظاماً أكثر صلابة وتوتراً ونزعة قومية أعلى، مع قابلية أكبر للتصعيد الخارجي.

السيناريو الثالث هو "التحول الهجين" : نظام لا هو ديني صرف ولا دولة وطنية تقليدية، بل صيغة مركبة تتراجع فيها الشرعية الدينية لصالح شرعية أمنية-وطنية. في هذا النموذج، تتقدم فكرة "إيران" كهوية جامعة فوق الأيديولوجيا، ويصبح الخطاب أكثر تركيزاً على القوة والسيادة والردع، بدل الشعارات العقائدية التقليدية. الحرب هنا تُسرّع التحول : عندما تضعف قدرة الخطاب الديني على التعبئة، تتقدم الدولة-الأمن، وعندما يتراجع تأثير المؤسسة الدينية، يملأ الفراغ منطق المؤسسة العسكرية.

هذا السيناريو هو الأكثر تعقيداً، وربما الأخطر على مستوى القراءة الخارجية، لأنه لا يعني سقوط النظام، بل إعادة تشكيله من الداخل. دولة أقل أيديولوجيا، وأكثر قومية وأمنية، وأكثر غموضاً في الوقت نفسه.

في النهاية، لا يبدو أن إيران تتجه نحو انهيار سريع، ولا نحو تهدئة قريبة. بل نحو مرحلة انتقالية طويلة، تختلط فيها إعادة بناء القوة مع إعادة تعريف السلطة نفسها. السؤال لم يعد من يحكم إيران؟، بل أصبح : أي إيران ستخرج من هذه الحرب؟ إيران تفاوض لتتنفس؟ أم إيران يحكمها منطق العسكر؟ أم إيران جديدة، أكثر قومية وغموضاً، تضع الدين في الواجهة وتترك القرار الحقيقي خلف الأبواب المغلقة للمؤسسة الأمنية؟

بمعنى آخر، الدولة نفسها كانت قد شخصت، منذ سنوات، اختلالًا في نظام القياس والتتبع والتحقق (MRV)، قبل أن يعود النقاش اليوم إلى الواجهة.

وهنا يصبح النقد، على نقيض ذلك ، عنصر دفاع. نعم، سيدتي الوزيرة، يمكن الدفاع عن سياسة النجاعة الطاقية في المغرب. يمكن الإشارة إلى وجود إطار واستراتيجية ومجالات تدخل واضحة: النقل، الصناعة، المباني، الإنارة العمومية، والفلاحة. الهدف المعلن هو حوالي 20% من الاقتصاد في الطاقة في أفق 2030.

كما أن هناك برامج ومشاريع : التدقيق الطاقي، التأهيل في الإدارات، مشاريع في الإنارة العمومية، والمساجد، ودعم الصناعة، وتعزيز القدرات. وتم كذلك تعزيز الإطار القانوني، من خلال إلزامية التدقيق الطاقي ودور الوكالة المغربية للنجاعة الطاقية في التتبع وتكوين قاعدة بيانات.

لكن السؤال الحقيقي لم يعد هو وجود النصوص أو البرامج، بل مدى إنتاجها الفعلي للأثر القابل للقياس: كم عدد التدقيقات المنجزة؟ أين؟ وبأي نتائج؟ وما حجم التوفير الذي تحقق فعليًا؟

لقد انتقل النقاش إلى مرحلة جديدة. مرحلة لم يعد فيها كافيًا إعلان الأهداف أو الإطار القانوني. نحن اليوم أمام سؤال الأثر الملموس، فحين أشارت تقارير سابقة للمجلس الأعلى للحسابات إلى تأخرات تنظيمية ونقص في التمويل وضعف في البيانات، كان الرد الرسمي يؤكد أن منظومة متكاملة قيد الإرساء. اليوم، نحن في 2026. بعد سنوات من ذلك التشخيص، وبعد اعتماد استراتيجية 2030، يصبح السؤال: أين هي سلسلة الإثبات الكاملة؟



سيدتي الوزيرة، أودّ أن أدافع عن حصيلتكم. فساعدونا بالدلائل

سيدتي الوزيرة، لقد استمعت إلى تصريحاتكم الأخيرة، سواء داخل البرلمان أو في البرامج التلفزيونية. وبصراحة، ومع كامل الاحترام لمقامكم، أجد أنني اليوم أعرف أقل مما كنت أعرفه سابقًا. ربما المشكلة عندي، وربما يتعلق الأمر بضعف فهمي لموضوع بهذه التقنية العالية. لكن يبدو لي أن خطابًا عامًا أكثر وضوحًا، وأكثر دقة، والأهم أنه مدعوم بالمعطيات، كان سيُغني النقاش العمومي بشكل كبير.

فنحن لا نتحدث هنا عن ملف ثانوي. نحن نتحدث عن الطاقة، أي عن السيادة، والمالية العمومية، وتنافسية المقاولات، والقدرة الشرائية للأسر، وفي العمق عن اختيار نموذج تنموي للمغرب. لقد أصبح الموضوع أكبر من أن يُختزل في أرقام تُطرح دون شرح منهجي، أو نسب تُذكر دون مسار واضح، أو أهداف تُعلن دون برهنة كاملة.

هذا ليس موقفًا جدليًا. بل هو محاولة للفهم. أود أن أتمكن من الدفاع عن حصيلتكم. أود أن أشرح، بالأرقام، ما الذي تحقق فعلاً، وما الذي تم قياسه، وما الذي تم تمويله، وما الذي لا يزال يُنتج اليوم آثارًا ملموسة. لكن لتحقيق ذلك، يجب أولاً أن تكون المعطيات متاحة، والمشاريع محددة، والنتائج قابلة للتحقق.

في ملف بهذه الأهمية، لا يمكن للنقاش العمومي أن يقوم على الانطباعات. بل يجب أن يقوم على الأدلة. الدفاع عن حصيلة عمومية ليس تمرينًا في التواصل، بل هو تمرين في البرهنة.

وفي حالة النجاعة الطاقية في المغرب، تكمن الصعوبة اليوم في صيغة أصبحت في آن واحد عملية ومربكة : 6,58% من الاقتصاد في الطاقة سنة 2020، وفق مؤشر يُنسب إلى الوكالة المغربية للنجاعة الطاقية، وقد استشهدت به الوزيرة ليلى بنعلي بداية سنة 2025، مع الإشارة المهمة إلى أن هذا المؤشر كان حينها "قيد التحيين".

بمعنى آخر، الرقم موجود، لكنه يأتي محاطًا بضبابية منهجية تجعل من الصعب الاعتماد عليه كحجة مركزية في أي دفاع جاد عن السياسة العمومية. والموضوع أكبر من مجرد رقم.

فالمغرب لا يزال يعتمد هيكليًا على واردات الطاقة. ويشير مجلس المنافسة إلى أن الفاتورة الطاقية بلغت حوالي 50 مليار درهم سنة 2020، ثم 76 مليارًا سنة 2021، وأكثر من 153 مليار درهم سنة 2022،

قبل أن تتراجع إلى 122 مليارًا سنة 2023. وتشير معطيات أحدث، مستندة إلى إحصاءات مكتب الصرف، إلى حوالي 107,6 مليار درهم سنة 2025، ما يؤكد استمرار الهشاشة البنيوية رغم بعض التحسن الظرفي.

في هذا السياق، كل نقطة في النجاعة الطاقية لها وزن كبير. لكن لأنها مهمة، يجب أن تكون قابلة للتتبع بدقة.

المشكل إذن ليس في التشكيك التلقائي في نسبة 6,58%. المشكل أبسط وأكثر صرامة: عمّ نتحدث بالضبط؟ هل يتعلق الأمر بتقليص في الاستهلاك النهائي الوطني؟ أم بفارق مقارنة بسيناريو مرجعي؟ أم بتجميع لتدابير قطاعية نموذجية؟ أم بربح جزئي تم إسقاطه على المستوى الوطني؟

ما لم تُنشر هذه الآلية بشكل واضح، سيبقى الرقم مفيدًا سياسيًا، لكنه ضعيف تقنيًا. والرقم الضعيف لا يحمي الحصيلة، بل يعرضها للشك.

هذا التردد ليس افتراضًا نقديًا فقط، بل هو موجود في تقارير رسمية. فقد سبق للمجلس الأعلى للحسابات أن أشار إلى غياب آليات دقيقة للقياس، والتتبع، وتحيين المعطيات، إضافة إلى ضعف لوحات القيادة الخاصة بتقييم النتائج الفعلية.



بقلم **عدنان بنشقرون**

By Lodj

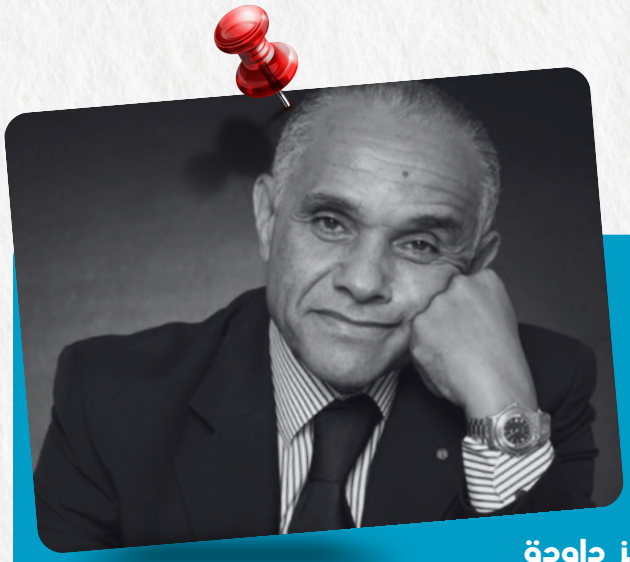
فـــولـــو علـــيـــك الخبـــر علينـــا...

تابعونا لتغطية إخبارية موثوقة ومستمرة.



lodjmarocofficiel

انتخابات شتنبر... طقسٌ سياسي متكرر أم سيناريو محسوم؟



بقلم : **عزيز داودة**

الموعد محدد : 26 شتنبر، وكما جرت العادة مع كل استحقاق انتخابي، يستعد المغرب لدخول مرحلة مألوفة، تكاد تكون طقساً متكرراً، تختلط فيه الآمال المعلنة بالحسابات الخفية وخيبات الأمل المؤجلة. لكن قبل يوم الاقتراع بكثير، تكون الآلة قد بدأت بالفعل في الاشتغال.

في الواقع، ليست هناك حملة واحدة، بل حملات متعددة. هناك الحملة الظاهرة، المليئة بالشعارات والوعود، وهناك أخرى أكثر هدوءاً، تُدار في الكواليس عبر الترتيبات والتوازنات. منذ الآن، يحتدم سباق الترشحات؛ الأحزاب تتحرك، تراقب، تختار، تستقطب أو تُقصي، تُرضي البعض وتُخيّب آخرين. البحث منصبّ على "المرشحين المفيدين" : من يملكون المال، أو شبكة علاقات، أو قدرة على تعبئة قواعد محلية. المنطق هنا نادراً ما يكون إيديولوجياً، وغالباً ما يكون براغماتياً، وأحياناً يصل حدّ السخرية.

في هذه المنافسة الصامتة، هناك من يدفع ثمن دخوله، بشكل مباشر أو غير مباشر. وآخرون يطرقون الأبواب، يتوسّلون، يفاوضون، على أمل الظفر بتزكية الحزب. هذه التزكية، التي يُفترض أن تعكس اختياراً قائماً على الكفاءة والنضال والرؤية، تتحول في كثير من الأحيان إلى ورقة تبادل، أو علامة ولاء، أو مؤشر على القدرة على "الوزن".

وفي المقابل، هناك الغائبون... أولئك الذين تُركوا على الهامش. كفاءات حقيقية، مكوّنة، وربما ملتزمة، لكنها تفتقر إلى الشروط غير المعلنة : لا مال، لا نفوذ عائلي، ولا شبكة قوية. هؤلاء غالباً ما يكتفون بمشاهدة القطار يمر. إقصاؤهم الصامت ربما هو أحد أكثر الجوانب إثارة للقلق في المسار الانتخابي.

كثير من الشباب، نساءً ورجالاً، يطمحون للانخراط في العمل السياسي. لكن بينهم أيضاً من يقترب من السياسة بدوافع انتهازية، وهو أمر لم تعد أمثلته خفية على أحد.

بعد ذلك تأتي مرحلة البرامج. رقصة مألوفة من التصريحات والوعود، حيث يصبح الكلام بديلاً عن الفعل. هنا، لا يُثير التناقض السخرية، بل يُقابل بالتصفيق. تتكدّس الخطابات، تتضخم الطموحات، لكن الفجوة بين القول والتنفيذ تبقى شاسعة.

في علم النفس، نتحدث عن "الصور الذهنية" كتصورات لا تجد ترجمتها في الواقع. وهذا التشبيه ينطبق إلى حد كبير على بعض البرامج الانتخابية، التي تبدو أقرب إلى الإسقاطات منها إلى التخطيط الفعلي.

ثم يأتي المواطن... الناخب. ذلك الذي يُفترض أن يمنح العملية معناها. لكن الواقع يثير القلق: نسبة مهمة من المواطنين لم تُسجَّل أصلاً في اللوائح الانتخابية، وآخرون مترددون أو غير متحمسين للمشاركة. شبح العزوف يلوح بقوة.

في ظل هذه الظروف، من سيصوّت؟ على الأرجح القواعد الحزبية الملتزمة، وهي قليلة العدد. وهناك أيضاً من تدفعهم اعتبارات مادية أو حسابات خاصة للمشاركة. مشاركة بهذا الشكل تُضعف القيمة الديمقراطية للعملية. فمليون صوت قد يكفي لجعل حزب ما قوة حكومية.

وهكذا تتشكل معادلة هشة : نخب تُختار وفق معايير مثيرة للجدل، برامج بعيدة عن الواقع، وجسم انتخابي متراجع. كل ذلك في سياق اجتماعي لا تزال فيه التطلعات مرتفعة.

المفروض أن تكون الانتخابات لحظة وضوح واختيار جماعي، لكنها قد تتحول مرة أخرى إلى إجراء شكلي، لا يعكس تعقيد المجتمع ولا عمق انتظاراته.

يبقى السؤال الجوهري : كيف يمكن إعادة المعنى لهذا الموعد الديمقراطي؟

لا يزال هناك وقت للتصحيح. إنها مسؤولية جماعية: ماذا سنترك للأجيال القادمة في بلد عريق يمتد تاريخه لقرون؟ إلى أي حد نُحسن صون هذا الإرث؟

إنها، في النهاية، مسألة ضمير

هنا يجب على السياسيين التوقف والتفكير بجدية: لم يعد السؤال فقط عن التكوين أو الاستثمار، بل عن مدى صلاحية الاستراتيجيات العمومية التقليدية أمام تقنية تتغير عدة مرات خلال دورة إصلاح واحدة، فالإدارة التي تحتاج سنتين لإعداد قانون قد تجد نفسها أمام واقع مختلف تماماً قبل حتى تطبيقه.

المفارقة أن جزءاً من التأخر السياسي ناتج عن تصور خاطئ. كثير من المسؤولين يجربون نسخاً بسيطة من أدوات الذكاء الاصطناعي، ويعتقدون أنها لا تزال محدودة. بينما الاستخدامات الأكثر تقدماً تبقى بعيدة عن هذا الإدراك العام.

في المقابل، يجري السباق الحقيقي في المختبرات الكبرى والشركات التكنولوجية حول النماذج الأقوى، والبيانات، والرقائق، وسرعة التطوير. وهنا تتحول فكرة السيادة: لم تعد مرتبطة فقط بالبنية التحتية، بل بالقدرة على امتلاك أنظمة تتعلم وتطور نفسها.

قطيعة فلسفية وسياسية كبرى

وهنا نصل إلى القطيعة الكبرى. في المغرب، يجب إعادة تعريف مفهوم السيادة بشكل أوسع. لم تعد مجرد علاقة بين الدول، بل أصبحت تشمل علاقة الإنسان بالتكنولوجيا، فالصراع لم يعد فقط بين الدول، بل أيضاً بين الذكاء البشري والذكاء الاصطناعي، السؤال لم يعد : من يتحكم في الآلة؟ بل أصبح : متى تبدأ الآلة في إعادة تشكيل شروط اتخاذ القرار البشري؟

طالما كان الذكاء الاصطناعي مجرد أداة، كانت السيادة تعني التحكم فيه. لكن عندما يتحول إلى فاعل ومنتج ومشارك في التطوير، فإن السيادة تتحول إلى سؤال أعمق : قدرة الإنسان على الحفاظ على موقعه في إنتاج القرار والمعرفة.

هذا ما لم يفهمه السياسيون بعد. الذكاء الاصطناعي يتطور بالأشهر، بينما السياسة تتحرك بالسنوات. وإذا أراد المغرب أن يبقى فاعلاً، فعليه أن يفكر بسرعة وعمق أكبر، فالخط الفاصل الجديد في العالم لم يعد فقط بين الدول، بل بين الإنسان والأنظمة التي يصنعها.

لقد اعتدنا سابقاً على قانون مور، حيث تتضاعف القدرة الحاسوبية كل سنتين تقريباً. لكن اليوم، لم يعد الأمر يتعلق فقط بالقوة، بل بالقدرة على الفعل.

وهنا تكمن القطيعة الحقيقية : إذا كان قانون مور قد غيّر الآلات، فإن تضاعف استقلالية الذكاء الاصطناعي قد يغيّر موقع الإنسان نفسه داخل إنتاج الذكاء.



ما الذي لم يفهمه السياسيون في الذكاء الاصطناعي؟



بقلم
عدنان بنشقرون

تتضاعف استقلالية أنظمة الذكاء الاصطناعي كل أربعة أشهر، في حين لاتزال القرارات العمومية تُفكَّر بمنطق السنوات

يجري الحديث عن الابتكار، والشركات الناشئة، والتكوين، ورقمنة الخدمات العمومية، وأحياناً عن السيادة الرقمية. كل ذلك مهم بطبيعة الحال، لكنه لا يمس جوهر الموضوع بعد. لأن ما لم يفهمه كثير من المسؤولين هو أن الذكاء الاصطناعي لم يعد مجرد تكنولوجيا جديدة ينبغي إدماجها في الاقتصاد، بل هو في طور التحول إلى قوة مستقلة في التنفيذ والإنتاج، وقريباً في التصميم، بوتيرة تطور لم تعد تشبه الزمن الإداري أو البرلماني أو الحكومي. الإشارة الأهم في النص تكمن هنا: قدرات الاستقلالية لدى بعض أنظمة الذكاء الاصطناعي لا تتطور بشكل خطي، بل بشكل أُسّي، مع تضاعف تسارع ليصل إلى حوالي كل أربعة أشهر.

هذا هو الجانب الذي تعجز الثقافة السياسية التقليدية عن استيعابه. فالتفكير البشري، خاصة داخل المؤسسات، يقوم غالباً على الاستمرارية: تحسين بسيط هذا العام، ثم إصلاح في العام المقبل، ثم تعديل، ثم قانون. لكن الذكاء الاصطناعي لا يسير بهذا الإيقاع.

عندما تنتقل آلة من بضع ثوانٍ من الاستقلالية إلى بضع دقائق، يبدو الأمر قابلاً للتحكم. وعندما تنتقل من دقائق إلى ساعة، يُنظر إليه كتحسن عادي. لكن عندما تستمر هذه الوتيرة، فإننا لا نكون أمام تطور كمي فقط، بل أمام تحول نوعي.

فالذكاء الاصطناعي الذي يمكنه العمل لساعات على مهمة معقدة لم يعد مجرد مساعد، بل يتحول إلى شبه زميل، ثم تدريجياً إلى فاعل قادر على تنفيذ سلسلة عمليات، التجربة، التصحيح، وإعادة المحاولة بشكل مستقل.

تنبيه في البحث والتطوير: الذكاء الاصطناعي يمكنه كتابة شيفرة لذكاء اصطناعي آخر

لفهم ذلك، يجب تجاوز الصورة السطحية لروبوت المحادثة. كثير من المسؤولين والمواطنين ما يزالون يرون الذكاء الاصطناعي كواجهة بسيطة: سؤال وجواب، نص، صورة أو تلخيص. لكن هذه مجرد واجهة.

التحول الحقيقي يبدأ عندما يُربط النموذج بالأدوات، وقواعد البيانات، وبيئات التشغيل، والأنظمة المهنية، وتدفقات المعلومات. عندها لا يعود الذكاء الاصطناعي منتجاً للغة فقط، بل يدخل في سلسلة الفعل. وهنا تحديداً تكمن إشكالية أن السياسة ما تزال تنظر إلى الذكاء الاصطناعي من زاوية الاستخدام، لا من زاوية إعادة تشكيل السلطة والمعرفة.

لدى المغرب أسباب قوية لأخذ هذا التحول بجدية، ليس بدافع الخوف أو الانبهار، بل بدافع الواقعية. فالدولة ما تزال مركزية، والإدارة تلعب دوراً محورياً في الاقتصاد والمجتمع، والتحديث ضرورة لكنه أيضاً مجال هش.

في هذا السياق، لن يكون الذكاء الاصطناعي مجرد أداة إنتاجية، بل قد يعيد تشكيل العمل المؤهل، والعلاقات المعرفية، والتسلسل داخل المؤسسات، بل وحتى العلاقة بين المواطن والخبرة وصناعة القرار.

لنأخذ مثالاً بسيطاً : طالما أن الذكاء الاصطناعي يساعد صحفياً أو محامياً أو مهندساً على العمل بشكل أسرع، فهو مجرد أداة. لكن عندما يصبح قادراً على تنفيذ مهام كاملة، إنتاج نسخة أولية، كشف الأخطاء، اقتراح التصحيحات، وإعادة المحاولة دون تعب، فإنه يتحول تدريجياً من أداة إلى شريك عمل، ثم إلى فاعل مستقل.

وهذا ليس كل شيء. النقطة الثانية الأكثر أهمية تتعلق بالبحث والتطوير. ما يزال يُعتقد أن تطوير الذكاء الاصطناعي يتم فقط من طرف البشر. لكن الواقع بدأ يتغير، إذ أصبح الذكاء الاصطناعي يساهم في تطوير الجيل التالي من نفسه، بمعنى آخر، الأداة بدأت تشارك في صنع أداة مستقبلها. وهذا ما يخلق حلقة تسارع ذاتي غير مسبوقة.

عملياً، يمكن للذكاء الاصطناعي أن يساعد في كتابة شيفرة لذكاء اصطناعي جديد، واختبار نماذج متعددة بسرعة، واكتشاف الأخطاء، واقتراح تحسينات، وتسريع التدريب، وتحسين الأداء، وتحليل النتائج، في كل مرحلة، لا يتعلق الأمر فقط بزيادة الإنتاجية، بل بزيادة سرعة التطور نفسه. وإذا أصبحت هذه السرعة تغذي نفسها، فنحن أمام حلقة تطورية متسارعة

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BOUSSOLE,



mais
elle
remet
le nord
dans
le débat.

Quand tout s'agite,
il faut encore savoir dans quelle direction penser.

WWW.LODJ.MA

وسائل التواصل الاجتماعي في المغرب : صعود مقلق لظاهرة العنف اليومي في التعليقات

رغم أن الخطاب يبدو عادياً في ظاهره، فإن ما يحدث داخل فضاءات التعليقات على مواقع التواصل الاجتماعي في المغرب يعكس تحوّلاً مقلقاً، حيث أصبحت الإهانات، وخطاب الكراهية، والاستهزاء الحاد سلوكاً متكرراً يطغى على النقاشات الرقمية. هذا الانزلاق اللفظي لم يعد مجرد تفصيل ثانوي، بل بات يطرح أسئلة عميقة حول حالة النقاش العمومي، وحجم الاحتقان الاجتماعي، وتراجع آليات الضبط الذاتي داخل الفضاء العام.

يكفي اليوم تصفح بعض التعليقات على فيسبوك أو إنستغرام أو تيك توك أو منصة X حتى نلاحظ أن العنف اللفظي أصبح شبه عادي. تحت منشورات خفيفة أو قضايا اجتماعية أو حتى آراء شخصية، تتكرر نفس المظاهر: شتائم، سخرية جارحة، أحكام سريعة، هجمات ذات طابع إقصائي، ومضامين مشحونة بالكراهية أو التمييز.

هذا الوضع لم يعد هامشياً، ولا يمكن تفسيره فقط باندفاع لحظي أو طبيعة المنصات الرقمية. إنه يتوسع ويطرح سؤالاً مركزياً: ماذا تعكس هذه القسوة الرقمية عن المزاج الاجتماعي والأخلاقي داخل المجتمع؟

من المعتاد التذكير بأن المغرب مجتمع قائم على قيم الضيافة والتعايش والاحترام. وهذه الصورة ليست خاطئة، بل متجذرة في التاريخ الاجتماعي والعلاقات اليومية. لكن المفارقة تصبح أكثر وضوحاً حين نقارن هذه الصورة بما يحدث داخل الفضاء الرقمي، حيث تتراجع هذه القيم أمام منطق آخر تحكمه السرعة والانتشار والرغبة في إثارة الانتباه.

في هذا الفضاء، تلعب الخوارزميات دوراً غير مباشر في تغذية هذا السلوك، إذ يصبح المحتوى الأكثر إثارة للصدمة أو الجدل هو الأكثر انتشاراً. وهكذا تنتقل بعض التعبيرات من كونها استثناءً إلى كونها ممارسة شبه يومية.

ما يظهر أيضاً هو أن الكثير من هذه التعليقات لا تعكس بالضرورة أفكاراً منظمة، بقدر ما تعكس حالات تفريغ نفسي واجتماعي: إحباط اقتصادي، شعور بالتهميش، ضغط معيش، أو غضب متراكم يجد في الفضاء الرقمي منفذاً سريعاً.

لكن المشكلة أن هذا التفريغ لا يبقى فردياً، بل يتحول إلى سلوك جماعي متكرر. تعليق عنيف يولد آخر، وسخرية جارحة تستدعي ردوداً أكثر حدّة، لتتحول المنشورات إلى ساحات صراع افتراضي، تحل فيها "القطيعة الرقمية" محل النقاش.

والأخطر أن هذا النمط من الخطاب لم يعد يُنظر إليه كخروج عن القاعدة، بل أصبح عند البعض أسلوباً للتعبير وإثبات الذات، حيث تختلط الجرأة بالإهانة، وتُستبدل الحجة بالهجوم الشخصي.

هذه التحولات لا تضر فقط بالأشخاص المستهدفين، بل تضعف جودة النقاش العمومي ككل. فعندما يصبح كل اختلاف سبباً للسبّ، يتراجع الحوار، وتختفي المساحات الرمادية، ويزداد الصمت لدى الكثيرين خوفاً من التعرض للهجوم أو التشهير.

وبمرور الوقت، تبدأ الأصوات المتزنة في الانسحاب، تاركة المجال لخطاب أكثر حدة وضجيجاً، ما يؤدي إلى خلل واضح في توازن الفضاء العام الرقمي.

هذا الوضع يعكس أيضاً خطراً أعمق، يتمثل في تطبيع العنف اللفظي داخل المجتمع، بحيث يصبح مقبولاً ضمنياً، أو على الأقل غير مستنكر بالشكل الكافي، وهو ما يطرح تحدياً تربوياً وثقافياً ومؤسساتياً في الآن نفسه.

ومن هنا، لا يمكن اختزال الظاهرة في إدانة أخلاقية بسيطة، بل تتطلب مقاربة أوسع تشمل التعليم، والإعلام، والأسر، ومنصات التواصل نفسها، من أجل إعادة بناء حد أدنى من أخلاقيات الحوار الرقمي.

فالمطلوب ليس فقط حرية التعبير، بل أيضاً إعادة الاعتبار لفكرة الاختلاف دون إهانة، والنقد دون تحقير، والنقاش دون عنف رمزي.

وفي النهاية، فإن ما يُكتب في فضاءات التعليقات ليس مجرد تفاصيل هامشية، بل هو مرآة تعكس جزءاً من الحالة الاجتماعية العامة. والمقلق أن هذه المرآة بدأت تعكس قدراً متزايداً من التوتر والانقسام، يستدعي الانتباه قبل أن يتحول إلى نمط مستقر في التواصل العام



بقلم **عدنان بنشقرون**

المقلق ليس وجود هذا المنطق، فالحياة السياسية لا تخلو من الحسابات. المقلق هو اعتياده. وكأن الذاكرة العامة مادة قابلة للطيّ والتشكيل حسب الحاجة. وكأن المواطن لا يلاحظ الفجوة بين ما يعيشه فعلاً وما يُعاد تقديمه له. لكن الحقيقة أن هذه الفجوة مرئية بوضوح، حتى وإن اختلفت درجة قراءتها.

فالمجتمعات لا تطلب الكمال، لكنها تطلب الصدق في التقييم. يمكنها تقبّل التعثر، وتأجيل النتائج، وحتى الفشل الجزئي. لكنها ترفض أن يُطلب منها تصديق روايات مُعدّلة باستمرار، أو أن يُعاد تقديم الواقع بصيغة مخففة. لأن الخطر الحقيقي ليس في ضعف الحصيلة، بل في التلاعب بالوعي.

في نهاية المطاف، المطلوب من أي حكومة في نهاية ولايتها بسيط : أن تقول ما أنجزته، وما لم تنجزه، ولماذا، ومع من، وبأي كلفة. الاعتراف بالشركاء حين يكون لهم دور، وتحمل الاختلافات دون إعادة كتابة التاريخ، وتسميّة النجاحات دون تضخيم، ومواجهة الإخفاقات دون تحميلها لغيرها.

لكننا في زمن أصبحت فيه الدعاية أحياناً بديلاً عن المحاسبة. لا تُغلق الولايات بل يُعاد تغليفها. لا تُراجع السياسات بل تُسرد بطريقة جديدة. لا تُعرض الحصيلة بل تُصنع رواية انتخابية موازية. وكلما اقتربت النهاية، ازداد الحديث عن المستقبل لتفادي مواجهة الماضي.

لذلك، فإن الزهايمر السياسي لا يُخيف لأنه ينسى التفاصيل، بل لأنه يمسّ جوهر الديمقراطية : القدرة على تذكّر ما قام به المسؤول ، ولمن ، ومع من تم ذلك، فالديمقراطية لا تحتاج إلى قادة بلا أخطاء، بل إلى قادة بذاكرة سليمة. قادرين على التمييز بين الحصيلة والدعاية، بين الشراكة والملكية، وبين ممارسة الحكم واحتكار الفضل

في النهاية، يكفي أن نتذكر هذه الخلاصة : داخل الأغلبية يُوقّع الجميع، لكن داخل الحصيلة يريد البعض أن يظهر وحيداً، ومن هنا يبدأ الانزلاق الحقيقي لأي ولاية : ليس فقط لأنها أخفقت، بل لأنها بدأت تعيد تشكيل ذاكرتها بنفسها.



الزهايمر السياسي : الذاكرة المثقوبة لنهاية الولاية الحكومية

من حسن الحظ أنهم لا يجرؤون على الاستحواذ على الأوراش الملكية

مع اقتراب الاستحقاقات الانتخابية ، قد يطالعنا نوع غريب من الاضطراب لدى بعض المسؤولين السياسيين، تتلاشى الوعود تدريجياً، وتذوب التراجعات، ويغدو الشركاء ضبابيين، ويُعاد تشكيل الحصيلة كما لو كانت سيرة ذاتية مُحسّنة. وأي تشابه مع أشخاص موجودين، أو حكومات في نهاية مسارها، أو أغلبية مرهقة، أو ناطقين رسميين أصابهم النسيان فجأة، أو وزراء يعيدون اكتشاف أفعالهم بعد سنوات، يبقى محض صدفة واضحة.

يجب تسمية الأشياء بمسمياتها، الزهايمر السياسي موجود. ليس كمرض بالمعنى الطبي، طبعاً، بل كآلية مريحة ومتكررة، تكاد تصبح مؤسسية عند اقتراب نهاية الولاية الحكومية. يظهر حين تقترب لحظة الحصيلة، وحين تلتقي وعود الأمس بنتائج اليوم، وحين تفضل السياسة، بدل تحمّل المسؤولية، إعادة ترتيب ذاكرتها.

هذا الاضطراب يكتسي طابعاً لافتاً. فهو لا يظهر في بداية الولاية الحكومية، حيث يسود الحماس وتغدو الوعود جزءاً من خطاب التقديم. ولا يظهر في منتصفها، حين يُستعمل تعقيد السياق لتأجيل الحساب. بل يظهر في النهاية، حين تتراكم الأرقام، ويبدأ المواطنون في المقارنة، وتصبح التأخيرات مرئية، ولا تعود الشعارات كافية. عندها فقط ينشأ ذلك الميل لإرباك الذاكرة.

حينها تُنسى الالتزامات الدقيقة، وتُعاد صياغة الأولويات، ويُقال إن السياق تغيّر، وإن الظرفية صعبة، وإن العراقيل كبيرة، وإن الإرث ثقيل، وإن الهوامش ضيقة. وكل ذلك قد يكون صحيحاً أحياناً، لكن الإشكال يبدأ عندما يتحول التفسير إلى ستار دائم، وإلى وسيلة لإذابة المسؤولية داخل ضباب تقني، عندها لا يعود الأمر حصيلة، بل عملية "جراحة سردية".

الزهايمر السياسي لا يقتصر على نسيان ما لم يُنجز. ذلك سيكون بسيطاً. أخطر أشكاله هو النسيان الانتقائي أو الموجّه. يتم تضخيم نصف النجاحات،



بقلم
عدنان بنشقرون

وتجميل التأخيرات، وتحويل المشاريع غير المكتملة إلى "مسارات واعدة"، وتقديم التدبير العادي كملحمة إصلاحية. فلا يعود الخطاب يقول : "هذا ما أنجزناه وهذا ما لم ننجزه"، بل يصبح : "ما لم ينجح هو في الواقع نجاح مؤجل".

لكن هذا الاضطراب في الذاكرة يتجلى أيضاً في مستوى آخر أكثر حساسية : الذاكرة السياسية للتحالفات. فالحكم داخل الأغلبية يتم بشكل جماعي، لكن عند لحظة النهاية، يرغب البعض في الظهور منفردين في صورة الحصيلة. يصبح الشركاء ديكوراً ثانوياً، وتُمحى أدوار وزرائهم، وتُدفن إنجازاتهم في الهامش، وكأن التحالف لم يكن سوى إجراء إداري عابر.

وهنا يتحول الزهايمر السياسي إلى أداة استحواذ رمزي. تُحتكر النجاحات وتُوزع الإخفاقات. ما نجح يُنسب إلى طرف واحد، وما تعثر يُلقى على كاهل التحالف، والضغوط، والتعقيدات. بمعنى آخر، يتم تقاسم أعباء الحكم، لكن لا يتم تقاسم ملكية النتائج. الشركاء يُستدعون عند الصعوبات، ويُغيبون عند لحظة المجد.

وفي نهاية بعض الولايات الحكومية، تتخذ هذه العملية طابعاً أكثر قسوة. يتم الإبقاء على الشركاء داخل الحكومة شكلياً، بينما يُستبعدون تدريجياً من السردية. يُستمر في الحكم معهم، لكن يُتحدث عنهم كما لو أنهم عبء ظرفي. لا يتم القطع معهم، بل يتم إضعاف حضورهم لغوياً. إنها عملية أنيقة في الشكل، لكنها شديدة الفاعلية في المضمون.

LODJ



لخبار فجيبك

By Lodj

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصاتنا، ولاتفوتوا أي خبر

www.lodj.info

"لالة العروسة" وإنتاج مشاهد تطبع مع العنف الزوجي، أين يكمن الخلل؟



عائشة بوسكين

أعاد الجدل الذي رافق حلقات الموسم الحالي من برنامج "لالة العروسة" فتح نقاش أوسع داخل المجتمع المغربي حول حدود ما يمكن أن يُقدَّم في الإعلام العمومي حين يتعلق الأمر بالعلاقات الأسرية، بعدما انتشرت على نطاق واسع مشاهد من إحدى الحلقات أظهرت توتراً حاداً وعنفا لفظيا وجسديا بين زوجين مشاركين، داخل فضاء البرنامج الذي يفترض أنه يُجسد التفاهم والتقارب بين الأزواج.

وتتمثل تفاصيل الواقعة، كما تم تداولها، في مشاركة شابة من مدينة طنجة رفقة زوجها ووالدته، حيث تطورت لحظة نقاش داخل "دار العرسان" إلى مشادات كلامية حادة وصلت لحد استخدام العنف، حيث بدت فيها العلاقة الزوجية في حالة تصعيد غير مألوف ضمن سياق برنامج عمومي عائلي. وقد ساهم انتشار المقاطع المصورة على مواقع التواصل الاجتماعي في انتشار الحدث، وتحويله إلى مادة للنقاش العام، انقسمت حولها الآراء بين من اعتبره انعكاساً لواقع اجتماعي قائم، ومن رأى فيه انزياحاً عن الهدف التربوي المفترض للبرنامج.

ومن خلال هذا التفاعل، يتضح أن القضية تجاوزت مستوى الواقعة الفردية داخل البرنامج، لتتحول إلى سؤال يتعلق بكيفية بناء صورة الأسرة داخل الإعلام الترفيهي. فحين تُعرض لحظات التوتر والخلاف داخل العلاقات الزوجية بشكل متكرر وفي سياق فرجوي، فإنها لا تبقى مجرد أحداث معزولة، بل تدخل في مسار إعادة تشكيل الوعي الجمعي، حيث يصبح الصراع جزءاً من الصورة المعتادة للعلاقة الزوجية بدل أن يكون استثناءً داخلها.

ويكمن الإشكال، من منظور سوسيولوجي، في أن الإعلام لا يعكس الواقع فقط، بل يساهم في إنتاجه عبر التكرار والاختيار. فتركيز البرامج ذات الانتشار الواسع على لحظات الانفعال والخلاف داخل الأسرة، حتى داخل إطار ترفيهي، يؤدي إلى نوع من "التطبع البصري" مع العنف اللفظي أو التوتر، حيث تصبح هذه المشاهد مألوفة، ولو بشكل غير واعٍ، في المخيال الاجتماعي، خصوصاً لدى الفئات الشابة التي لم تستقر بعد رؤيتها للعلاقة الزوجية.

وتزداد حساسية هذا التأثير عندما يتقاطع مع الخطاب العمومي الذي يدعو إلى تعزيز قيم الاحترام داخل الأسرة ومحاربة مختلف أشكال العنف الزوجي. فوجود هذا التناقض بين الرسالة التربوية والسيولة الإعلامية للمشاهد الترفيهية يخلق فجوة في الإدراك،

حيث تختلط الصورة الواقعية للحياة الأسرية بما يُعرض في البرامج التلفزيونية، فيتأثر المتلقي دون وعي مباشر بذلك.

و انتقل هذا السجال العمومي إلى داخل أسوار المؤسسة التشريعية، حيث وجهت النائبة البرلمانية حنان أتركين سؤالاً كتابياً إلى وزير الشباب والثقافة والتواصل، دعت فيه إلى توضيح مدى احترام البرنامج لدفاتر التحملات المنظمة للقطاع السمعي البصري، وإلى مساءلة طبيعة الرسائل التي قد تصل إلى الجمهور من خلال هذه النوعية من البرامج. كما طرحت إمكانية تقييم مضامين البرنامج في ضوء ما أثاره من جدل واسع

ويُظهر هذا التدخل البرلماني أن ما أُثير حول البرنامج لا يمكن التعامل معه كجدل عابر أو نقاش ظرفي مرتبط بحلقة تلفزيونية محددة، بل هو مؤشّر على إشكال أعمق يتصل بكيفية تشكل صورة الأسرة داخل الوعي العام عبر الوسائط الإعلامية.

فحين يتعلق الأمر ببرامج تحظى بمتابعة واسعة داخل البيوت المغربية، يصبح تأثيرها امتداداً اجتماعياً يتجاوز لحظة البث، ويؤثر في تمثلات الناس للعلاقة الزوجية نفسها، في سياق اجتماعي أصلاً يعرف تحولات حساسة وتراجعاً ملحوظاً في الإقبال على الزواج لدى فئات واسعة من الشباب. ومن هذا المنظور، لا تبدو المسألة مجرد نقاش حول محتوى ترفيهي، بل قضية تستدعي التوقف الجاد أمام ما يمكن أن تخلقه هذه الصور من تراكم رمزي قد يرسخ نظرة مضطربة للعلاقة الزوجية، بين التوتر والصدام بدل الاستقرار والتوازن.

فالمجتمع المغربي، الذي يواجه أصلاً تحديات مرتبطة بتغير أنماط العيش وارتفاع كلفة الزواج وتراجع الرغبة في الارتباط لدى بعض الفئات، لا يحتاج إلى إعادة إنتاج صور تزيد من هشاشة الثقة في مؤسسة الزواج، بقدر ما يحتاج إلى مضامين تساهم في دعمها وتوازنها. بهذا المعنى، يصبح النقاش حول هذه البرامج جزءاً من سؤال مجتمعي أوسع، يتعلق ليس فقط بما يُعرض على الشاشة، بل بما يُترك في الوعي بعد انتهاء العرض، وبما إذا كانت هذه المضامين تُسهم في ترسيخ صورة إيجابية عن الأسرة أو في تعميق التردد والقلق حولها داخل المجتمع

هذا التحول عميق لأنه يمس جوهر السردية التنموية. لقد قيل للشباب طويلاً: ادرسوا، احصلوا على شهادة، وادخلوا سوق العمل. ثم قيل لهم: كونوا مرنين، رقميين، مقاولين ذاتيين. واليوم يُطلب منهم ضمنياً أن ينافسوا أنظمة قادرة على إنتاج النصوص، البرمجيات، التحليلات، التصاميم، والقرارات في ثوانٍ. مستوى التحدي يرتفع في وقت ما زالت فيه المنظومات التعليمية تعاني من اختلالات بنيوية.

ليس المقصود أن الذكاء الاصطناعي سيقضي على الوظائف بالكامل. هذا تبسيط خاطئ. بل سيخلق وظائف جديدة، ويرفع الإنتاجية، ويفتح إمكانات غير مسبوقة للمقاولات الصغيرة. لكنه في المقابل سيجعل سوق العمل أكثر قسوة وانتقائية، ويُضعف فرص الفئات المتوسطة التي كانت تعتمد على المهارات التقليدية.

هكذا يتغير معنى "العائد الديمغرافي". لم يعد وجود شباب كثيرين ضمانة للنمو. بل يصبح التحدي الحقيقي هو القدرة على تحويل هذا الشباب إلى قوة إنتاجية مؤهلة. فالعائد ليس في العدد، بل في القيمة المضافة. ليس في الكتلة السكانية، بل في جودة التعليم، وفعالية التكوين، وارتباط المهارات بسوق العمل.

وهنا يظهر جوهر الإشكال : عدم التوازن بين المدرسة والاقتصاد، بين التكوين والطلب، بين الطموحات الرقمية والقدرات الفعلية، وبين الخطاب السياسي حول الشباب والموارد المخصصة له. إنها فجوة في "الملاءمة" أكثر منها فجوة في الأرقام.

الأسئلة تصبح مباشرة :

ما قيمة أي استراتيجية تنموية إذا تركت مئات الآلاف من الشباب خارج المنظومة؟

ما معنى الإصلاح الاقتصادي إذا لم يقلص من عدد الشباب غير المتمدرسين وغير العاملين؟

ما جدوى خطاب الذكاء الاصطناعي إذا لم يتحول إلى تكوين فعلي؟

وما قيمة النمو إذا لم يُترجم إلى فرص عمل حقيقية وكريمة؟
المطلوب لم يعد خطاباً جديداً حول الشباب، بل إعادة تجهيز فعلية له. عبر تحديث التكوين المهني، إدماج الذكاء الاصطناعي في التعليم، ربط الجامعة بسوق العمل، دعم المقاولات المنتجة، وإدماج النساء بشكل واسع في الاقتصاد، وتقليص الفئة خارج التعليم والعمل والتكوين.

العائد الديمغرافي لم يمت، لكنه لم يعد هبة جاهزة. لقد تحول إلى اختبار تاريخي. والدول التي تنجح في تحويل شبابها إلى قوة إنتاج وابتكار ستكسب المستقبل. أما الأخرى، فستملك شباباً كثيرين، متصلين، واعين، لكن محاصرين اقتصادياً.

الخطر لم يعد في كثرة الشباب، بل في كثرة الانتظار. انتظار فرصة، انتظار عمل، انتظار اعتراف، وانتظار نظام لم يعد مصمماً لعصرهم، وهكذا يتضح أن الوهم الأكبر كان الاعتقاد بأن الديمغرافيا تعمل لصالحنا تلقائياً. في الحقيقة، كانت تمنحنا فقط مهلة زمنية. وهذه المهلة تنتهي تدريجياً، بينما الذكاء الاصطناعي يسرّع إيقاع الزمن



بقلم : عدنان بنشقرون

العائد الديمغرافي: المنعطف الكبير

يفرض هذا العقد وجود مدرسة فعّالة، واقتصاد منتج، وصناعة قادرة على استيعاب الأيدي العاملة، وخدمات قادرة على تثمين الكفاءات، ومؤسسات قادرة على تحويل الطاقة الاجتماعية إلى ترقٍّ اجتماعي واقعي. وبدون ذلك، لا يتحول الشباب إلى عائد تنموي، بل إلى طوابير انتظار طويلة : انتظار الشغل، وانتظار السكن، وانتظار الزواج، وانتظار الكرامة، وانتظار المستقبل.

يُجسّد المغرب هذا التناقض بشكل واضح. فالدولة لم تعد تعيش مرحلة الانفجار الديمغرافي كما في السابق. إذ يُظهر آخر إحصاء أن عدد السكان القانونيين بلغ 36.8 مليون نسمة في فاتح شتنبر 2024، مع معدل نمو سنوي في حدود 0.85% بين 2014 و2024. وهو ما يعني أن التحول الديمغرافي بات في مساره، وأن وتيرة النمو السكاني بدأت تتباطأ، مع تسارع التمدن واتجاه الخصوبة نحو مستوى قريب من تعويض الأجيال. بمعنى آخر، نافذة الفرصة الديمغرافية ليست مفتوحة إلى الأبد، بل بدأت تُغلق تدريجياً.
المعضلة أن هذه النافذة تُغلق قبل أن يتم استثمار العائد الذي وُعد به بشكل كامل. سوق العمل ما زال تحت الضغط. ففي سنة 2025، حسب المندوبية السامية للتخطيط، استقر معدل النشاط في حدود 43.5%، مع ضعف كبير في مشاركة النساء التي لا تتجاوز حوالي 19%. وهذا رقم كافٍ ليفتح نقاشاً وطنياً دائماً: كيف يمكن الحديث عن عائد ديمغرافي بينما جزء واسع من الرأسمال البشري، خصوصاً النسائي، خارج سوق الشغل؟ اقتصاد لا يُشرك نساءه بشكل كافٍ، يُهدر أحد أهم محركات النمو والإنتاج والابتكار والاستقرار الاجتماعي.

والأكثر إثارة للقلق أن البطالة تصيب الفئات التي كان يُفترض أن تكون رافعة هذا العائد الديمغرافي: الشباب، وحاملو الشهادات، وسكان المدن. فحسب معطيات المندوبية السامية للتخطيط، ما تزال نسب البطالة مرتفعة في صفوف الشباب ما بين 15 و24 سنة، وكذلك لدى خريجي الجامعات والنساء. وهذه ليست فئات هامشية، بل هي الفئات التي يُفترض أن تحمل مستقبل البلاد. وعندما تعجز الكفاءات الشابة عن الاندماج، فإن الأمر لا يعود مجرد إشكال اقتصادي، بل يتحول إلى أزمة ثقة في المستقبل.
الرقم الأكثر إيلاماً يتعلق بفئة "NEET"، أي الشباب الذين لا يشتغلون ولا يدرسون ولا يتابعون أي تكوين. فقد كشف تقرير مشترك بين المندوبية السامية للتخطيط ومنظمة العمل الدولية والاتحاد الأوروبي، قُدم بالرباط في 14 أبريل 2026، أن المغرب سجل سنة 2023 حوالي 1.5 مليون شاب ضمن هذه الفئة، أي ما يمثل 25.6% من الشباب بين 15 و24 سنة. شاب من كل أربعة خارج التعليم والعمل والتكوين. لم تعد هذه مجرد إحصائية، بل أصبحت مؤشراً بنيوياً على خلل عميق.

فترة طويلة، كان الاعتقاد سائداً بأن الزمن كفيل بتصحيح هذا الخلل، وأن النمو الاقتصادي سيستوعب الشباب تدريجياً. وأن قطاعات مثل الخدمات، والسياحة، والإدارة، ومراكز النداء، والتوزيع، والرقمنة، وريادة الأعمال ستفتح آفاقاً واسعة. لكن هذا التصور بدأ يتآكل مع تحول كبير يفرض نفسه: الذكاء الاصطناعي.

فالذكاء الاصطناعي لا يضيف مجرد تقنية جديدة، بل يعيد تعريف قيمة العمل نفسه. إنه يستهدف بالأساس المهام المتكررة، الإدارية، المحاسبية، التحريرية، التجارية، دعم الزبناء، معالجة الوثائق، الترجمة النمطية، إدخال البيانات، وإعداد التقارير. وهذه بالضبط هي الوظائف التي كانت تشكل عادة أول خطوة في مسار الشباب المهني. ما كان يُعتبر مدخلاً إلى سوق العمل، أصبح قابلاً للأتمتة أو الإحلال الرقمي.

على مدى عقود، تم تقديم الشباب وكأنه ريع جاهز للاستهلاك. نوع من «البترول البشري». ثروة طبيعية لا تحتاج الدول الفتية سوى الانتظار حتى تنفجر معها عجلة النمو، وتنبثق الابتكارات، ويتوسع الاستهلاك، ويبتسم المستقبل. الاقتصاديون يتحدثون عن «العائد الديمغرافي»، والديمغرافيون عن «نافذة الفرصة»، والسياسيون عن «الشباب، ثروة الأمة». الصيغة جميلة. مطمئنة. تمنح شعورًا بالارتياح وربما تبرئة للضمير. لكنها تخفي حقيقة أقل راحة : فالسكان الشباب ليسوا ثروة تلقائية. قد يكونون فرصة، لكنهم قد يتحولون أيضًا إلى قنبلة بطيئة. لأن ما يسمى بالعائد الديمغرافي ليس هبة من السماء، بل هو عقد



ويقدّر صندوق النقد الدولي أن نحو 40% من الوظائف في العالم ستتأثر بالذكاء الاصطناعي، سواء عبر الاستبدال أو التحسين. وفي الاقتصادات المتقدمة تكون نسبة التأثير أعلى، بحكم كثافة الوظائف المعرفية. أما الاقتصادات الصاعدة، فهي ليست في منأى عن ذلك، بل تواجه الخطر دون امتلاك نفس قدرات التأهيل وإعادة التكوين.

وهنا تكمن المفارقة الجديدة : كانت الدول الشابة ترى في كثافة الشباب ميزة تنافسية. وفرة في اليد العاملة، وفرة في الطلب، وفرة في الإمكانات. لكن الذكاء الاصطناعي قلب المعادلة. لم يعد العدد هو الحاسم، بل نوعية المهارات. لم يعد السؤال: كم من الشباب نملك؟ بل: ماذا يستطيعون أن يفعلوا أفضل من الآلة أو معها؟

By Lodj

بوابتك

نحو أخر الأخبار







www.lodj.info

117 العائد الديمغرافي : المنعطف الكبير

115 "لالة العروسة" وإنتاج مشاهد تطبع مع العنف الزوجي، أين يكمن الخلل؟

113 الزهايمر السياسي : الذاكرة المثقوبة لنهاية الولاية الحكومية

111 وسائل التواصل الاجتماعي في المغرب : صعود مقلق لظاهرة العنف اليومي

109 ما الذي لم يفهمه السياسيون في الذكاء الاصطناعي؟

107 انتخابات شتنبر : طقس سياسي متكرر أم سيناريو محسوم؟

105 سيدتي الوزيرة، أودّ أن أدافع عن حصيلتكم... فساعدونا بالدلائل

103 إيران : ثلاث سيناريوهات محتملة لمستقبل النظام بعد الحرب

102 ترامب، اليسوع، البابا هدفًا، ماكدونالدز في البيت الأبيض... ومضيق...

101 لا تهويل ولا تبخيس : الحصيلة الحقيقية لولاية حُكمت تحت الضغوط

99 أزمة الصحافة في عصر سطوة شبكات التواصل الاجتماعي

98 الهدنة وإعادة التموضع الإقليمي : نحو إرساء نظام دولي جديد

96 حرمان العدول من فتح حسابات لدى صندوق الإيداع والتدبير : مبررات؟

By Lodi

فريق النشر :
سارة البوفي - عائشة بوسكين - ياسين أيت حدو

تصميم ومونتاج :
عماد بن بورحيم

إدارة فنية وتقنية :
محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma

كتاب الرأي

الرسالة ARRISSALA. SA
Imprimerie Arrissala

العدد: 26

03
05
26

كتاب الرأي

By Lodj

لوديجي بالعربية

بلاطفورم الشباب



العائد الديمغرافي المنعطف الكبير

الزهايمر السياسي : الذاكرة المثقوبة لنهاية الولاية الحكومية

"لالة العروسة" وإنتاج مشاهد تطبع مع العنف الزوجي، أين يكمن الخلل؟

وسائل التواصل الاجتماعي في المغرب : صعود مقلق لظاهرة العنف اليومي في التعليقات

نسخة غير تجارية

WWW.LODJ.MA

WWW.PRESSPLUS.MA